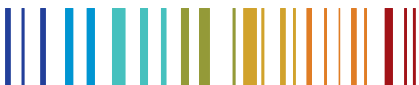


Rapport Statistique



EXERCICE 2012



En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements européens de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts sont effectués directement par le Cleiss ou enregistrés dans les statistiques qui lui sont fournies par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de rendre possible la coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs Etats ; concrètement de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale et d'assurer ainsi une forme de continuité de leur protection sociale lorsque ces personnes passent d'une législation à une autre.

► QUELS SONT LES PAYS VISÉS ?

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France et l'Europe disposent d'un cadre juridique international :

- **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux Etats membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) depuis le 1^{er} juin 2012 et à la Suisse depuis le 1^{er} avril 2012 ;
- **Les règlements européens (CE) n° 1408/71 et n° 574/72** qui sont demeurés en vigueur en 2012 avec l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse jusqu'à l'intégration des nouveaux règlements dans les accords les liant aux Etats de l'Union européenne aux dates précisées ci-dessus ;
- **35 conventions bilatérales conclues par la France** avec des partenaires pour l'essentiel extra-européens ;
- **et 4 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre et Miquelon.

► QUELLES SONT LES PERSONNES CONCERNÉES PAR CES TEXTES ?

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des territoires d'outremer concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large : **l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.**

Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité **aux ressortissants de l'un ou l'autre Etat** qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre Etat.

L'année 2012 a été marquée par l'adhésion aux règlements européens n° 883/2004 et 987/2009 de la Suisse le 1^{er} avril 2012 et des 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) le 1^{er} juin 2012.

► COMME L'AN DERNIER, CE RAPPORT EST DISPONIBLE SUR DEUX SUPPORTS :

- **La version intégrale** (données globales pour tous les risques mais aussi informations détaillées par pays, par régimes de sécurité sociale et données exportables sur fichiers excel) **téléchargeable sur le site du Cleiss.**
- **La version "synthétique"**, diffusée sur plaquette, reprenant les mêmes informations citées précédemment à l'exception des détails par risques et par pays.



► NOUVEAUTÉS CETTE ANNÉE :

Afin de répondre à un souhait de la DSS les données détaillées pour les pays n'ayant aucun accord de sécurité sociale avec la France sont dorénavant demandées aux différents régimes de sécurité sociale français.

Cependant, ces informations n'étant pas disponibles pour tous les régimes, les données recueillies pour l'exercice 2012 sont partielles. Elles ne sont donc pas détaillées « par pays » dans le présent rapport, mais comme les années précédentes globalisées sous l'intitulé « pays hors conventions ».

Toutefois, sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, ces informations pourront être communiquées (voir partie 3 – Rentes, pensions et allocations – Pays hors conventions).

► POUR INFORMATION :

- Une icône  indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est consultable dans une mouture détaillée par régimes et par modes de paiement au format Excel.
- Une autre icône  indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est disponible à l'identique, mais sous Excel.
- Un glossaire est disponible à la fin du document.

► POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ LE SITE DU CLEISS

SOMMAIRE GÉNÉRAL

► INTRODUCTION	6
----------------------	---

► PARTIE 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

LES REMBOURSEMENTS DES DEPENSES DE SANTÉ

AVANT-PROPOS	18
--------------------	----

Les remboursements par la France (Cleiss + caisses de sécurité sociale)	22
---	----

Les remboursements par le Cleiss uniquement :

■ Tous types d'accords	32
------------------------------	----

■ Règlements européens	35
------------------------------	----

■ Accords internationaux	39
--------------------------------	----

LES CRÉANCES ET LES DETTES PRÉSENTÉES

■ Tous types d'accords	45
------------------------------	----

■ Règlements européens	47
------------------------------	----

■ Accords internationaux	50
--------------------------------	----

INCAPACITÉ TEMPORAIRE

■ Règlements européens	53
------------------------------	----

■ Accords internationaux	59
--------------------------------	----

► PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

■ Synthèse	67
------------------	----

■ Règlements européens	71
------------------------------	----

■ Accords internationaux	75
--------------------------------	----





► PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

■ Avant-propos	83
■ Synthèse	84
■ Règlements européens	87
■ Accords internationaux	105
■ Pays hors conventions	123

► PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

■ Règlements européens	127
------------------------------	-----

► PARTIE 5 : LEGISLATION APPLICABLE

■ Avant-propos	131
■ Synthèse	136
■ Règlements européens	138
■ Accords internationaux	142
■ Pays hors conventions.....	146

► PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE

■ Règlements européens	153
------------------------------	-----

► PARTIE 7 : MOUVEMENTS MIGRATOIRES

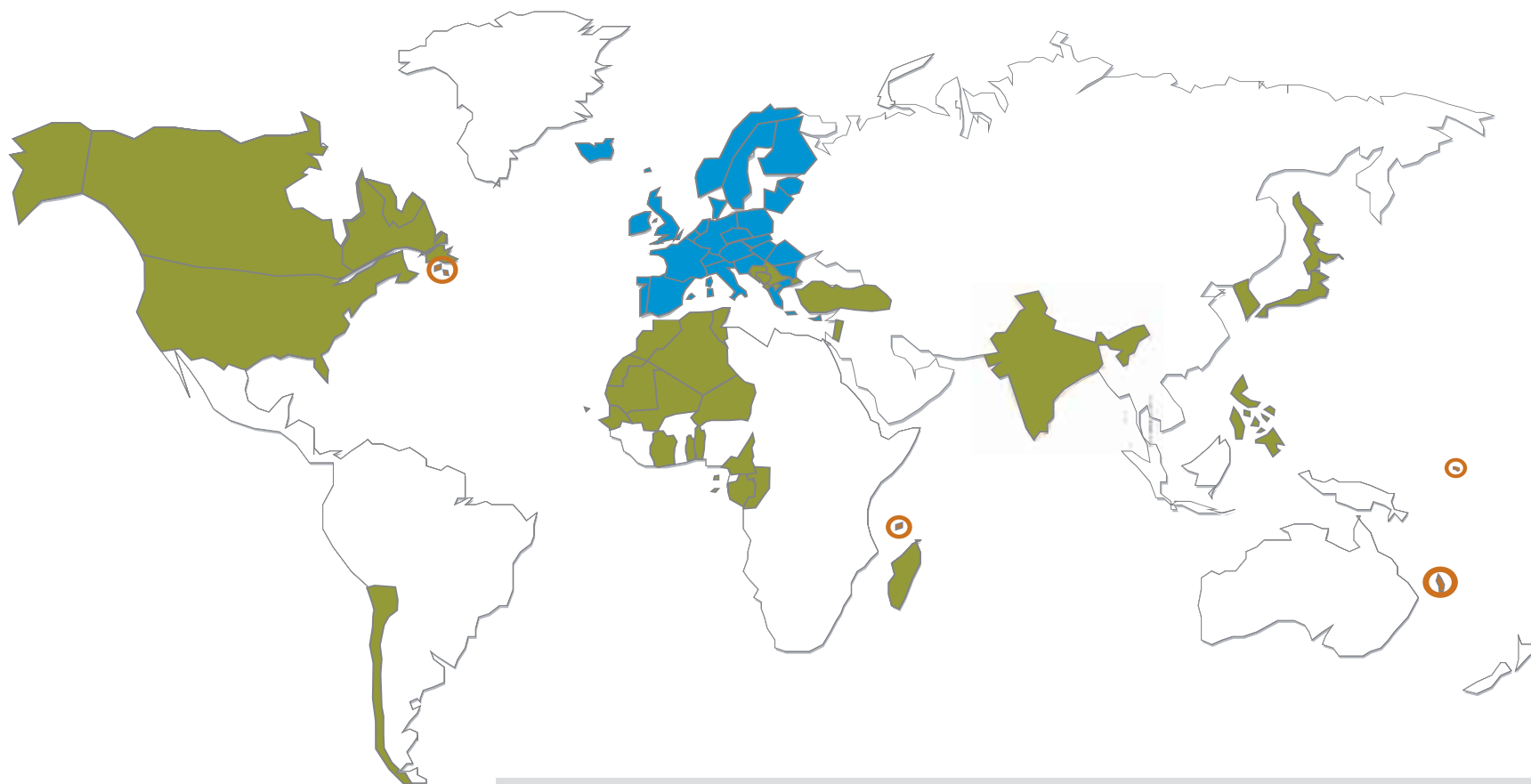
■ Les travailleurs étrangers entrés en France	161
■ Immigration familiale	167
■ Les français à l'étranger	171

► GLOSSAIRE	178
-------------------	-----



INTRODUCTION

LES ACCORDS DE SÉCURITÉ SOCIALE SIGNÉS PAR LA FRANCE DANS LE MONDE



ACCORDS INTERNATIONAUX

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

ALLEMAGNE
AUTRICHE
BELGIQUE
BULGARIE
CHYPRE
DANEMARK
ESPAGNE
ESTONIE
FINLANDE
France
GRECE

HONGRIE
IRLANDE
ITALIE
LETTONIE
LITUANIE
LUXEMBOURG
MALTE
PAYS-BAS
POLOGNE
PORTUGAL
REPUBLIQUE TCHEQUE

ROUMANIE
ROYAUME-UNI
SLOVAQUIE
SLOVENIE
SUEDE
ISLANDE
LIECHTENSTEIN
NORVEGE
SUISSE

■ DÉCRETS DE COORDINATION

MAYOTTE
NOUVELLE-CALEDONIE
POLYNESIE FRANCAISE
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

■ CONVENTIONS BILATÉRALES

ALGERIE
ANDORRE
BENIN
BOSNIE-HERZEGOVINE
CAMEROUN
CANADA
CAP-VERT
CHILI
CONGO (REP. DU)

COREE
COTE D'IVOIRE
CROATIE
ETATS-UNIS
GABON
GUERNESEY,
AURIGNY, HERM,
JETHOU
INDE
ISRAEL

JAPON
JERSEY
MACEDOINE
MADAGASCAR
MALI
MAROC
MAURITANIE
MONACO
MONTENEGRO
NIGER

PHILIPPINES
QUEBEC
SAINT-MARIN
SENEGAL
SERBIE
TOGO
TUNISIE
TURQUIE



► ETAT AU 31 DECEMBRE 2012 DES REGLEMENTS EUROPEENS, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS										OBSERVATIONS
			Maladie-Maternité/ Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
1. RÈGLEMENTS EUROPÉENS													
UNION EUROPÉENNE		01/05/2010											**Choix effectué par chaque institution compétente
ISLANDE NORVÈGE LIECHTENSTEIN + SUISSE	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/06/2012 01/06/2012 01/06/2012 01/04/2012	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui**	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	Pour l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse, application des règlements (CEE) n° 1408/71 et n° 574/72 avant l'entrée en vigueur des règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009
2 - ACCORDS INTERNATIONAUX													
A. CONVENTIONS BILATÉRALES													
ALGÉRIE	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation	
ANDORRE	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux
BÉNIN	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 (4)	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
CAMEROUN	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur
CANADA	Accord du 09/02/1979	01/03/1981	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
CAP-VERT	Convention générale du 15/01/1980	01/04/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.



► ETAT AU 31 DECEMBRE 2012 DES REGLEMENTS EUROPEENS, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE (SUITE)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS		
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)						
CHILI	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui		
CONGO	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
CORÉE	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
CÔTE D'IVOIRE	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/07/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire
CROATIE	Accord sous forme d'échange de lettres en 1995 (5)	12/10/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F)	
ÉTATS-UNIS	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
GABON	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation
GUERNESEY	Convention franco- britannique du 10/07/1956 Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	01/05/1958 12/05/1980	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
INDE	Accord du 30/09/2008	01/07/11	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
ISRAËL	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.
JAPON	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		
JERSEY	Convention franco- britannique du 10/07/1956 Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	01/05/1958 12/05/1980	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
MACÉDOINE	Echanges de lettres en 1995 (6)	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F)	
MADAGASCAR	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.



ETAT AU 31 DECEMBRE 2012 DES REGLEMENTS EUROPEENS, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE (SUITE)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS									OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
MALI	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
MAROC	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
MAURITANIE	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
MONACO	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
MONTÉNÉGRO	Accord du 26 mars 2003 (7)	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
NIGER	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
PHILIPPINES	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
QUÉBEC	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	
SAINT-MARIN	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui		
SÉNÉGAL	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal et en cas de maternité, des positions bilatérales *** Travailleur français détaché au Sénégal.
SERBIE	Accord du 26 mars 2003 (7)	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
TOGO	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
TUNISIE	Convention générale du 26/06/2003	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Période transitoire du 01/04/2007 au 31/12/2011 Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
TURQUIE	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.



► ETAT AU 31 DECEMBRE 2012 DES REGLEMENTS EUROPEENS, CONVENTIONS BILATERALES ET DECRETS DE COORDINATION SIGNES PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)

PAYS	TEXTES DE BASE	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	PRESTATIONS										OBSERVATIONS
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accidents du travail et maladies professionnelles	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs (1)	Séjour temporaire (2)	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleurs détachés (3)					
B. DÉCRETS DE COORDINATION													
MAYOTTE	Décret du 26/08/2005	01/09/2005	oui	oui*	T et F*	oui*	oui*	oui*	oui	oui	oui	non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
NOUVELLE CALÉDONIE	Accord du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
SAINT PIERRE ET MIQUELON	Accord du 10/05/2011	01/06/2011	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens

- Il existe, entre la France et l'Andorre, un arrangement général du 9 juin 1970

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm et Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec les Etats-Unis, le Canada, le Québec et le Chili qui visent également les non-salariés et bien entendu les règlements européens à compter du 01/07/1982

(3) Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Echange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(5) Echange de lettres des 9 et 12 octobre 1995 entre la France et la Croatie relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(6) Echange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(7) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Montenegro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

NB : L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.



PRÉSENTATION

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2012 se présente en sept parties :

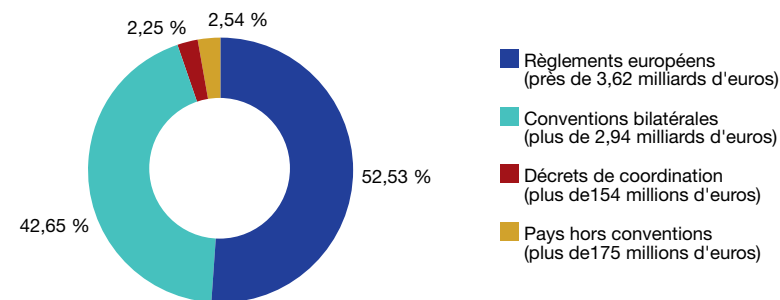
- les soins de santé et contrôles médicaux (créances et dettes remboursées en 2012), les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP (Accidents du Travail-Maladies Professionnelles) servies par la France pour le compte d'un autre Etat
- les prestations familiales
- les rentes AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations (veuvage et décès) ainsi que les retraites complémentaires
- l'assurance chômage
- la législation applicable
- les flux financiers étranger – France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens)
- les mouvements migratoires

QUELQUES CHIFFRES-CLÉS

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2012, 6,89 milliards d'euros ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale ou de retraite complémentaire contre 6,59 milliards d'euros en 2011, soit une augmentation de 4,55 % représentant près de 300 millions d'euros.

Cette évolution s'explique essentiellement par les augmentations sur les postes des soins de santé (+ 176 millions d'euros) et des pensions vieillesse (+ 151 millions d'euros).

RÉPARTITION DES PAIEMENTS RÉALISÉS PAR LA FRANCE EN 2012



* Données non ventilées (plus de 2,63 millions d'euros, soit 0,04 %)

Cette répartition par zones géographiques est quasi-identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leur évolution sur 10 ans, depuis 2003. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Nota bene : les éléments recueillis dans le présent rapport sont le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible.



TABLEAU SYNTHÉTIQUE - VENTILATION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE À L'ÉTRANGER



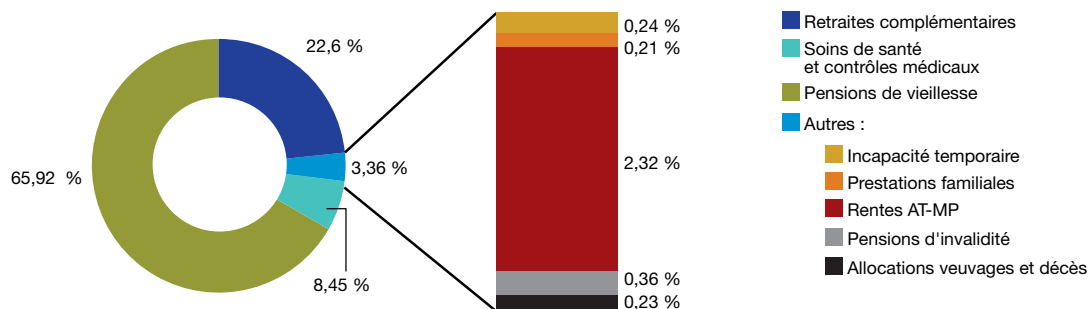
TYPE D'ACCORD	MONTANTS EN EUROS									%
	SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX	INCAPACITÉ TEMPORAIRE	PRESTATIONS FAMILIALES	RENTE AT-MP	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATIONS VEUVAGE ET DÉCÈS	TOTAL	
RÈGLEMENTS EUROPÉENS	481 299 097	12 353 312	9 718 856	88 657 454	17 646 833	2 211 823 296	800 331 708	1 123 831	3 622 954 387	52,53
CONVENTIONS BILATÉRALES	35 462 129	4 392 844	4 802 741	70 344 533	6 257 330	2 219 952 723	585 506 963	14 653 350	2 941 372 613	42,65
DÉCRETS DE COORDINATION	52 089 168	39 674	0	49 654	133 585	28 014 558	74 592 240	0	154 918 879	2,25
PAYS HORS CONVENTIONS	11 660 733	0		1 015 137	821 406	86 820 837	75 062 183	18 150	175 398 446	2,54
DONNÉES NON VENTILÉES PAR PAYS *	2 631 289								2 631 289	0,04
TOTAL 2012 (1)	583 142 416	16 785 830	14 521 597	160 066 778	24 859 154	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 331	6 897 275 614	100,00
TOTAL 2011 (2)	407 094 534	19 347 353	13 811 138	170 756 800	25 089 783	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 356 487	
% évolution	43,24	-13,24	5,14	-6,26	-0,92	3,45	-0,94	-3,46	4,55	

(*) Concernent les montants des dépenses de santé remboursés par le RSI et certains régimes spéciaux, non ventilés par pays (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

(1) Le montant de 583 142 416 € indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2012 comprend bien évidemment les montants remboursés par le Cleiss (soit 470 millions d'euros) mais également les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

(2) : Même remarque que Total 2012 (montant remboursé par le Cleiss : 317 millions d'euros)

RÉPARTITION PAR TYPES DE PRESTATIONS DES PAIEMENTS RÉALISÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER EN 2012



Près de 6,9 milliards d'euros payés par la France au cours de l'année 2012 en application des accords internationaux de sécurité sociale soit une augmentation de près de 300 millions par rapport à 2011 (+4,55%).
Le poste "retraite" représente à lui seul près de 90% des flux vers l'étranger. Les pensions de vieillesse regroupent près des deux tiers du montant total des prestations servies à l'étranger, suivies par les retraites complémentaires (22,26%). Les autres prestations totalisent un peu plus de 10% de ce montant.

→ TOUS PAYS

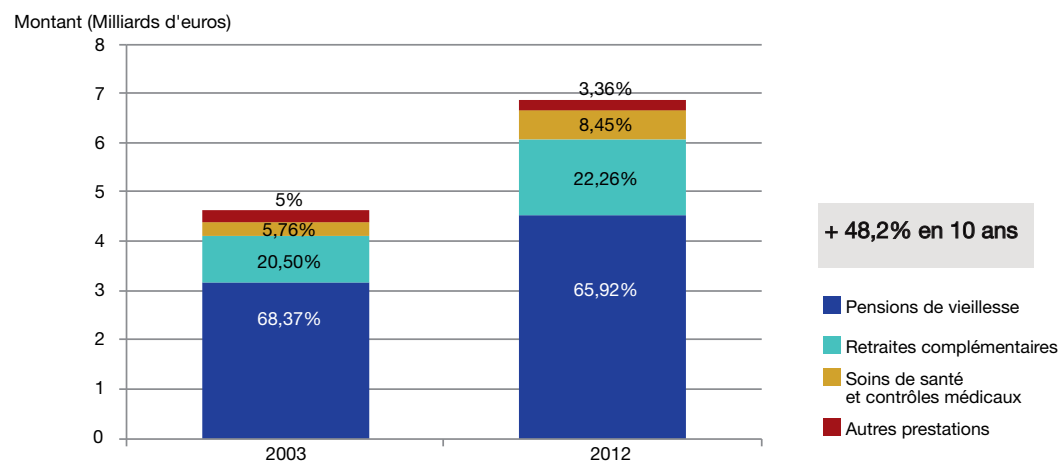


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER DE 2003 À 2012

ANNÉES	SOINS DE SANTÉ ET CONTRÔLES MÉDICAUX*	INCAPACITÉ TEMPORAIRE	PRESTATIONS FAMILIALES	RENTE AT-MP	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATIONS VEUVAGE ET DÉCÈS	TOTAL
2003	268 126 589	21 162 944	17 177 215	147 707 930	36 668 058	3 180 981 727	953 794 404	26 952 826	4 652 571 691
2004	264 473 790	21 699 043	15 472 457	152 261 564	34 243 611	2 807 998 719	1 027 746 133	32 765 929	4 356 661 246
2005	289 797 251	20 614 992	14 676 816	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	24 423 703	4 644 495 375
2006	338 638 481	19 289 207	13 257 373	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 422 283	5 347 669 043
2007	298 025 802	19 580 635	14 091 385	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 845 650	5 747 328 834
2008	322 007 048	19 714 569	13 736 344	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 543 682	6 001 022 716
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 174	182 410 812	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 940 236
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 685 300	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 926 285
2011	407 094 534	19 347 353	13 811 138	170 756 800	25 089 783	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 356 487
2012	583 142 416	16 785 830	14 521 596	160 066 778	24 859 155	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 275 613
2003 À 2012	3 433 769 541	197 180 283	144 978 127	1 608 670 251	296 171 554	37 888 905 280	12 964 371 775	199 200 714	56 733 247 526
TX D'ÉVOLUTION ANNUEL MOYEN (2003/2012)	9,0%	-2,5%	-1,8%	0,9%	-4,2%	4,0%	5,4%	-5,8%	4,5%

(*) : Depuis 2011, le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" comprend bien évidemment les montants remboursés par le Cleiss mais également les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 4,65 à près de 6,9 milliards d'euros en 10 ans soit une augmentation moyenne de 4,5% par an.



Ce graphique ainsi que l'historique permettent de faire les observations suivantes :

- une stabilité incontestable dans la répartition des paiements selon les différents types de prestations en 2003 et 2012
- les tendances à la hausse comme à la baisse concernent toujours les mêmes prestations : Incapacité temporaire, prestations familiales, pensions d'invalidité et allocations (veuvage et décès) diminuent chaque année de près de 2 % (et plus) en moyenne. En revanche, soins de santé, pensions de vieillesse et retraites complémentaires connaissent le phénomène inverse et augmentent en moyenne de 4 à 9 % annuellement, avec une dynamique particulièrement élevée des soins de santé.





|||||
PARTIE 1

SOINS DE SANTÉ

MALADIE - AT/MP



SOINS DE SANTÉ - MALADIE AT-MP

■ LES REMBOURSEMENTS DES DEPENSES DE SANTÉ

AVANT-PROPOS	18 à 21
Les remboursements par la France (Cleiss + caisses de sécurité sociale)	
→ Dans le cadre des règlements européens	22 à 23
→ Dans le cadre des accords internationaux	24 à 26
→ Vers les pays hors conventions	27 à 31
Les remboursements par le Cleiss uniquement	
Tous types d'accords	
→ Total des remboursements	32
→ L'évolution de la répartition des remboursements par régime français de 2004 à 2012	33
→ L'évolution des remboursements de 2003 à 2012	34
Règlements européens	
→ L'évolution des remboursements de 2003 à 2012	35 à 36
→ Les remboursements en 2012 à destination du Cleiss et des Etats-membres UE - EEE – Suisse	37 à 38
Accords internationaux	
→ Avant-propos et schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2012	39 à 40
→ L'évolution des remboursements de 2003 à 2012	41 à 42
→ Les remboursements en 2012 à destination du Cleiss et des pays ayant signé un accord international	43 à 44



■ LES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES

Tous types d'accords

→ L'évolution des créances et dettes présentées de 2003 à 2012 45 à 46

Règlements européens

→ Les créances et dettes présentées de 2005 à 2012 (par pays) 47 à 49

Accords internationaux

→ Les créances et dettes présentées de 2005 à 2012 (par pays) 50 à 52

■ INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Règlements européens

Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire :

→ Assurances maladie-maternité et/ou paternité 53 à 55

→ Assurances AT – MP 56 à 58

Accords internationaux

Les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire :

→ Assurances maladie-maternité 59 à 61

→ Assurances AT – MP 62 à 64



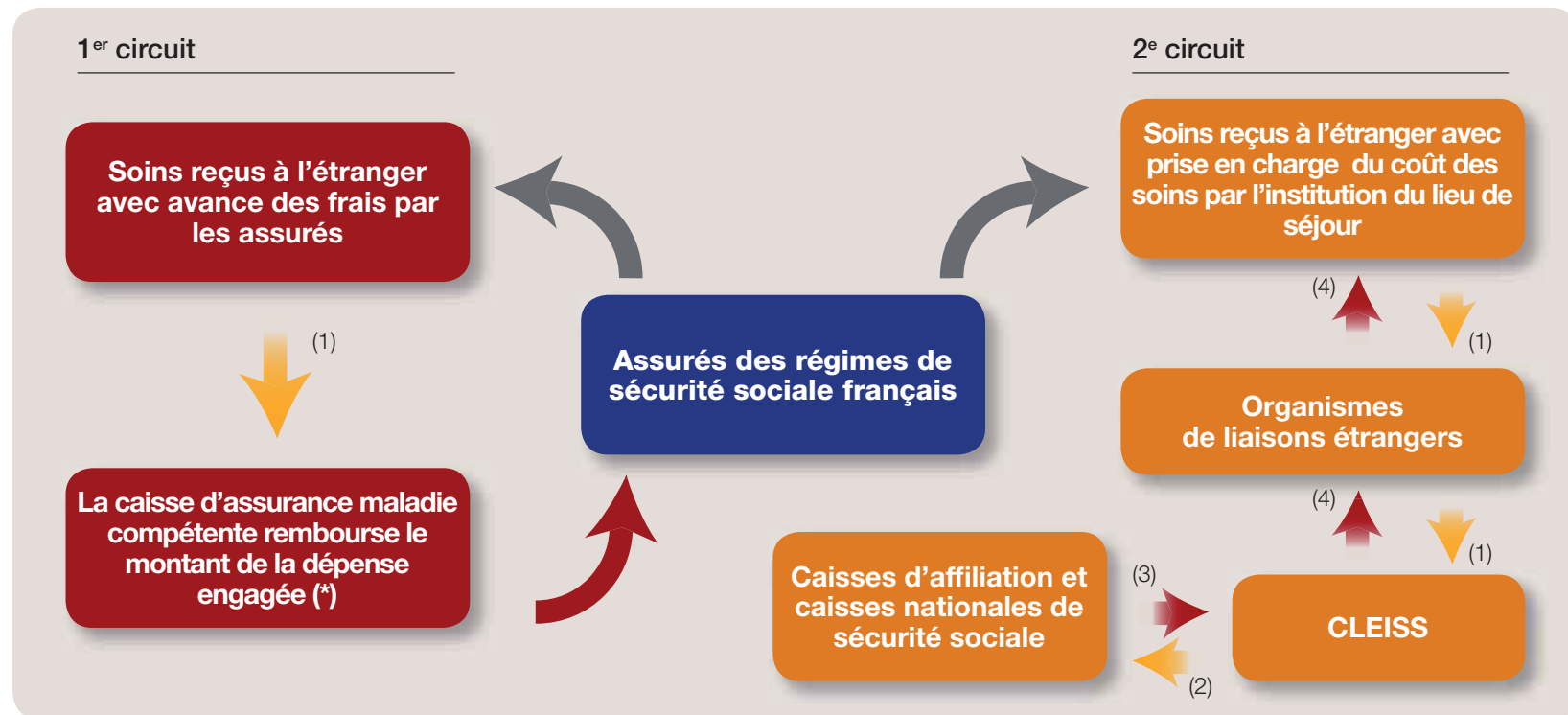
★ LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ

Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

■ **1^{er} circuit :** Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements dans le cadre de la directive soins de santé, de l'arrêt Vanbraekel, des conventions transfrontalières et de la législation interne (pays non lié à la France par un accord de sécurité sociale).

■ **2^{ème} circuit :** les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu de séjour et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination). Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.



1^{er} circuit :

- (1) Présentation des factures aux caisses d'affiliation

2^{ème} circuit :

- (1) Présentation au Cleiss par les organismes étrangers des factures à rembourser (**dettes présentées au Cleiss**)
- (2) Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation
- (3) Paiements par les caisses nationales
- (4) Remboursement par le Cleiss des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits (**dettes remboursées par le Cleiss**)

Flux financiers (flèche rouge) Flux d'informations (flèche jaune)



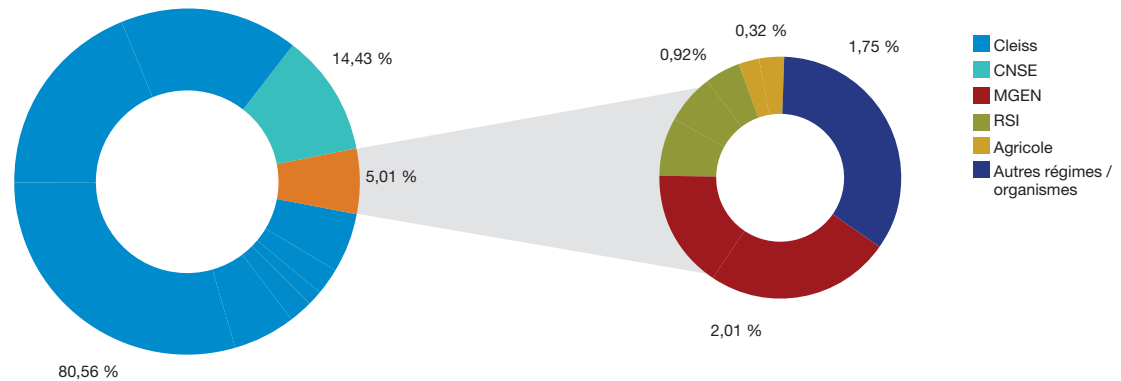
La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2012, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- **Régime général** : CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger)
- **Régime agricole** : CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole)
- **RSI** (Régime Social des Indépendants)
- **Régimes spéciaux** : Camieg (Caisse d'Assurance Maladie des Industries Electriques et Gazières), SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer), RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), CRPCEN (Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires) et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes).
- **Régime minier** : Carmi (Caisse Régionale du Régime Minier)
- **CCIP** : Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
- **Mutuelle** : MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale)

Ainsi, en 2012, sur les 583 millions d'euros de soins de santé remboursés par la France, près de 80,6 % ont transité par le Cleiss.

RÉGIMES / ORGANISMES	MONTANT (€)
CLEISS	469 798 879
CNSE	84 130 892
MGEN	11 744 611
RSI	5 357 592
AGRICOLE	1 891 038
AUTRES RÉGIMES / ORGANISMES	10 219 404
TOTAL GENERAL 2012	583 142 416



► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ PAR LA FRANCE (CLEISS ET ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE) EN 2012

TYPE D'ACCORD	FACTURES								FORAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS MÉDICALEMENT NÉCESSAIRES OU URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE		SOUS/TOTAL						
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
Règlements Européens (détails par pays pages 22 à 23)	473 630	175 654 380	36 429	89 792 268	90 929	95 105 490	600 988	360 552 138	97 622	120 746 958	698 610	481 299 096	409 648 173
Conventions bilatérales (détails par pays pages 24 à 25)	86 537	21 797 912	4 420	2 040 605	14 348	4 836 579	105 305	28 675 096	75 649	6 787 033	180 954	35 462 129	9 810 667
Décrets de coordination (détails par pays page 26)	49 325	19 172 093	407	129 505	28 361	32 787 571	78 093	52 089 169	0	0	78 093	52 089 169	50 340 039
Pays hors conventions (détails par pays pages 27 à 31)	30 695	8 383 366	1 346	205 477	10 251	3 071 890	42 292	11 660 733			42 292	11 660 733	-
Données non ventilées (*)	-	-	-	-	-	-	8 161	2 631 289			8 161	2 631 289	-
TOTAL GENERAL 2012	640 187	225 007 751	42 602	92 167 855	143 889	135 801 530	834 839	455 608 425	173 271	127 533 991	1 008 110	583 142 416	469 798 879
TOTAL GENERAL 2011	442 486	138 006 504	28 354	66 075 665	58 991	46 093 589	529 831	250 175 758	166 406	150 738 831	715 304	407 094 535	317 508 299 (1)
% Evolution	44,68%	63,04%	50,25%	39,49%	143,92%	194,62%	57,57%	82,12%	4,13%	-15,39%	40,93%	43,24%	47,96%

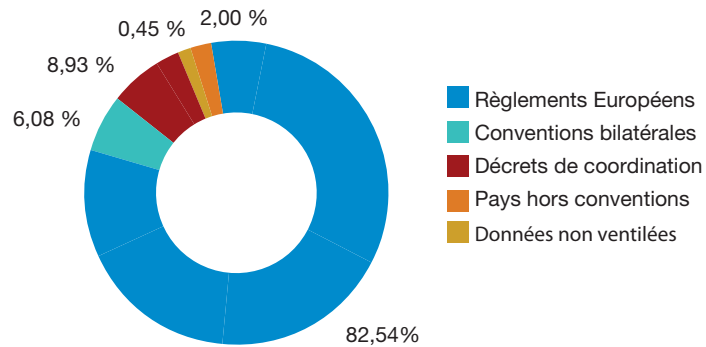
(*) : **La Camieq, la CRPCEN et la CCIP** ne sont pas en mesure de ventiler leurs remboursements ni selon le pays ni le type d'accord concerné. (a) : Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires. **Le RSI**, pour une partie de ses données, peut indiquer uniquement s'il s'agit de remboursements liés à des soins dispensés hors de la zone UE-EEE-Suisse. Ces données apparaissent dans le récapitulatif ci-dessous à la ligne «Données non ventilées».

(1) : Aucune information reçue de la MGEN pour l'exercice 2011



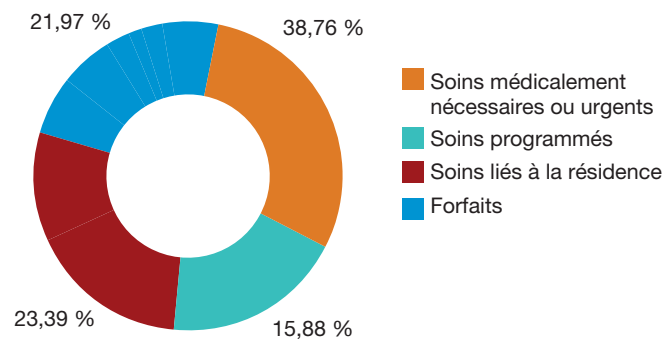


► RÉPARTITION DES REMBOURSEMENTS DE SOINS DE SANTÉ PAR TYPES D'ACCORDS EN 2012



A plus de 82,5 %, les remboursements effectués en 2012 par le Cleiss et les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

► RÉPARTITION DES DÉPENSES EN 2012 SELON LE MODE DE REMBOURSEMENT ET LE TYPE DE SOINS

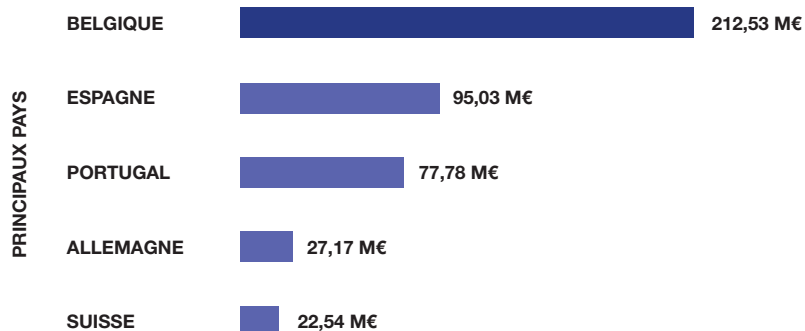


Plus de 78% des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2012 ont été remboursées sur factures.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)



PAYS	FACTURES								FORFAITS				TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS MÉDICALEMENT NECESSAIRES		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		FORMULAIRES E 109 (a)		FORMULAIRES E 121 (b)		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ			
ALLEMAGNE	25 018	8 583 310	1 960	4 347 989	29 420	9 172 144	56 398	22 103 443	259	173 493	1 431	4 889 307	58 088	27 166 244	24 996 373
AUTRICHE	6 456	2 146 958	109	58 067	992	222 506	7 557	2 427 531	43	5 206	1 922	530 640	9 522	2 963 377	2 599 199
BELGIQUE	55 782	53 154 854	25 836	69 739 008	43 455	81 381 141	125 073	204 275 004	251	126 790	5 756	8 132 199	131 080	212 533 993	168 008 889
BULGARIE	618	72 640	52	15 388	108	11 277	778	99 305	0	0	0	0	778	99 305	10 042
CHYPRE	193	56 458	10	273	41	5 458	244	62 189	0	0	17	11 893	261	74 082	30 776
DANEMARK	123	10 025	4	144	40	4 283	167	14 451	0	0	0	0	167	14 451	0
ESPAGNE	86 194	22 485 907	2 831	1 186 186	2 634	573 462	91 659	24 245 555	70	40 651	24 431	70 745 162	116 160	95 031 368	88 316 682
ESTONIE	65	3 946	2	379	12	1 138	79	5 463	0	0	1	128	80	5 590	3 137
FINLANDE	948	314 922	14	1 013	171	28 890	1 133	344 825	0	0	20	34 646	1 153	379 471	337 653
GRÈCE	5 865	1 194 971	231	35 205	361	157 494	6 457	1 387 670	0	0	120	134 431	6 577	1 522 101	340 110
HONGRIE	2 186	711 206	439	178 821	836	170 770	3 461	1 060 797	0	0	185	92 103	3 646	1 152 900	303 166
IRLANDE	532	41 299	21	6 471	182	16 538	735	64 307	0	0	0	0	735	64 307	0
ISLANDE	268	79 736	7	123	9	3 152	284	83 011	0	0	0	0	284	83 011	66 367
ITALIE	21 196	7 368 220	701	232 498	2 893	633 340	24 790	8 234 058	0	0	45 519	8 682 496	70 309	16 916 554	15 849 200
LETTONIE	84	5 188	4	613	20	3 867	108	9 668	1	247	0	0	109	9 915	3 223
LIECHTENSTEIN	11	2 154	0	0	0	0	11	2 154	0	0	8	41 131	19	43 285	42 019
LITUANIE	134	21 132	5	476	21	1 576	160	23 185	0	0	4	1 574	164	24 759	15 534

(a) et (b) : voir page suivante

→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)

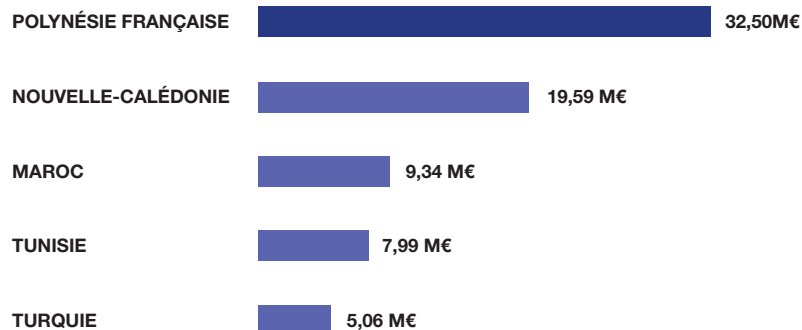
PAYS	FACTURES								FORFAITS				TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS MEDICALEMENT NECESSAIRES		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		FORMULAIRES E 109 (a)		FORMULAIRES E 121 (b)				
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS *
LUXEMBOURG	7 252	2 105 202	1 235	2 229 696	391	386 108	8 878	4 721 006	0	0	106	653 889	8 984	5 374 896	4 886 621
MALTE	680	114 811	20	1 110	33	2 776	733	118 697	0	0	15	18 152	748	136 849	82 811
NORVÈGE	399	713 054	9	252	61	9 419	469	722 724	0	0	0	0	469	722 724	693 818
PAYS-BAS	2 874	1 659 102	101	323 257	855	138 503	3 830	2 120 863	7	24 853	95	327 511	3 932	2 473 227	2 286 033
POLOGNE	2 333	254 585	157	22 870	456	55 490	2 946	332 944	0	0	468	126 289	3 414	459 234	231 495
PORTUGAL	240 605	56 161 192	1 586	122 628	5 288	1 184 497	247 479	57 468 317	1	600	15 209	20 307 473	262 689	77 776 390	75 780 808
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	961	204 424	68	62 652	365	143 268	1 394	410 345	11	3 934	78	58 362	1 483	472 641	269 320
ROUMANIE	677	167 528	120	39 013	355	32 221	1 152	238 762	0	0	0	0	1 152	238 762	0
ROYAUME-UNI	886	8 584 650	48	9 249	625	79 988	1 559	8 673 887	0	0	330	1 090 190	1 889	9 764 077	9 470 674
SLOVAQUIE	354	42 582	29	1 251	104	8 184	487	52 017	0	0	13	5 347	500	57 363	41 584
SLOVÉNIE	661	175 734	6	264	177	178 115	844	354 113	16	5 953	206	263 058	1 066	623 125	589 249
SUÈDE	3 021	2 448 530	32	78 693	122	40 720	3 175	2 567 944	0	0	3	11 269	3 178	2 579 212	2 551 956
SUISSE	7 246	6 769 682	792	11 098 680	902	459 168	8 940	18 327 530	4	3 295	1 022	4 204 684	9 966	22 535 509	11 841 435
CROISIÈRES	8	374	0	0	0	0	8	374	0	0	0	0	8	374	0
TOTAL 2012	473 630	175 654 380	36 429	89 792 268	90 929	95 105 490	600 988	360 552 138	663	385 023	96 959	120 361 935	698 610	481 299 096	409 648 173
TOTAL 2011	276 773	94 684 689	20 503	63 416 461	24 058	9 049 490	321 334	167 150 640	172	159 457	44 975	107 943 264	366 481	275 253 361	216 307 254
% Evolution	71,13%	85,52%	77,68%	41,59%	277,96%	950,95%	87,03%	115,70%	285,47%	141,46%	115,58%	11,50%	90,63%	74,86%	89,38%

(a) : Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

(b) : Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE)



PAYS	FACTURES								FORAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ					
ALGÉRIE	6 487	1 930 860	484	479 717	120	21 852	7 091	2 432 429	0	0	7 091	2 432 429	0
ANDORRE	1 688	429 695	48	4 055	537	788 649	2 273	1 222 399	0	0	2 273	1 222 399	1 112 501
BELGIQUE (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	2	7 307	2	7 307	7 307
BÉNIN	205	33 718	13	16 568	209	27 641	427	77 927	0	0	427	77 927	0
BOSNIE-HERZEGOVINE	135	23 136	4	186	16	1 211	155	24 532	0	0	155	24 532	0
CAMEROUN	278	73 762	28	8 990	257	43 737	563	126 489	0	0	563	126 489	0
CANADA	2 696	722 828	140	21 492	669	155 601	3 505	899 920	0	0	3 505	899 920	0
CAP-VERT	165	11 131	9	349	7	795	181	12 276	0	0	181	12 276	0
CHILI	378	211 411	24	8 877	357	161 202	759	381 490	0	0	759	381 490	0
CONGO	81	24 372	6	5 743	158	27 513	245	57 628	0	0	245	57 628	0
CORÉE	140	61 807	3	19	137	38 623	280	100 448	0	0	280	100 448	0
CÔTE D'IVOIRE	253	112 208	18	3 283	162	38 428	433	153 919	0	0	433	153 919	0
CROATIE	1 120	155 323	69	5 148	32	6 442	1 221	166 913	23	12 600	1 244	179 513	16 817
ETATS-UNIS	5 471	1 569 171	200	29 439	1 751	379 298	7 422	1 977 908	0	0	7 422	1 977 908	0
GABON	131	19 811	8	4 491	207	44 411	346	68 714	0	0	346	68 714	0

(1) : concerne la convention franco-belge de 1948 (pensionnés polonais)



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE)

PAYS	FACTURES								FORFAITS		TOTAL GÉNÉRAL		
	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ					
GUERNESEY	10	2 373	0	0	0	0	10	2 373	0	0	10	2 373	0
INDE	755	315 249	26	7 605	289	56 236	1 070	379 090	0	0	1 070	379 090	0
ISRAËL	3 253	1 051 537	139	21 009	255	48 967	3 647	1 121 513	0	0	3 647	1 121 513	0
JAPON	449	74 573	24	814	228	82 255	701	157 643	0	0	701	157 643	0
JERSEY	11	232	0	0	0	0	11	232	0	0	11	232	0
MACÉDOINE (EX R.Y.)	57	11 153	4	62	10	1 850	71	13 066	0	0	71	13 066	0
MADAGASCAR	636	74 612	34	3 435	569	101 049	1 239	179 097	0	458	1 239	179 555	458
MALI	201	349 727	19	94 297	181	25 760	401	469 784	0	0	401	469 784	0
MAROC	22 275	5 971 423	1 355	700 866	4 798	1 686 422	28 428	8 358 712	25 929	981 920	54 357	9 340 632	994 018
MAURITANIE	24	17 417	1	655	89	11 353	114	29 425	0	0	114	29 425	518
MONACO	16	8 801	0	0	3	348	19	9 149	0	518	19	9 668	0
MONTÉNÉGRO	63	7 396	2	25	0	0	65	7 421	0	0	65	7 421	0
NIGER	31	5 495	3	189	103	14 065	137	19 750	0	0	137	19 750	0
PHILIPPINES	210	65 654	7	2 189	60	18 571	277	86 413	0	0	277	86 413	0
QUÉBEC	7 424	1 893 025	0	0	2	2 126	7 426	1 895 151	0	0	7 426	1 895 151	1 894 818
SAINT-MARIN	8	3 498	1	44	0	0	9	3 542	0	0	9	3 542	0
SÉNÉGAL	2 719	465 912	182	47 465	840	218 851	3 741	732 228	0	0	3 741	732 228	0
SERBIE	566	116 355	35	11 057	41	5 705	642	133 117	0	0	642	133 117	0
TOGO	212	58 365	15	18 869	151	23 272	378	100 506	0	0	378	100 506	0
TUNISIE	20 139	3 729 581	1 092	441 247	1 673	556 468	22 904	4 727 296	32 909	3 265 941	55 813	7 993 236	3 265 941
TURQUIE	8 250	2 196 299	427	102 423	437	247 877	9 114	2 546 599	16 786	2 518 289	25 900	5 064 888	2 518 289
SOUS-TOTAL	86 537	21 797 912	4 420	2 040 605	14 348	4 836 579	105 305	28 675 096	75 649	6 787 033	180 954	35 462 129	9 810 667

CONVENTIONS BILATÉRALES

PRESTATIONS FAMILIALES

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

ASSURANCE CHÔMAGE

LÉGISLATION APPLICABLE

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE

MOUVEMENTS MIGRATOIRES



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CLEISS ET CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE) (SUITE ET FIN)



PAYS	FACTURES								FORAITS		TOTAL GÉNÉRAL			
	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		SOUS/TOTAL		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	DONT MONTANT REMBOURSÉ PAR LE CLEISS	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ						
MAYOTTE	18	842	0	0	5	170	23	1 011	0	0	23	1 011	0	
NOUVELLE-CALÉDONIE	2 743	641 678	224	63162	14 871	18 885 347	17 838	19 590 187	0	0	17 838	19 590 187	18 026 761	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	46 546	18 528 082	183	66 342	13 485	13 902 055	60 214	32 496 479	0	0	60 214	32 496 479	32 313 278	
SAINT PIERRE ET MIQUELON	18	1 492	0	0	0	0	18	1 492	0	0	18	1 492	0	
SOUS-TOTAL	49 325	19 172 093	407	129 505	28 361	32 787 571	78 093	52 089 168	0	0	78 093	52 089 168	50 340 039	
CROISIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total 2012	135 862	40 970 005	4 827	2 170 110	42 709	37 624 150	183 398	80 764 265	75 649	6 787 033	259 047	87 551 298	60 150 706	
Total 2011	137 726	37 874 849	6 115	2 401 791	30 559	36 443 328	174 400	76 719 968	121 259	42 636 110	295 659	119 356 078	101 201 045	
<i>% Evolution</i>	-1,35%	8,17%	-21,06%	-9,65%	39,76%	3,24%	5,16%	5,27%	-37,61%	-84,08%	-12,38%	-26,65%	-40,56%	

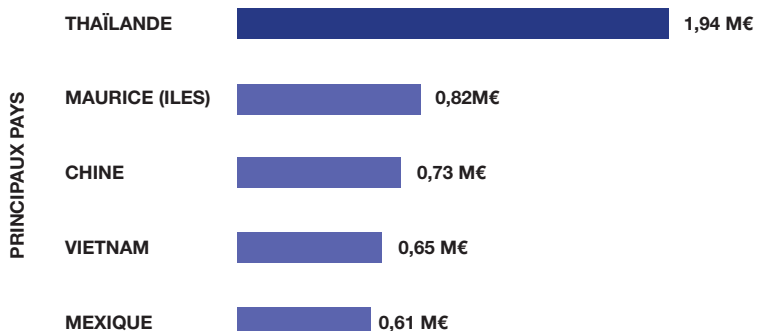
DÉCRETS DE COORDINATION





→ PAYS HORS CONVENTIONS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT)



PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
AFGHANISTAN	4	372	0	0	3	63	7	435
AFRIQUE DU SUD	403	181 407	19	1 288	293	57 936	715	240 631
ALBANIE	18	31 933	1	47	6	168	25	32 148
ANGOLA	9	2 595	0	0	17	5 174	26	7 769
ARABIE SAOUDITE	52	32 213	3	202	153	44 567	208	76 982
ARGENTINE	422	144 625	20	6 992	168	51 569	610	203 187
ARMÉNIE	26	9 495	4	599	5	350	35	10 444
AUSTRALIE	1 002	210 914	40	3 414	306	111 614	1 348	325 942
AZERBAÏDJAN	3	1 527	0	0	7	753	10	2 280
BAHREÏN	6	171	1	13	14	3 284	21	3 467
BANGLADESH	3	344	0	0	7	347	10	691
BÉLIZE	3	115	0	0	0	0	3	115
BIÉLORUSSIE	8	287	2	65	6	479	16	830
BIRMANIE	53	22 208	1	7	9	509	63	22 724
BOLIVIE	162	88 103	3	36	128	37 769	293	125 908
BOTSWANA	4	455	1	15	0	0	5	471
BRÉSIL	825	295 136	37	17 810	583	243 887	1 445	556 833
BRUNEÏ	4	91	0	0	0	0	4	91
BURKINA-FASO	362	79 433	14	1 807	312	48 972	688	130 212



→ PAYS HORS CONVENTIONS

▮ REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)

PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
BURUNDI	10	2 062	0	0	8	339	18	2 401
CAMBODGE	600	190 322	19	2 955	180	30 200	799	223 478
CENTRAFRICAINE (REP)	27	4 577	1	31	48	6 180	76	10 788
CHINE	1 075	505 540	32	5 389	1 024	220 782	2 131	731 711
COLOMBIE	325	83 546	9	249	247	95 887	581	179 681
COMORES	24	14 179	4	1 917	9	548	37	16 644
COSTA RICA	187	139 017	12	702	66	54 013	265	193 732
CUBA	509	37 476	22	2 547	32	3 040	563	43 063
DJIBOUTI	95	10 759	6	187	244	46 758	345	57 705
EGYPTE	1 846	290 817	66	5 317	225	63 818	2 137	359 952
EL SALVADOR	20	1 720	2	918	54	30 702	76	33 340
EMIRATS ARABES UNIS	409	76 313	13	550	421	111 885	843	188 749
EQUATEUR	123	49 199	6	1 084	103	37 390	232	87 674
ERYTHRÉE	0	0	0	0	0	0	0	0
ETHIOPIE	21	9 247	2	171	93	6 041	116	15 459
EX ETATS MALAIS	0	0	0	0	0	0	0	0
GAMBIE	2	662	0	0	8	742	10	1 404
GÉORGIE	17	3 804	1	8	4	86	22	3 899
GHANA	15	3 418	1	24	30	2 651	46	6 093
GROËNLAND	3	3 091	0	0	0	0	3	3 091
GUATÉMALA	62	54 570	0	0	53	29 073	115	83 642
GUINÉE	54	23 065	2	33	110	9 600	166	32 698
GUINÉE-BISSAU	3	1 243	0	0	4	776	7	2 019
GUINÉE-EQUATORIALE	5	2 127	0	0	19	1 297	24	3 424
GUYANA	1	20	0	0	0	0	1	20
HAÏTI	29	9 494	2	2 775	50	8 375	81	20 644
HONDURAS	14	2 020	1	18	26	11 812	41	13 850
HONG-KONG	194	60 477	6	2 650	242	63 568	442	126 695
INDONÉSIE	1 217	336 363	57	7 585	185	49 587	1 459	393 535
IRAK	1	332	0	0	1	2 597	2	2 930



→ PAYS HORS CONVENTIONS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)



PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
IRAN	41	3 845	0	0	9	738	50	4 583
JAMAÏQUE	34	2 994	3	185	4	215	41	3 394
JORDANIE	64	45 323	3	171	65	19 695	132	65 189
KAZAKHSTAN	1	80	0	0	4	360	5	440
KÉNYA	180	67 089	5	143	54	25 599	239	92 831
KIRGHIZISTAN	3	1 704	0	0	1	29	4	1 733
KOWEÏT	2	428	1	64	39	7 133	42	7 626
LAOS	127	16 569	5	46	64	29 459	196	46 074
LÉSOITHO	1	10	0	0	0	0	1	10
LIBAN	1 458	275 278	70	8 418	442	179 072	1 970	462 768
LIBÉRIA	0	0	0	0	0	0	0	0
LIBYE	3	343	0	0	6	244	9	587
MACAO	5	54	0	0	0	0	5	54
MALAISIE	237	40 706	10	818	184	39 833	431	81 357
MALAWI	0	0	0	0	0	0	0	0
MALDIVES	121	8 171	6	107	2	97	129	8 374
MAURICE (ILES)	3 098	672 754	163	36 163	442	112 266	3 703	821 183
MÉLANÉSIE	20	6 360	0	0	82	19 710	102	26 071
MEXIQUE	1 261	326 727	41	3 873	635	283 763	1 937	614 363
MICRONÉSIE	1	16	0	0	0	0	1	16
MOLDAVIE	14	383	0	0	0	0	14	383
MONGOLIE	15	11 461	0	0	0	0	15	11 461
MOZAMBIQUE	5	317	0	0	41	7 386	46	7 704
NAMIBIE	29	36 528	2	33	22	7 542	53	44 103
NÉPAL	231	114 413	10	1 145	5	560	246	116 118
NICARAGUA	30	17 552	0	0	16	7 173	46	24 725
NIGÉRIA	8	1 637	0	0	42	9 368	50	11 004
NOUVELLE-ZÉLANDE	274	30 723	13	580	73	5 045	360	36 348
OMAN	36	3 505	2	36	30	4 829	68	8 371
OUGANDA	3	467	0	0	14	1 191	17	1 659



→ PAYS HORS CONVENTIONS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE)

PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
OUZBÉKISTAN	23	3 968	5	251	3	141	31	4 360
PAKISTAN	24	13 826	2	2 295	2	155	28	16 275
PALESTINE	4	8 035	0	0	0	0	4	8 035
PANAMA	75	4 511	2	26	49	18 337	126	22 874
PARAGUAY	12	1 323	0	0	48	26 002	60	27 325
PÉROU	874	262 176	34	1 088	132	62 639	1 040	325 903
PETITES ANTILLES	157	17 684	3	5 807	9	5 277	169	28 769
POLYNÉSIE	1	16	0	0	4	5 737	5	5 753
QATAR	33	3 673	0	0	90	16 543	123	20 216
REP. DEM. CONGO	9	289	1	429	32	2 898	42	3 616
REP. DOMINICAINE	2 336	551 999	87	8 736	201	51 535	2 624	612 270
REP. POP. DE CORÉE	4	1 332	0	0	3	4 449	7	5 782
RUSSIE	425	179 526	16	3 700	194	46 008	635	229 235
RWANDA	12	4 413	1	45	16	499	29	4 957
SAO TOME ET PRINCIPES	0	0	0	0	0	0	0	0
SEYCHELLES	103	14 782	6	1 238	11	1 869	120	17 889
SIERRA LÉONE	0	0	0	0	2	372	2	372
SINGAPOUR	408	111 227	17	492	344	124 063	769	235 782
SOMALIE	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUDAN	2	65	0	0	10	7 233	12	7 297
SRI LANKA	121	39 042	9	327	17	1 144	147	40 512
SURINAM	11	329	0	0	0	0	11	329
SWAZILAND	3	1 484	0	0	0	0	3	1 484
SYRIE	30	12 395	2	72	29	7 753	61	20 220
TADJIKISTAN	1	240	0	0	2	38	3	278
TAÏWAN	86	9 484	1	3	38	8 736	125	18 222
TANZANIE	51	13 153	2	72	8	1 191	61	14 416
TCHAD	15	483	0	0	35	2 975	50	3 459
TERRITOIRES D'OUTRE-MER DES ETATS-UNIS	43	7 219	0	0	7	845	50	8 064



→ PAYS HORS CONVENTIONS

► REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2012 PAR LA FRANCE (CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE UNIQUEMENT) (SUITE ET FIN)



PAYS	SOINS URGENTS		SOINS PROGRAMMÉS		SOINS AUX RÉSIDENTS		TOTAL GÉNÉRAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT REMBOURSÉ
TERRITOIRES D'OUTRE-MER DU ROYAUME-UNI	29	4 956	1	36	0	0	30	4 991
THAÏLANDE	4 287	1 707 196	168	20 695	464	214 011	4 919	1 941 901
TIMOR ORIENTAL	1	2 125	0	0	0	0	1	2 125
TURKMÉNISTAN	1	18	1	50	3	106	5	174
UKRAINE	42	13 141	4	382	43	12 434	89	25 958
URUGUAY	58	25 653	3	41	51	10 906	112	36 600
VÉNÉZUÉLA	78	25 787	5	182	83	34 991	166	60 960
VIETNAM	1 318	493 204	63	20 010	506	139 030	1 887	652 244
YÉMEN	1	12	0	0	1	25	2	37
ZAMBIE	2	49	0	0	2	428	4	478
ZIMBABWE	7	4 566	1	10	19	6 510	27	11 085
AUTRES PAYS	3	92	0	0	0	0	3	92
CROISIÈRES	2 446	141 572	168	20 305	14	511	2 628	162 388
TOTAL 2012	30 695	8 383 366	1 346	205 477	10 251	3 071 890	42 292	11 660 733
TOTAL 2011	27 987	5 446 966	1 736	257 413	4 374	600 771	34 097	6 305 150
% Evolution	9,68%	53,91%	-22,47%	-20,18%	134,36%	411,32%	24,03%	84,94%



Le Cleiss rembourse les prestations servies par les institutions étrangères à des assurés du régime français. A l'inverse, il demande aux institutions étrangères le remboursement des prestations servies par les organismes de santé français pour les soins dispensés en France à des assurés de régimes étrangers.

→ TOUS TYPES D'ACCORDS

► REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)



PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS				
	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL
	FACTURES	FORFAITS	FACTURES			FACTURES	FORFAITS	FACTURES		
de l'UE-EEE-Suisse	288 853 686	120 746 958	47 529	409 648 173	87,20	551 235 400	63 783 955	582	615 019 938	98,28
hors UE-EEE-Suisse	53 363 673	6 787 033	0	60 150 706	12,80	3 240 268	7 533 962	217	10 774 447	1,72
Total 2012	342 217 359	127 533 992	47 529	469 798 879	100,00	554 475 668	71 317 917	799	625 794 385	100,00
% du total	72,84	27,15	0,01	100,00		88,60	11,40	0,00	100,00	
Total 2011	166 763 307	150 738 832	6 161	317 508 299		341 065 126	224 413 630	1 658	565 480 414	
% d'évolution (N/N-1)	105,21	-15,39	671,50	47,96		62,57	-68,22	-51,79	10,67	



En 2012, les remboursements effectués par des organismes étrangers sont sensiblement supérieurs à ceux du Cleiss (+155,99 millions d'euros). 93,5 % des flux concernent les pays de l'UE-EEE-Suisse.





→ TOUS TYPES D'ACCORDS

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE CES REMBOURSEMENTS PAR RÉGIMES FRANÇAIS DE 2004 À 2012



VERSION EXCEL

RÉGIMES	2012		2011		2010		2009		2008		2007		2006		2005		2004		
	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	MONTANT (EUROS)	%	
CNAM	CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS	423 891 134	90,23	291 889 866	91,93	352 703 989	89,11	233 433 184	87,54	282 920 548	87,86	265 614 380	89,12	303 322 026	89,57	254 900 446	87,96	237 510 907	89,81
CCMSA	CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (SOINS DE SANTÉ)	14 479 712	3,08	6 667 293	2,10	10 280 611	2,60	6 953 656	2,61	7 727 461	2,40	7 545 105	2,53	7 742 364	2,29	9 134 977	3,15	6 976 971	2,64
RSI	RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS	12 208 217	2,60	5 849 586	1,84	9 123 471	2,31	7 226 058	2,71	6 671 136	2,07	6 414 635	2,15	6 160 760	1,82	7 161 464	2,47	3 164 054	1,20
SNCF	SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	1 332 226	0,28	101 992	0,03	1 773 965	0,45	1 090 624	0,41	900 057	0,28	918 289	0,31	2 248 647	0,66	1 367 076	0,47	724 534	0,27
RATP	RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS	113 068	0,02	41 647	0,01	318 226	0,08	129 546	0,05	162 818	0,05	228 982	0,08	357 591	0,11	118 740	0,04	101 180	0,04
ENIM	ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE	254 995	0,05	101 532	0,03	415 825	0,11	327 414	0,12	259 726	0,08	246 528	0,08	556 679	0,16	234 011	0,08	231 273	0,09
CANSSM	CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES	4 926 358	1,05	1 998 540	0,63	5 170 854	1,31	4 163 902	1,56	4 948 393	1,54	4 404 210	1,48	4 654 738	1,37	3 650 596	1,26	4 053 862	1,53
CNMISS	CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SÉCURITÉ SOCIALE	12 348 412	2,63	10 819 204	3,41	14 840 646	3,75	12 993 226	4,87	17 544 127	5,45	12 151 962	4,08	11 891 833	3,51	12 261 903	4,23	10 999 691	4,16
CPBDF	CAISSE DE PRÉVOYANCE MALADIE DE LA BANQUE DE FRANCE	/	/	/	/	-2 725	0,00	62 699	0,02	62 980	0,02	38 135	0,01	62 190	0,02	49 565	0,02	11 814	0,00
CRPCEN	CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DES CLERCS ET EMPLOYÉS DE NOTAIRES	6 018	0,00	18 140	0,01	193 785	0,05	81 732	0,03	131 492	0,04	47 012	0,02	385 699	0,11	167 505	0,06	54 534	0,02
CCIP	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS	6 679	0,00	0	0,00	3 988	0,00	9 605	0,00	22 255	0,01	8 479	0,00	13 545	0,00	9 873	0,00	1 141	0,00
GAMEX	GROUPEMENT DES ASSUREURS MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES	84 176	0,02	20 499	0,01	602 921	0,15	89 928	0,03	313 898	0,10	297 253	0,10	865 141	0,26	364 898	0,13	230 816	0,09
CNAF	CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES	518	0,00	0	0,00	-9 277	0,00	73 977	0,03	-32 470	-0,01	47 416	0,02	95 958	0,03	241 445	0,08	341 140	0,13
CCMSA	(FRAIS DE GESTION)	0	0,00	0	0,00	16 275	0,00	-3 294	0,00	97	0,00	5 676	0,00	629	0,00	35 803	0,01	33 760	0,01
CAVIMAC	CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE INVALIDITÉ ET MALADIE DES CULTES	146 564	0,03	0	0,00	319 839	0,08	39 284	0,01	374 221	0,12	57 696	0,02	280 681	0,08	98 949	0,03	38 075	0,01
ANSAS	ASSEMBLÉE NATIONALE-SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES	783	0,00	0	0,00	29 897	0,01	885	0,00	15	0,00	44	0,00	/	/	/	/	/	/
CASSS	CAISSE AUTONOME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DU SÉNAT	20	0,00	0	0,00	8 737	0,00	0	0,00	292	0,00	/	/	/	/	/	/	/	/
CPPA	CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PORT AUTONOME DE BORDEAUX	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	38	0,00
TOTAL		469 798 879	100,00	317 508 299	100,00	395 791 024	100,00	266 672 426	100,00	322 007 048	100,00	298 025 802	100,00	338 638 481	100,00	289 797 251	100,00	264 473 790	100,00



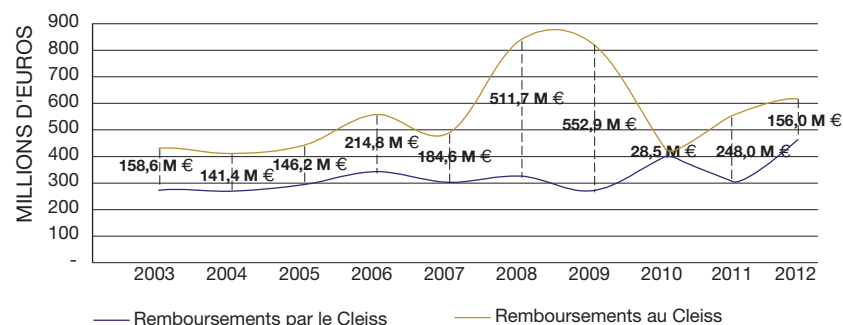
→ TOUS TYPES D'ACCORDS

▮ ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) POUR L'ENSEMBLE DES PAYS (ACCORDS INTERNATIONAUX ET RÈGLEMENTS EUROPÉENS)



ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS						
	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)
	FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES			FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES		
2003	117 105 612	43,7	150 796 751	56,2	224 226	268 126 589		324 073 524	75,9	102 674 739	24,1	648	426 748 911	
2004	98 722 682	37,3	165 724 275	62,7	26 834	264 473 790	-1,36	252 934 254	62,3	152 974 120	37,7	2 351	405 910 724	-4,88
2005	138 049 670	47,6	151 642 552	52,3	105 029	289 797 251	9,58	296 757 170	68,1	139 258 441	31,9	451	436 016 061	7,42
2006	155 802 910	46,0	182 813 438	54,0	22 133	338 638 481	16,85	364 353 167	65,8	189 076 384	34,2	123	553 429 674	26,93
2007	162 734 320	54,6	135 233 551	45,4	57 931	298 025 802	-11,99	287 515 082	59,6	195 106 908	40,4	105	482 622 095	-12,79
2008	161 952 703	50,3	160 010 109	49,7	44 236	322 007 048	8,05	402 609 808	48,3	431 049 757	51,7	0	833 659 565	72,74
2009	157 304 687	59,0	109 342 509	41,0	25 410	266 672 606	-17,18	452 516 012	55,2	367 088 065	44,8	217	819 604 293	-1,69
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	395 791 024	48,42	270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	424 337 955	-48,23
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	799	625 794 385	10,67
période (2003 - 2012)	1 688 036 530	52,2	1 542 179 185	47,7	624 053	3 230 839 768		3 546 552 975	63,6	2 027 038 094	36,4	13 008	5 573 604 077	

▮ ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



i Depuis 2003, les remboursements au Cleiss par les organismes étrangers sont toujours supérieurs à ceux effectués par le Cleiss. En 2006, 2008 et 2010, les paiements supérieurs effectués par le Cleiss résultent directement des créances plus importantes introduites en 2005, 2007 et 2009 par les pays étrangers, mais également des régularisations des comptes intervenus durant les commissions mixtes, essentiellement avec l'Algérie.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS



Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre Etat membre que l'Etat compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72); il en est de même pour les contrôles médicaux. A compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). A compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

Le Cleiss rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

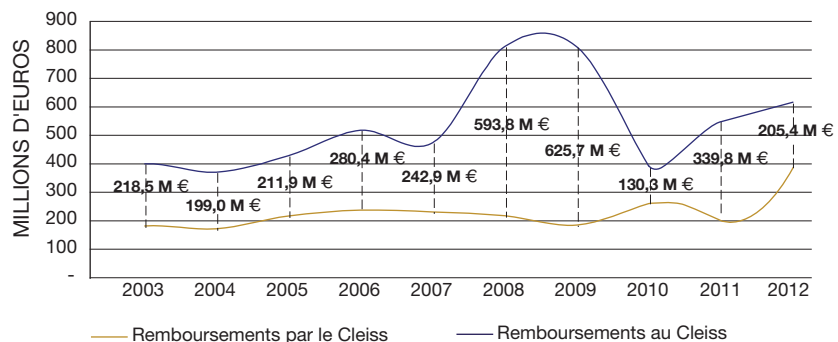
► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS						
	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO- LUTION (N/N-1)
	FACTURES	%	FORFAITS	%				FACTURES	%	FORFAITS	%			
2003	78 610 227	44,5	97 628 984	55,3	224 226	176 463 436		319 022 978	80,8	75 925 027	19,2	648	394 948 652	
2004	62 506 597	37,4	104 589 802	62,6	12 141	167 108 539	-5,3	244 246 845	66,7	121 862 852	33,3	2 351	366 112 048	-7,3
2005	97 439 953	45,9	114 882 368	54,1	105 029	212 427 349	27,1	294 734 334	69,5	129 556 692	30,5	451	424 291 477	15,9
2006	103 974 811	44,6	129 052 669	55,4	14 994	233 042 474	9,7	349 307 876	68,0	164 166 237	32,0	123	513 474 236	21,0
2007	125 067 129	55,2	101 410 513	44,8	53 916	226 531 558	-2,8	285 007 174	60,7	184 389 618	39,3	105	469 396 897	-8,6
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	212 865 101	-6,0	394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	806 689 615	71,9
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	180 305 946	-15,3	439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	805 973 216	-0,1
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	615 019 938	10,6
période (2003 - 2012)	914 530 630	48,6	965 841 763	51,3	544 140	1 880 916 532		3 480 254 010	65,2	1 857 906 442	34,8	12 573	5 338 173 025	



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



En 2012, on observe une hausse significative des remboursements effectués par le Cleiss (+89,4%).

Les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont payé 615 millions d'euros à la France, ce qui constitue une légère augmentation par rapport à 2011 (+10,6%).

Le solde des paiements reste donc positif même s'il connaît un léger tassement entre 2011 et 2012 passant de 340 à 205 millions d'euros.

Depuis 2003, les remboursements perçus par le Cleiss sont toujours supérieurs à ceux qu'il a versés.





→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2012



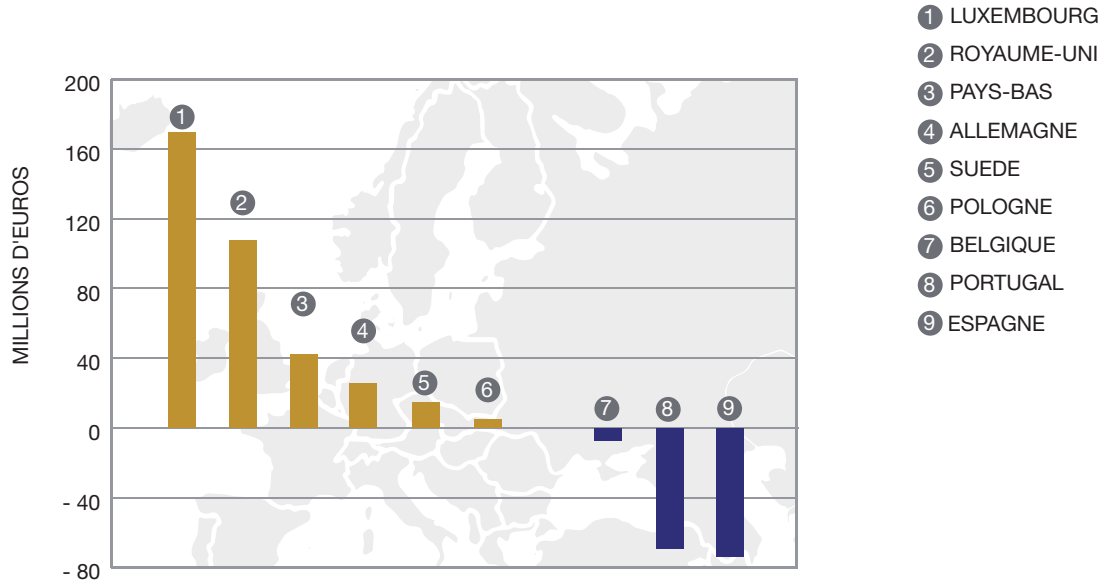
VERSION EXCEL

PAYS	ORGANISMES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS					MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS					SOLDE
		SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	
		FACTURES	FORAITS	FACTURES			FACTURES	FORAITS	FACTURES			
ALLEMAGNE	DVKA Bonn - HGB Mannheim	19 930 556	5 062 800	3 016	24 996 373	6,10	43 543 126	4 067 402	0	47 610 529	7,74	22 614 155
AUTRICHE	HOS Vienne	2 063 353	535 846	0	2 599 199	0,63	484 642	427 222	0	911 864	0,15	-1 687 335
BELGIQUE	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	159 749 899	8 258 989	0	168 008 889	41,01	134 817 775	27 053 104	0	161 870 879	26,32	-6 138 010
BULGARIE	FNAM - Sofia	10 042	0	0	10 042	0,00	3 076 578	2 144	0	3 078 722	0,50	3 068 681
CHYPRE	MTSS-MS-MF Nicosia	18 883	11 893	0	30 776	0,01	0	7 325	0	7 325	0,00	-23 452
DANEMARK	Patientombudet Frederiksberg	0	0	0	0	0,00	0	263	0	263	0,00	263
ESPAGNE	INSS Madrid	17 518 282	70 785 813	12 586	88 316 682	21,56	12 421 571	0	0	12 421 571	2,02	-75 895 110
ESTONIE	EH Tallinn	3 009	128	0	3 137	0,00	454 230	21 411	0	475 641	0,08	472 504
FINLANDE	KSKLT Helsinki	303 007	34 646	0	337 653	0,08	288 655	5 624	0	294 280	0,05	-43 373
GRÈCE	IKA Athènes	205 679	134 431	0	340 110	0,08	5 944	0	0	5 944	0,00	-334 166
HONGRIE	OEP Budapest	211 063	92 103	0	303 166	0,07	0	0	0	0	0,00	-303 166
ISLANDE	TR Reyjavik	66 367	0	0	66 367	0,02	113 741	0	0	113 741	0,02	47 374
ITALIE	MS - INAIL - Rome	7 166 704	8 682 496	0	15 849 200	3,87	14 520 321	3 245 051	0	17 765 372	2,89	1 916 172
LETTONIE	VSAA-VOVAA Riga	2 976	247	0	3 223	0,00	224 801	0	0	224 801	0,04	221 577
LIECHTENSTEIN	AFV Vaduz	888	41 131	0	42 019	0,01	2 911	0	0	2 911	0,00	-39 108
LITUANIE	VLK Vilnius	13 960	1 574	0	15 534	0,00	185 231	33 544	0	218 775	0,04	203 241
LUXEMBOURG	CNAMO - AAA - Luxembourg	4 232 731	653 889	0	4 886 621	1,19	169 612 369	3 428 287	0	173 040 656	28,14	168 154 036
MALTE	DTSS La Valette	64 659	18 152	0	82 811	0,02	0	17 856	0	17 856	0,00	-64 955
NORVÈGE	RTV Oslo	693 818	0	0	693 818	0,17	1 699 091	2 164 868	0	3 863 959	0,63	3 170 141
PAYS-BAS	ZK Amstelveen	1 933 669	352 364	0	2 286 033	0,56	35 661 725	9 225 937	0	44 887 663	7,30	42 601 629
POLOGNE	NFZ Varsovie	105 206	126 289	0	231 495	0,06	6 240 451	13 155	0	6 253 606	1,02	6 022 111
PORTUGAL	DRICSS Lisbonne	55 443 497	20 308 074	29 237	75 780 808	18,50	192	4 924 311	582	4 925 085	0,80	-70 855 723
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CMU Prague	207 024	62 296	0	269 320	0,07	27 103	0	0	27 103	0,00	-242 217
ROUMANIE	CNAS Bucarest	0	0	0	0	0,00	676 612	0	0	676 612	0,11	676 612
ROYAUME-UNI	DH Londres	8 380 484	1 090 190	0	9 470 674	2,31	110 000 000	0	0	110 000 000	17,89	100 529 326
SLOVAQUIE	SP Bratislava	36 237	5 347	0	41 584	0,01	760 509	0	0	760 509	0,12	718 925
SLOVÉNIE	ZZZA Ljubljana	320 237	269 011	0	589 249	0,14	255 744	0	0	255 744	0,04	-333 505
SUÈDE	RFKV Stockholm	2 539 027	11 269	1 660	2 551 956	0,62	6 291 420	9 146 449	0	15 437 869	2,51	12 885 913
SUISSE	LAMAL Soleure	7 632 426	4 207 979	1 030	11 841 435	2,89	9 870 659	0	0	9 870 659	1,60	-1 970 777
TOTAL 2012		288 853 686	120 746 958	47 529	409 648 173	100,00	551 235 400	63 783 955	582	615 019 938	100,00	
TOTAL 2011		108 198 372	108 102 721	6 161	216 307 254		338 976 469	217 163 630	1 658	556 141 757		
% d'évolution		166,97	11,70	671,50	89,38		62,62	-70,63	-64,88	10,59		

i Dans le cadre des règlements européens, les remboursements effectués par le Cleiss, en 2012, sont sensiblement inférieurs à ceux réalisés par les organismes européens puisqu'ils ne représentent que 40% du volume global soit 409,6 millions d'euros.

→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▮ SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2012





→ ACCORDS INTERNATIONAUX



Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les contrôles médicaux qu'elles impliquent donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

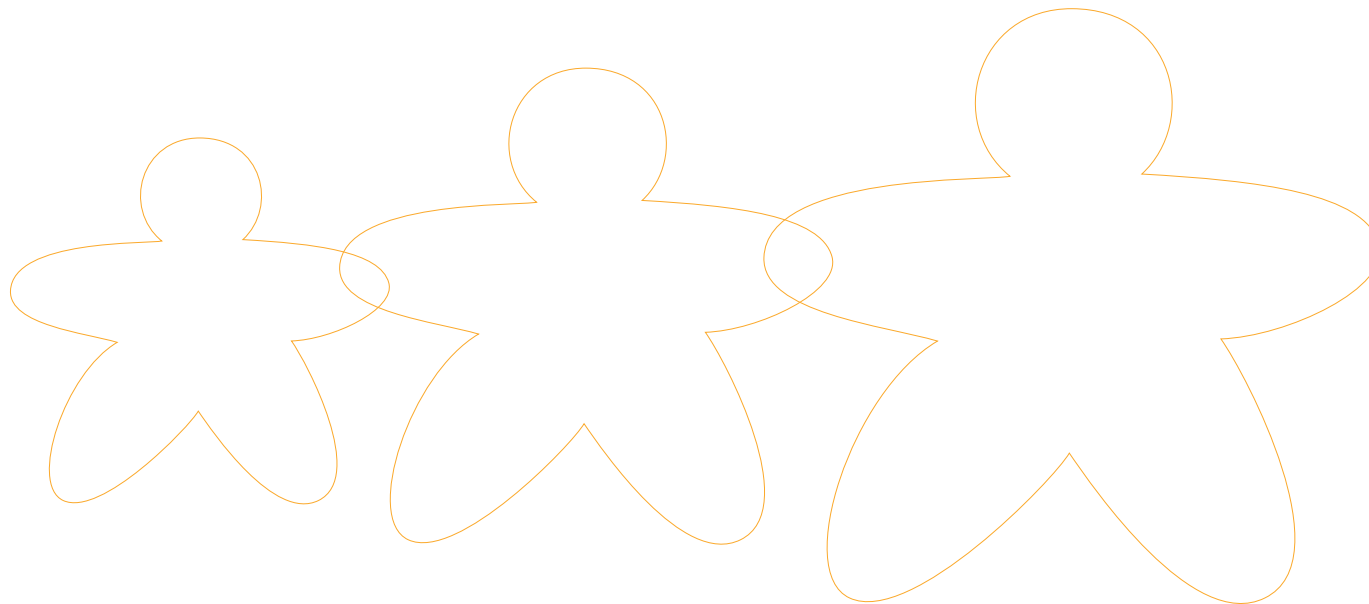
Ce remboursement est effectué selon deux modalités: ■ **LA FACTURE F**
■ **LE FORFAIT T**

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Changements 2011 : les nouvelles conventions franco-marocaines et franco-tunisennes prévoient uniquement des remboursements sur facture.

Le tableau de la page suivante donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2012.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

■ SCHEMA DES PROCEDURES DE REMBOURSEMENTS EN VIGUEUR EN 2012



PAYS	PRESTATIONS EN NATURE						CONTRÔLES MÉDICAUX	OBSERVATIONS
	FAMILLES	SÉJOUR TEMPORAIRE	TRANSFERT RÉSIDENCE	PENSIONNÉS	AT INCAPACITÉ TEMPORAIRE	TRAVAILLEURS DÉTACHÉS		
ALGÉRIE	T	T	T	T	T	F*	T1	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
ANDORRE	F	F	F	F	F	F	-	
BÉNIN	-	-	F*	-	F	-	T1	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1)
BOSNIE HERZÉGOVINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
CAMEROUN	-	-	-	-	F	F5*	R prov.	* Option possible en AT
CAP-VERT	T	T	T	-	T	F	T1	
CONGO	-	-	T* F*	-	T F5	-	T1	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf Protocole n°1)
CÔTE D'IVOIRE	-	-	F*	-	F	-	T1	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1)
CROATIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
GABON	T	F* T	T	-	T	F	T1	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
ISRAËL	-	-	-	-	F	-	T1	
JERSEY	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum
MACÉDOINE	T	F	F	T	F	F	F et T	
MADAGASCAR	-	-	F	-	-	-	T1	
MALI	T	F	F	-	T	F	T1	
MAROC	F	F	F	-	F	-	F	
MAURITANIE	-	-	F	-	T	-	F et T2	
MONACO	-	-	-	R	-	-	-	
MONTÉNÉGRO	T	F	F	T	F	F	F et T	
NIGER	-	F	F	-	F	-	R prov.	
NOUVELLE CALÉDONIE	F	F	F	F	F	F	-	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	F	F	F	F	F	F	-	
QUÉBEC	R	F	F	R	F	F	F	
SAINT PIERRE ET MIQUELON	F	F	F	F	F	F	-	
SÉNÉGAL	-	-	F*	-	F	-	F et T1	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1)
SERBIE	T	F	F	T	F	F	F et T	
TOGO	-	-	F*	-	F	F	R et T1	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1)
TUNISIE	F	F	F	F	F	F	F	
TURQUIE	T	F3 T4	F3 T4	T	F3 T4	F	T1	

F : Facture ; T : Forfait

1 Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité

2 En cas d'incapacité temporaire AT

3 Prestations à la charge de la France

4 Prestations à la charge de la Turquie

5 Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour

R Renonciation

R prov. Renonciation provisoire





→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT)



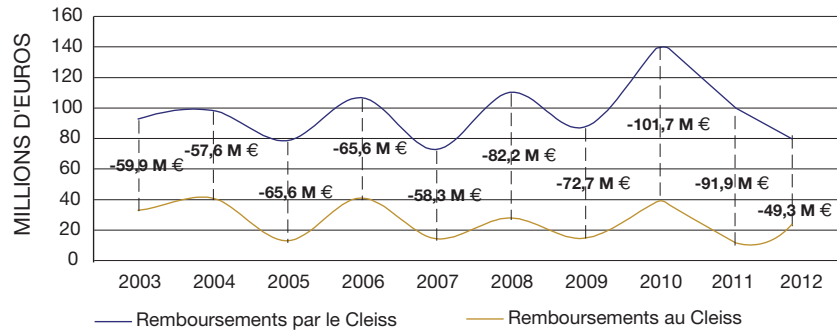
VERSION EXCEL

ANNÉES	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS							MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS						
	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO-LUTION (N/N-1)	SOINS DE SANTÉ				CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% EVO-LUTION (N/N-1)
	FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES			FACTURES	%	FORFAITS	%	FACTURES		
2003	38 495 385	42,0	53 167 767	58,0	0	91 663 152		5 050 546	15,9	26 749 712	84,1	0	31 800 258	
2004	36 216 085	37,2	61 134 474	62,8	14 693	97 365 251	6,22	8 687 409	21,8	31 111 268	78,2	0	39 798 677	25,15
2005	40 609 718	52,5	36 760 184	47,5	0	77 369 902	-20,54	2 022 835	17,3	9 701 749	82,7	0	11 724 584	-70,54
2006	51 828 099	49,1	53 760 768	50,9	7 140	105 596 007	36,48	15 045 291	37,7	24 910 147	62,3	0	39 955 438	240,78
2007	37 667 191	52,7	33 823 038	47,3	4 015	71 494 244	-32,29	2 507 908	19,0	10 717 289	81,0	0	13 225 198	-66,90
2008	57 007 854	52,2	52 134 092	47,8	0	109 141 946	52,66	8 161 079	30,3	18 808 870	69,7	0	26 969 949	103,93
2009	52 182 325	60,4	34 181 388	39,6	2 947	86 366 660	-20,87	13 400 532	98,3	230 328	1,7	217	13 631 077	-49,46
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	101 201 045	17,18	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	9 338 657	-31,49
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	60 150 706	-57,01	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	217	10 774 447	-71,80
période (2003 - 2012)	484 652 215	51,5	455 590 464	48,5	32 384	940 275 063		66 298 966	28,2	169 131 653	71,8	434	235 431 053	



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS



Dans le cadre des accords internationaux, sur les 10 dernières années, les remboursements effectués par le Cleiss ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers . Toutefois, depuis 2010, ce solde négatif a tendance à se réduire.





→ ACCORDS INTERNATIONAUX

► REMBOURSEMENTS PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS (ET RÉCIPROQUEMENT) EN 2012



VERSION EXCEL

	PAYS	MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS				MONTANTS DES REMBOURSEMENTS (EN €) PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS AU CLEISS				SOLDE		
		SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX	TOTAL	% DU TOTAL	SOINS DE SANTÉ		CONTRÔLES MÉDICAUX		TOTAL	% DU TOTAL
		FACTURES	FORFAITS	FACTURES			FACTURES	FORFAITS	FORFAITS			
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	0	0	0	0	0,00	667 706	7 250 000	0	7 917 706	73,49	7 917 706
	ALLEMAGNE (1)	0	0	0	0	0,00	126	0	0	126	0,00	126
	ANDORRE	1 112 501	0	0	1 112 501	1,85	0	0	0	0	0,00	-1 112 501
	BELGIQUE (1)	0	7 307	0	7 307	0,01	0	0	0	0	0,00	-7 307
	CROATIE	4 217	12 600	0	16 817	0,03	13 209	0	0	13 209	0,12	-3 608
	LUXEMBOURG (1)	0	0	0	0	0,00	146 351	0	0	146 351	1,36	146 351
	MADAGASCAR	0	458	0	458	0,00	0	0	0	0	0,00	-458
	MALI	0	0	0	0	0,00	9 488	0	0	9 488	0,09	9 488
	MAROC	12 098	981 920	0	994 018	1,65	0	0	0	0	0,00	-994 018
	MAURITANIE	0	518	0	518	0,00	0	0	0	0	0,00	-518
	MONTÉNÉGRO	0	0	0	0	0,00	9 367	0	0	9 367	0,09	9 367
	PAYS-BAS (1)	0	0	0	0	0,00	20	0	0	20	0,00	20
	QUÉBEC	1 894 818	0	0	1 894 818	3,15	746 487	0	0	746 487	6,93	-1 148 331
	SUISSE (1)	0	0	0	0	0,00	8 539	0	217	8 757	0,08	8 757
	TUNISIE	0	3 265 941	0	3 265 941	5,43	92 732	7 593	0	100 325	0,93	-3 165 616
TURQUIE	0	2 518 289	0	2 518 289	4,19	605 461	276 370	0	881 830	8,18	-1 636 459	
SOUS TOTAL	3 023 634	6 787 033	0	9 810 667	16,31	2 299 487	7 533 962	217	9 833 667	91,27		
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE CALÉDONIE	18 026 761	0	0	18 026 761	29,97	661 469	0	0	661 469	6,14	-17 365 292
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	32 313 278	0	0	32 313 278	53,72	279 312	0	0	279 312	2,59	-32 033 966
	SOUS TOTAL	50 340 039	0	0	50 340 039	83,69	940 781	0	0	940 781	8,73	
TOTAL 2012	53 363 673	6 787 033	0	60 150 706	100,00	3 240 268	7 533 962	217	10 774 447	100,00		
TOTAL 2011	58 564 935	42 636 110	0	101 201 045		2 088 657	7 250 000	0	9 338 657			
% d'évolution	-8,88	-84,08	-	-40,56		55,14	3,92	-	15,37			

(1) : concerne les bateliers rhénans

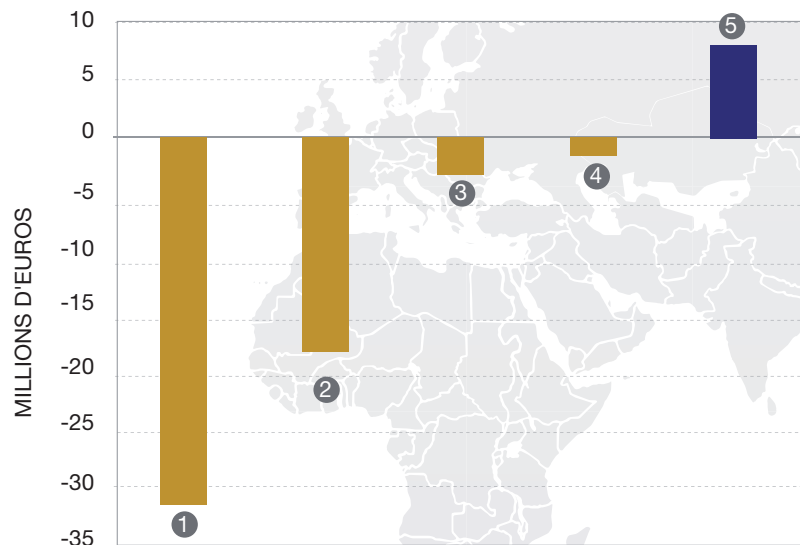


Dans le cadre des accords internationaux, les remboursements effectués par le Cleiss, en 2012, sont largement supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers puisqu'ils représentent 85% du volume global soit 60,15 millions d'euros.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2012



- ① POLYNÉSIE FRANCAISE
- ② NOUVELLE CALÉDONIE
- ③ TUNISIE
- ④ TURQUIE
- ⑤ ALGÉRIE



LES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des Etats avec lesquels des accords de sécurité sociale ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination)
 Les dettes présentées par les organismes étrangers représentent les dépenses engagées en dehors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale.

→ TOUS TYPES D'ACCORDS

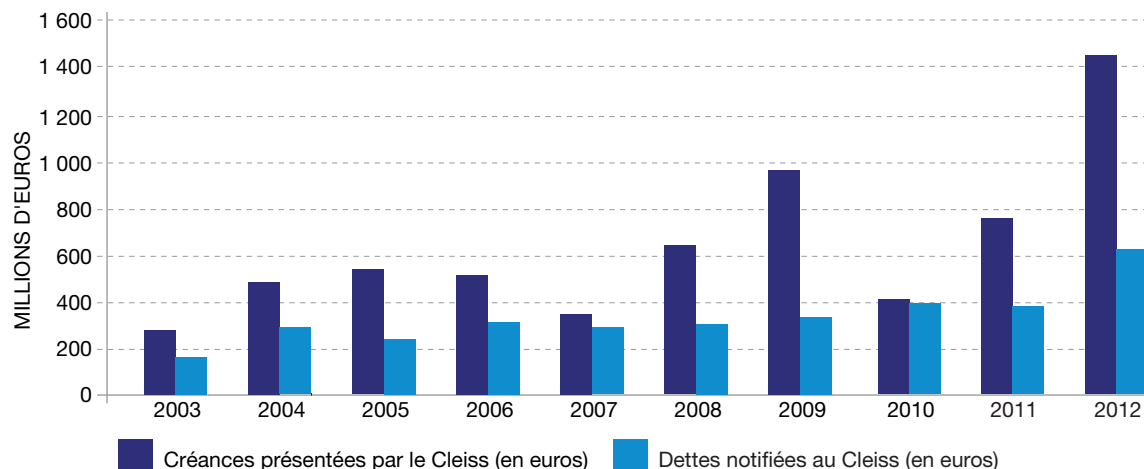
► CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX DE SÉCURITÉ SOCIALE



ANNÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS (EN €)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS (EN €)	% ÉVOLUTION (N/N-1)	SOLDE	% ÉVOLUTION SOLDE (N/N-1)
2003	289 693 511		170 869 705		118 823 806	
2004	501 160 335	73,00	305 870 890	79,01	195 289 445	64,35
2005	554 420 698	10,63	250 773 679	-18,01	303 647 019	55,49
2006	525 421 181	-5,23	322 141 917	28,46	203 279 263	-33,05
2007	358 430 059	-31,78	301 289 163	-6,47	57 140 896	-71,89
2008	646 585 719	80,39	314 654 940	4,44	331 930 779	480,90
2009	967 823 685	49,68	333 593 556	6,02	634 230 129	91,07
2010	417 404 896	-56,87	401 363 840	20,32	16 041 056	-97,47
2011	787 954 130	88,77	381 119 651	-5,04	406 834 479	2 436,21
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
dont UE-EEE-Suisse	1 499 361 617		613 260 404		886 101 213	
dont hors UE-EEE-Suisse	8 315 891		74 872 861		-66 556 970	

→ TOUS TYPES D'ACCORDS

▮ EVOLUTION DES CRÉANCES PRÉSENTÉES ET DETTES INTRODUITES (TOUS TYPES D'ACCORDS) SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



i En 2012, le montant des créances présentées par la France auprès des organismes étrangers (tous pays confondus) a connu une hausse très importante : 1,5 milliard d'euros ont été mis en recouvrement contre 787,9 millions d'euros en 2011, soit une augmentation de 91,3 %. Une double raison à ce phénomène inhabituel : la présentation, d'une-part, des créances forfaitaires relatives à l'exercice 2009, d'autre part, des créances sur factures des deux semestres de 2011 et du 1er semestre 2012. 99,4% des créances ont été présentées aux différents pays de l'UE-EEE-Suisse.

Concernant les dettes introduites par les organismes étrangers auprès de la France, leurs montants s'élèvent à 688,1 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 80,6 % par rapport à 2011.

Une augmentation importante des dettes forfaitaires liée à l'irrégularité de publication des coûts moyens de soins de santé qui entraîne une irrégularité des présentations de dettes. Pour les factures, l'augmentation résulte du passage généralisé aux remboursements sur factures pour de nombreux pays ainsi qu'un rattrapage dans la facturation des soins pour d'autres.

78,1% des dettes ont été présentées par les différents pays de l'UE-EEE-Suisse.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▾ CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2005 À 2012



VERSION EXCEL

PAYS	2012		2011		2010		2009	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
ALLEMAGNE	170 157 258	48 175 103	83 140 978	48 504 923	70 053 217	42 420 139	116 052 367	24 879 474
AUTRICHE	2 810 766	6 414 177	1 463 180	2 423 954	861 635	1 543 967	2 064 463	1 588 109
BELGIQUE	283 105 031	210 716 207	140 572 183	115 593 187	57 436 703	26 581 576	165 128 838	106 984 214
BULGARIE	5 546 646	623	1 703 040	5 133	1 093 897	7 580	2 351 504	2 774
CHYPRE	43 820	47 034	119 525	12 673	93 147	19 719	77 675	1 235
DANEMARK	13 461 578	0	7 998 573	0	0	0	9 947 486	0
ESPAGNE	31 811 497	151 815 629	14 983 348	21 903 709	14 039 456	69 148 629	22 202 561	64 371 226
ESTONIE	917 401	18 790	420 399	2 429	149 908	3 837	96 772	1 744
FINLANDE	2 248 677	176 350	1 152 599	300 040	575 513	453 020	1 821 566	78 183
GRÈCE	6 006 053	55 898	3 448 054	2 959 224	4 078 304	273 493	6 636 636	1 588 787
HONGRIE	1 253 431	150 054	589 084	229 443	581 175	170 530	784 672	147 924
IRLANDE	1 956 648	0	1 102 271	0	0	0	1 093 078	0
ISLANDE	48 660	94 661	100 848	22 903	101 300	34 137	66 548	8 568
ITALIE	90 082 158	39 626 792	44 527 311	16 005 987	34 453 391	13 421 206	60 426 182	14 766 522
LETONIE	496 025	3 441	131 146	1 138	161 618	3 196	94 343	570
LIECHTENSTEIN	17 667	5 038	2 845	20 831	12 799	16 774	4 854	13 470
LITUANIE	703 305	6 697	292 067	10 008	206 519	9 440	314 721	2 590
LUXEMBOURG	250 129 184	30 226 897	107 956 205	4 984 698	105 173 990	9 096 138	145 676 513	3 326 797
MALTE	38 831	140 465	23 660	87 156	6 899	30 859	54 679	69 047
NORVÈGE	3 705 038	197 820	2 076 556	530 431	1 278 520	251 559	2 602 454	312 499
PAYS-BAS	84 090 809	1 988 841	50 262 380	2 459 129	12 173 829	4 781 282	62 543 851	0
POLOGNE	12 542 308	964 842	4 228 855	750 156	3 850 871	375 236	5 421 398	189 625
PORTUGAL	38 207 439	96 806 562	19 121 744	84 140 987	11 951 896	41 022 402	26 805 996	16 722 752
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	2 048 001	217 269	1 344 049	377 766	984 662	226 280	1 516 679	102 695
ROUMANIE	13 314 160	26 413	4 379 433	1 816	5 328 485	20 908	4 439 983	6 772
ROYAUME-UNI	443 843 518	7 548 519	274 913 513	5 974 424	39 466 094	5 700 550	300 360 247	12 877 378
SLOVAQUIE	832 052	104 669	634 219	35 471	429 942	23 273	682 343	37 541
SLOVÉNIE	669 123	335 819	118 297	337 937	265 973	120 407	274 783	184 904
SUÈDE	18 009 452	1 353 586	9 974 306	831 283	1 336 581	2 142 806	13 705 012	0
SUISSE	21 265 081	16 042 208	7 493 449	15 232 025	7 589 924	28 350 588	8 488 388	15 405 299
TOTAL	1 499 361 617	613 260 404	784 274 116	323 738 860	373 736 246	246 249 530	961 736 593	263 670 698



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▮ CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2005 À 2012 (SUITE ET FIN)

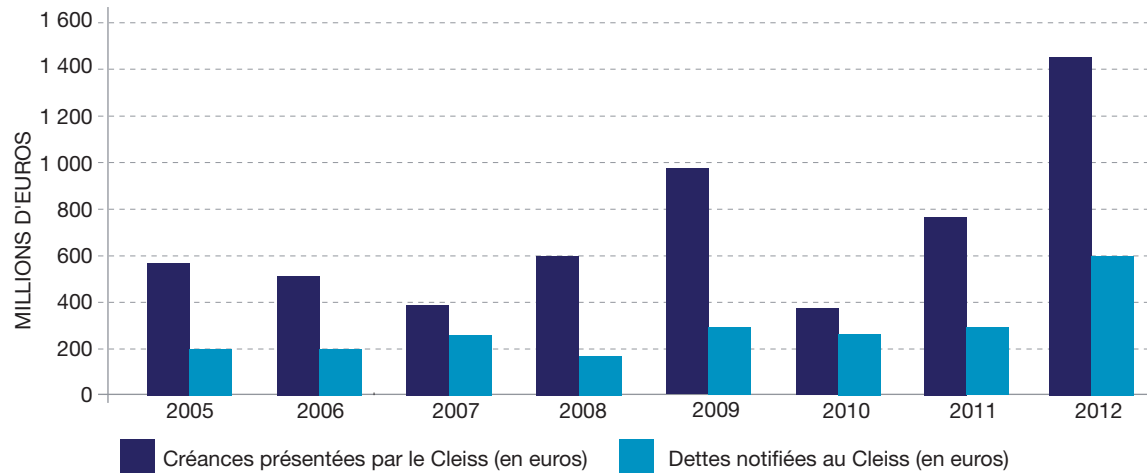


PAYS	2008		2007		2006		2005	
	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
ALLEMAGNE	91 357 152	16 546 302	72 895 614	26 430 482	87 352 339	50 677 894	88 178 496	14 240 209
AUTRICHE	1 627 916	1 727 314	861 931	1 605 971	1 452 257	1 388 480	1 443 811	1 162 697
BELGIQUE	111 977 501	68 586 401	50 823 171	82 057 122	86 814 543	39 892 935	114 048 438	92 383 858
BULGARIE	1 080 201	39	168 792	0	0	0	0	0
CHYPRE	8 637	1 346	34 180	14 760	32 973	2 711	11 952	0
DANEMARK	4 178 170	0	0	0	3 464 922	0	5 136 583	0
ESPAGNE	17 393 523	60 720 102	12 139 013	62 049 895	14 005 645	53 727 872	14 558 165	45 840 289
ESTONIE	144 055	2 510	49 620	8 296	34 513	252	17 282	1 972
FINLANDE	935 169	137 025	283 840	304 395	723 302	235 652	977 005	244 867
GRÈCE	3 194 366	231 709	3 137 448	986 085	3 906 871	333 443	3 328 181	509 152
HONGRIE	300 878	21 752	185 258	3 736	188 316	5 569	46 390	2 480
IRLANDE	461 482	0	0	0	310 069	0	344 040	0
ISLANDE	74 811	45 178	31 070	0	21 541	44 475	22 527	35 168
ITALIE	47 555 767	7 600 699	35 981 525	18 045 576	44 446 957	8 564 258	52 064 942	15 287 705
LETTONIE	71 675	1 762	307 483	23	105 189	0	6 607	4 166
LIECHTENSTEIN	1 951	15 170	2 348	16 445	3 746	42 808	613	5 554
LITUANIE	137 079	3 094	51 542	3 468	102 526	2 961	32 999	256
LUXEMBOURG	120 986 018	3 984 805	96 895 536	7 523 901	98 121 083	6 105 571	92 900 471	3 244 582
MALTE	104 739	64 215	28 085	22 494	36 070	24 135	13 731	23 042
NORVÈGE	1 750 119	0	1 015 949	139 213	1 253 934	130 200	1 619 777	0
PAYS-BAS	21 593 595	3 362 042	8 723 802	2 523 291	12 503 551	1 118 603	16 800 383	1 573 901
POLOGNE	4 508 162	179 271	3 150 947	120 724	2 057 483	130 529	1 196 095	75 715
PORTUGAL	18 493 982	269 605	10 325 015	24 543 749	14 917 279	32 238 896	18 514 437	16 301 001
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 408 842	117 698	551 949	87 317	356 313	96 474	121 848	43 732
ROUMANIE	1 488 136	7 259	202 614	0	0	0	0	0
ROYAUME-UNI	146 896 722	0	44 073 475	7 379 534	108 016 949	302 097	121 053 043	1 126 254
SLOVAQUIE	705 093	40 732	339 740	42 241	217 179	3 920	70 558	2 471
SLOVÉNIE	172 228	145 222	142 522	168 196	51 694	106 548	37 202	101 393
SUÈDE	7 008 649	1 250 985	1 763 012	733 417	6 583 308	1 308 953	8 592 016	716 703
SUISSE	8 036 059	16 236 064	7 544 226	16 410 033	6 387 166	7 240 845	5 796 667	15 136 429
Total	613 652 677	181 298 302	351 709 705	251 220 364	493 467 717	203 726 078	546 934 260	208 063 598



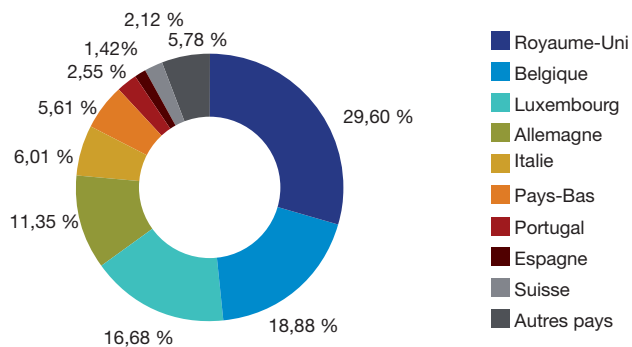
→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2005 ET 2012

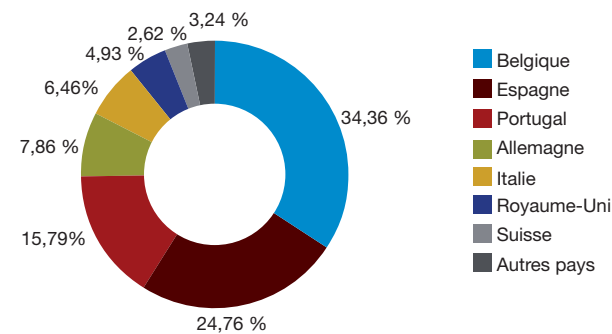


Le montant total des dettes introduites en 2012, soit 613,2 millions d'euros (contre 323,7 millions d'euros en 2011) correspond à 40,9 % des créances présentées pour 1,5 milliard d'euros (784,3 millions d'euros en 2011). Une double raison à ce phénomène inhabituel : la présentation, d'une part, des créances forfaitaires relatives à l'exercice 2009, d'autre part, des créances sur factures des deux semestres de 2011 et du 1^{er} semestre 2012. Pour les dettes, l'augmentation résulte du passage généralisé aux remboursements sur factures pour de nombreux pays ainsi qu'un rattrapage dans la facturation des soins pour d'autres.

► CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2012



► DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2012



En 2012, le groupe des 5 premiers pays représente 82,5 % des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 443,8 millions d'euros soit une part de 29,6 %).



En 2012, la Belgique et l'Espagne ont notifié un peu plus de 59 % du volume global des dettes.



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2005 À 2012



	PAYS	MONTANTS EN EUROS							
		2012		2011		2010		2009	
		CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	1 195 554	0	650 215	0	39 312 921	85 931 131	1 832 414	0
	ALLEMAGNE (1)	1 653	1 645	0	0	0	0	0	995
	ANDORRE	1 518 733	923 059	1 098 040	1 205 473	1 012 725	1 231 125	1 459 797	1 185 328
	BELGIQUE (1)	0	20 993	0	0	0	0	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0	0	0	48	186	0	0
	CAP-VERT	7 210	0	6 225	0	15 292	0	18 529	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0
	CROATIE	684	4 007	13 209	227	17 723	713	1 286	1 641
	GABON	786	0	0	0	0	0	0	0
	JERSEY	0	0	4 555	0	0	0	0	0
	LUXEMBOURG (1)	116 655	0	109 400	0	60 787	0	143 523	0
	MACÉDOINE	21 736	0	3 943	0	12 874	22	2 703	0
	MADAGASCAR	0	458	0	0	0	0	0	0
	MALI	10 825	0	206	0	1 106	0	1 292	937 247
	MAROC	11 908	3 254 978	0	21 145	0	1 766	3 965	1 882 000
	MAURITANIE	0	518	0	0	0	0	0	598
	MONTENEGRO	6 386	0	2 492	0	4 455	0	0	0
	PAYS-BAS (1)	8	0	26	0	944	0	604	514
	QUÉBEC	864 857	917 005	283 217	906 387	331 132	911 739	483 510	4 819 589
	SERBIE	1 583	0	448	0	570 295	1 541 272	373	0
SUISSE (1)	18 031	0	8 431	0	11 929	0	11 740	0	
TUNISIE	174 020	9 827 948	36 686	0	255 985	11 417 045	245 860	5 642 947	
TURQUIE	552 922	5 305 568	75 008	35 790	127 979	61 705	270 400	0	
	SOUS TOTAL	4 503 551	20 256 179	2 292 100	2 169 021	41 736 195	101 096 704	4 475 995	14 470 859
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE-CALÉDONIE	3 058 217	20 602 705	1 076 079	15 044 958	1 400 748	16 134 974	1 189 428	17 334 848
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	754 124	34 013 977	316 524	40 166 813	531 706	37 882 631	421 669	38 117 151
	SOUS TOTAL	3 812 340	54 616 682	1 392 602	55 211 771	1 932 454	54 017 605	1 611 097	55 451 999
	TOTAL	8 315 891	74 872 861	3 684 702	57 380 792	43 668 649	155 114 309	6 087 092	69 922 858

(1) : concerne les bateliers rhénans



→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2005 À 2012 (SUITE ET FIN)

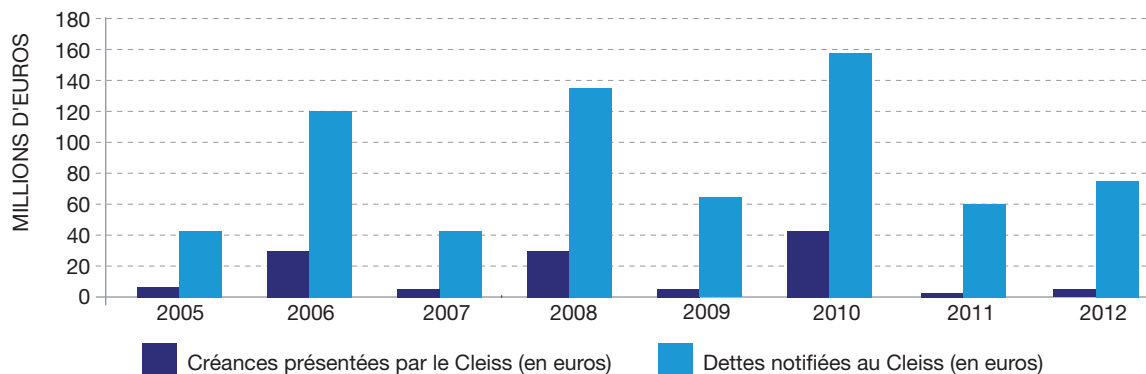
	PAYS	MONTANTS EN EUROS							
		2008		2007		2006		2005	
		CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES	CRÉANCES PRÉSENTÉES	DETTES NOTIFIÉES
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	29 608 478	80 158 556	3 032 948	0	29 204 545	68 312 297	4 522 099	0
	ALLEMAGNE (1)	0	1 423	0	20 755	5 288	1 522	7 391	1 858
	ANDORRE	1 276 989	990 891	1 014 993	965 416	975 696	1 292 076	1 187 371	941 137
	BELGIQUE (1)	112	0	87	0	0	8 155	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0	0	0	0	27	144	0
	CAP-VERT	14 211	0	39 802	0	33 071	0	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0	0	0	0	1 233	0	0
	CROATIE	704	2 442	14 990	217	23 119	512 616	2 042	298
	GABON	620	0	0	0	0	0	0	0
	JERSEY	719	0	0	0	0	0	723	0
	LUXEMBOURG (1)	138 511	0	131 967	0	91 556	0	69 993	0
	MACÉDOINE	1 466	0	960	0	667	8	27 933	646
	MADAGASCAR	0	0	0	0	0	24	0	0
	MALI	1 904	0	2 649	0	8 537	0	1 392	312
	MAROC	0	16 117	0	30 746	2 938	2 390 172	0	15 853
	MAURITANIE	0	0	0	1 156	0	576	0	748
	PAYS-BAS (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
	QUÉBEC	270 037	654	368 550	12 132	355 490	6 055	381 569	15 503
	SÉNÉGAL	0	0	0	0	0	0	0	33 769
	SERBIE	4 209	0	3 030	0	1 456	380	4 623	853
SLOVÉNIE	0	0	0	0	0	0	7 535	0	
SUISSE (1)	12 338	0	27 992	0	19 748	0	104 047	2 797	
TUNISIE	11 770	0	231 470	5 813 511	10 020	422 841	33 558	0	
TURQUIE	182 800	125 019	97 732	52 560	113 545	93 971	207 364	1 747 131	
	SOUS TOTAL	31 524 868	81 295 102	4 967 171	6 896 493	30 845 677	73 041 953	6 557 782	2 760 903
DÉCRETS DE COORDINATION	NOUVELLE-CALÉDONIE	926 598	12 887 713	1 418 818	10 654 293	695 195	13 645 377	531 294	10 385 052
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	481 576	39 173 823	334 364	32 518 013	412 592	31 728 509	397 362	29 564 126
	SOUS TOTAL	1 408 174	52 061 536	1 753 182	43 172 306	1 107 787	45 373 886	928 656	39 949 178
	TOTAL	32 933 042	133 356 638	6 720 354	50 068 799	31 953 464	118 415 839	7 486 438	42 710 081

(1) : concerne les bateliers rhénans



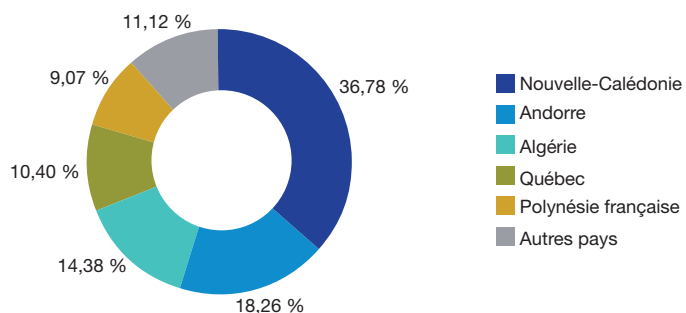
→ ACCORDS INTERNATIONAUX

▮ ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2005 ET 2012



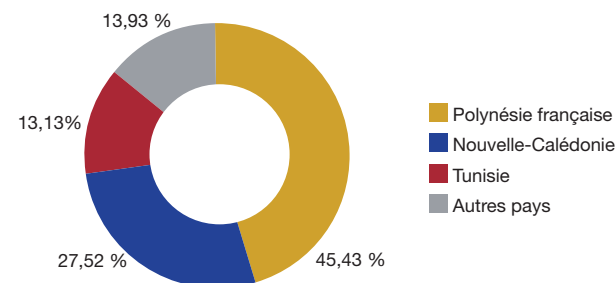
i Les variations importantes d'une année à l'autre sur les montants des dettes présentées s'expliquent par l'irrégularité de la tenue des commissions mixtes dans le cadre des conventions. Des commissions mixtes se sont tenues en 2012 avec le Maroc, la Tunisie et le Turquie mais pas avec l'Algérie, ce qui entraîne des conséquences directes et importantes sur le montant des dettes présentées.

▮ CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LE CLEISS À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2012



i En 2012, 55 % des créances présentées par le Cleiss concernaient la Nouvelle-Calédonie et Andorre pour un montant de 4,57 millions d'euros.

▮ DETTES NOTIFIÉES AU CLEISS PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2012



i En 2012, les dettes notifiées par la Polynésie Française et la Nouvelle Calédonie représentent près de 73 % du volume global, soit un montant de 54,6 millions d'euros .



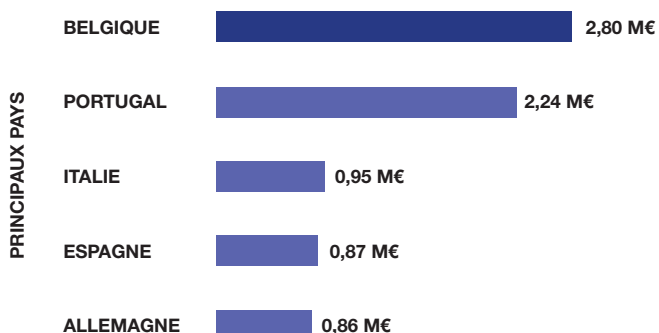
★ INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle). Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▶ PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2012



PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
ALLEMAGNE	349	14 759	540 958	253	6 058	323 851	864 809
AUTRICHE	3	272	11 689	77	665	22 194	33 883
BELGIQUE	1 411	76 847	2 674 011	175	2 779	119 461	2 796 378
BULGARIE	0	0	0	24	485	16 172	16 172
CHYPRE	0	0	0	9	127	4 356	4 356
DANEMARK	0	0	0	8	92	3 032	3 032
ESPAGNE	36	1 014	47 784	1 442	24 736	822 455	870 240
ESTONIE	0	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	0	0	0	12	101	3 422	3 422
GRÈCE	3	23	742	220	2 762	100 922	101 664
HONGRIE	57	2 917	77 969	15	216	5 949	83 918
IRLANDE	2	194	7 144	51	641	22 716	29 860
ISLANDE	0	0	0	5	42	1 652	1 652
ITALIE	310	15 369	504 290	753	12 538	447 674	951 964

► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2012 (SUITE ET FIN)



PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
LETTONIE	0	0	0	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	1	12	496	0	0	0	496
LITUANIE	0	0	0	2	30	1 239	1 239
LUXEMBOURG	66	3 602	146 487	64	1 569	50 958	197 445
MALTE	0	0	0	12	101	3 910	3 910
NORVÈGE	0	0	0	7	80	2 629	2 629
PAYS-BAS	0	0	0	48	832	32 289	32 289
POLOGNE	5	389	9 848	142	3 659	113 650	123 498
PORTUGAL	27	1 335	36 666	2 696	66 867	2 206 551	2 243 217
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0	0	17	237	8 264	8 264
ROUMANIE	2	173	5 375	32	610	21 452	26 827
ROYAUME-UNI	6	247	7 943	223	2 834	126 458	134 401
SLOVAQUIE	8	587	14 972	7	349	10 818	25 790
SLOVÉNIE	1	28	586	3	47	1 557	2 143
SUÈDE	0	0	0	10	110	3 882	3 882
SUISSE	58	1 013	42 539	172	2 482	97 132	139 671
TOTAL 2012	2 345	118 781	4 129 499	6 479	131 049	4 574 647	8 707 053 (1)
TOTAL 2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	10 064 988 (2)
% Évolution	3,85	0,46	0,35	-11,78	-24,77	-23,09	-13,49

(1) : y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de «recherche d'emploi».

(2) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de «recherche d'emploi».



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▽ ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ)

ANNÉES	RÉSIDENTE HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	1 365	71 864	2 100 557	9 446	258 239	7 161 115	10 811	9 264 327	(a)
2004	1 342	73 644	2 102 606	9 669	253 790	7 197 912	11 011	9 301 884	(b) 0,41
2005	1 439	75 153	2 234 493	9 145	229 808	6 598 047	10 584	8 832 540	-5,05
2006	1 363	68 010	1 975 592	8 181	203 574	6 214 494	9 544	8 193 788	(c) -7,23
2007	1 433	66 513	2 112 326	8 229	199 196	6 369 601	9 662	8 499 891	(d) 3,74
2008	1 799	84 898	2 613 779	7 989	183 880	5 869 647	9 788	8 483 426	-0,19
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 667	9 040 137	(e) 6,56
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308	(f) -6,08
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	9 602	10 064 988	(g) 18,55
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 479	131 049	4 574 647	8 824	8 707 053	(h) -13,49

(a) : y compris 2 253,16 € pour la Belgique et 401,40 € pour l'Allemagne en situation de «recherche d'emploi».

(b) : y compris 1 365,66 € pour la Grèce en situation de «recherche d'emploi».

(c) : y compris 3 702,00 € pour l'Italie en situation de «recherche d'emploi».

(d) : y compris 17 964,54 € pour la Suisse en situation de «recherche d'emploi».

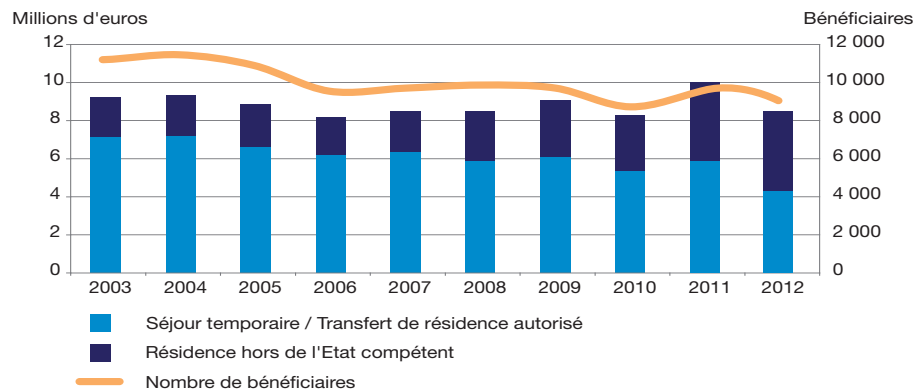
(e) : y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de «recherche d'emploi».

(f) : y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,6 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de «recherche d'emploi».

(g) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de «recherche d'emploi».

(h) : y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de «recherche d'emploi».

▽ MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES

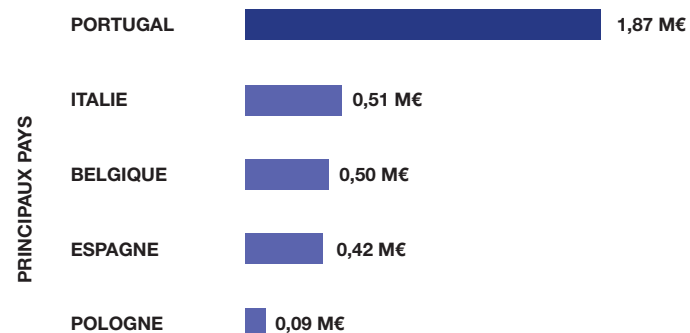


- Sur ces 10 dernières années, le nombre total de bénéficiaires a diminué de 18,4 % et le nombre de jours indemnisés de 24,3 %.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) sont quant à eux restés plus ou moins stables (- 6 %) avec une diminution annuelle moyenne de - 0,7 %.
- En 2012, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 52,5 % des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 77,3 % en 2003).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.



→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

▶ PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2012



PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ÉTAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
ALLEMAGNE	21	696	32 415	52	807	36 358	68 773
AUTRICHE	0	0	0	16	135	5 924	5 924
BELGIQUE	98	7 081	464 289	46	814	39 888	504 177
BULGARIE	1	28	1 454	8	109	5 603	7 057
CHYPRE	2	16	818	1	15	602	1 420
DANEMARK	0	0	0	2	14	583	583
ESPAGNE	43	2 433	132 150	331	5 275	286 532	418 683
ESTONIE	0	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	0	0	0	1	23	911	911
GRÈCE	8	87	4 107	43	670	57 218	61 325
HONGRIE	4	61	1 805	3	47	2 350	4 155
IRLANDE	2	29	1 135	7	66	2 496	3 631
ISLANDE	0	0	0	0	0	0	0
ITALIE	100	7 347	320 225	177	3 663	191 517	511 743
LETTONIE	0	0	0	1	4	152	152
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0	0



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2012 (SUITE ET FIN)

PAYS	RÉSIDENCE HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
LITUANIE	0	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	4	270	15 770	2	11	624	16 394
MALTE	0	0	0	2	9	378	378
NORVÈGE	0	0	0	5	96	4 671	4 671
PAYS-BAS	0	0	0	15	203	10 493	10 493
POLOGNE	5	566	30 237	39	1 299	58 997	89 234
PORTUGAL	23	972	24 463	1 331	34 215	1 843 582	1 868 045
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0	0	4	22	1 682	1 682
ROUMANIE	2	59	2 559	8	102	6 324	8 883
ROYAUME-UNI	2	17	543	33	527	20 546	21 089
SLOVAQUIE	0	0	0	6	101	5 221	5 221
SLOVÉNIE	0	0	0	6	98	5 080	5 080
SUÈDE	0	0	0	3	38	4 314	4 314
SUISSE	2	18	589	31	512	21 653	22 242
TOTAL 2012	317	19 680	1 032 561	2 173	48 875	2 613 698	3 646 259
TOTAL 2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	4 237 214
<i>% Évolution</i>	-21,53	-15,45	-4,81	-12,63	-17,10	-17,09	-13,95



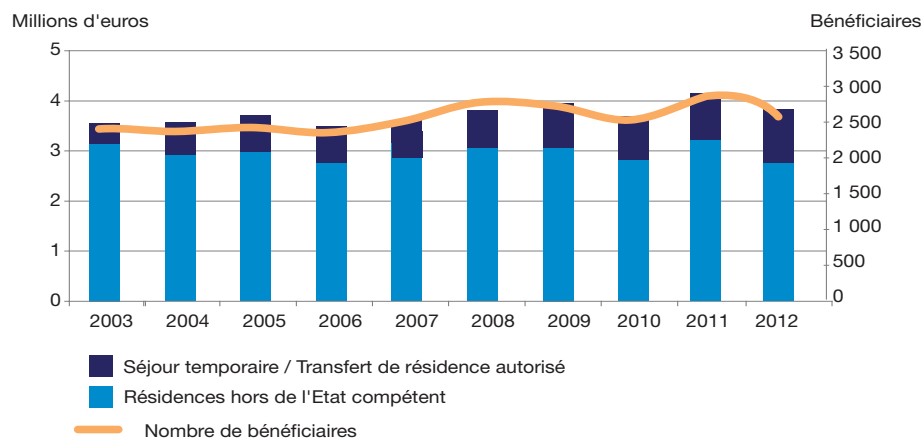
→ RÈGLEMENTS EUROPÉENS



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE)

ANNÉES	RÉSIDENCE HORS DE L'ETAT COMPÉTENT			SÉJOUR TEMPORAIRE / TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	181	11 359	415 292	2 290	66 300	3 143 067	2 471	3 558 358	
2004	191	16 626	663 391	2 248	63 045	2 925 301	2 439	3 588 692	0,85
2005	204	15 133	734 929	2 286	64 770	2 984 595	2 490	3 719 524	3,65
2006	219	12 197	520 234	2 205	59 683	2 872 901	2 424	3 393 136	-8,77
2007	243	10 897	454 166	2 325	62 837	3 168 187	2 568	3 622 353	6,76
2008	313	16 336	742 938	2 500	62 206	3 068 767	2 813	3 811 706	5,23
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	2 769	3 953 699	3,73
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	-4,43
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	2 891	4 237 214	12,14
2012	317	19 680	1 032 561	2 173	48 875	2 613 698	2 490	3 646 259	-13,95

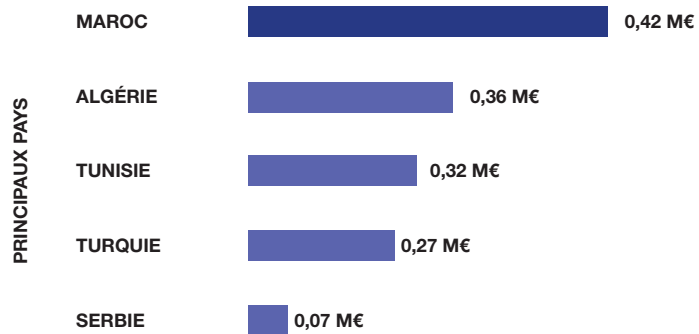
MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES AT-MP) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



• Le nombre total de bénéficiaires a augmenté de 0,8% sur ces 10 dernières années. Le nombre de jours indemnisés a revanche diminué: - 11,72 %.

- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT/MP) ont augmenté légèrement davantage que le nombre de bénéficiaires : + 2,5%, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,27%.
- En 2012, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 71,7 % des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 81,3% en 2003).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

→ ACCORDS INTERNATIONAUX


**► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE
(ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2012**


	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			SÉJOUR TEMPORAIRE			DÉTACHEMENT			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	344	11 337	335 894	35	789	19 200	0	0	0	355 094
	ANDORRE							1	6	85	358 ⁽¹⁾
	BÉNIN	4	102	3 570	0	0	0	0	0	0	3 570
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	26	579	19 735	0	0	0	0	0	0	19 735
	CAMEROUN	0	0	0							0
	CAP-VERT	3	107	2 934	0	0	0	0	0	0	2 934
	CONGO	8	243	7 697				0	0	0	7 697
	CÔTE D'IVOIRE	12	341	8 761							8 761
	CROATIE	41	559	17 528	3	31	998	0	0	0	18 526
	GABON	0	0	0				0	0	0	0
	GUERNESEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	JERSEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	MACÉDOINE	4	110	3 172	0	0	0	0	0	0	3 172



PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2012 (SUITE ET FIN)



	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			SÉJOUR TEMPORAIRE			DÉTACHEMENT			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	MADAGASCAR	15	478	15 112							15 112
	MALI	23	1 317	40 950	5	131	2 481	0	0	0	43 431
	MAROC	381	12 723	369 965	61	1 445	46 920	1	11	880	418 979 (1)
	MAURITANIE	0	0	0							0
	MONTÉNÉGRO	7	66	2 021	2	23	675	0	0	0	2 696
	NIGER	0	0	0	0	0	0	1	10	397	397
	QUÉBEC	34	833	33 430	6	108	4 682	0	0	0	38 113
	SÉNÉGAL	54	1 700	55 402				1	12	527	55 929
	SERBIE	75	2 055	60 742	5	151	5 570	0	0	0	66 312
	TOGO	6	115	4 459	0	0	0	0	0	0	4 459
	TUNISIE	246	8 979	272 141	51	1 451	43 040	1	5	226	315 408
	TURQUIE	213	6 963	211 353	71	2 131	58 802	0	0	0	270 155
	SOUS-TOTAL 2012	1 496	48 607	1 464 867	239	6 260	182 369	5	44	2 116	1 650 838
	SOUS-TOTAL 2011	1 894	59 295	1 819 972	275	6 939	212 812	5	37	1 115	2 035 163
% Évolution	-21,01	-18,03	-19,51	-13,09	-9,79	-14,30	0,00	18,92	89,69	-18,88	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	1	21	988	1	30	880	0	0	0	1 868
	NOUVELLE-CALÉDONIE	10	391	13 027	2	37	1 474	0	0	0	14 501
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	12	511	19 332	2	63	1 757	0	0	0	21 089
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2012	23	923	33 348	5	130	4 111	0	0	0	37 458
	SOUS-TOTAL 2011	12	533	15 753	11	434	10 458	0	0	0	26 211
% évolution	91,67	73,17	111,70	-54,55	-70,05	-60,70	-	-	-	42,91	
TOTAL 2012	1 519	49 530	1 498 215	244	6 390	186 479	5	44	2 116	1 688 296 (1)	
TOTAL 2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 061 374 (2)	
% évolution	-20,30	-17,21	-18,39	-14,69	-13,33	-16,48	0,00	18,92	89,69	-18,10	

(1) y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(2) Y compris 1264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général



→ ACCORDS INTERNATIONAUX



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ)

ANNÉES	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			SÉJOUR TEMPORAIRE			DÉTACHEMENT			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	4 417	183 308	4 893 312	749	18 308	452 416	8	129	3 811	5 174	5 350 405	(a)
2004	4 827	191 824	5 129 302	802	18 440	473 221	9	246	8 805	5 638	5 613 446	(b)
2005	4 614	169 503	4 564 699	699	15 715	418 546	11	256	9 545	5 324	4 993 548	(c)
2006	4 162	145 486	4 109 513	611	14 144	396 294	6	94	3 426	4 779	4 509 980	(d)
2007	3 805	129 909	3 654 129	469	11 531	356 476	4	31	1 246	4 278	4 016 217	(e)
2008	3 514	117 618	3 612 875	357	8 758	273 220	11	235	8 097	3 882	3 895 125	(f)
2009	3 327	112 602	3 411 161	416	11 167	366 413	9	374	9 591	3 752	3 788 559	(g)
2010	2 746	90 550	2 736 970	245	5 800	174 684	8	269	12 185	2 999	2 923 912	(h)
2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 197	2 061 374	(i)
2012	1 519	49 530	1 498 215	244	6 390	186 479	5	44	2 116	1 768	1 688 296	(j)

(a) : y compris 803,46 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 63,24 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(b) : y compris 2 118,66 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) : y compris 758,10 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(d) : y compris 746,67 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(e) : y compris 3 018,86 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 1 347,81 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(f) : y compris 933,49 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

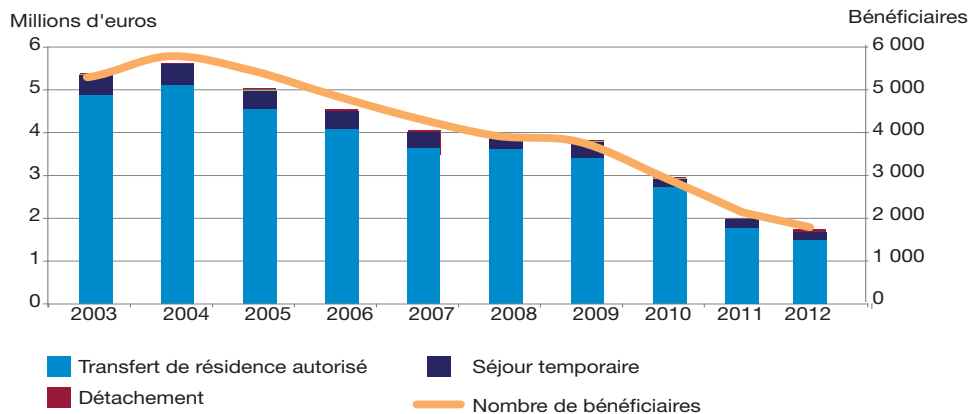
(g) : y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(h) : y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(i) : y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(j) : y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



• Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution fortement négative au cours de ces 10 dernières années (-65,8 % pour les premiers et -72,3 % pour les seconds).

• Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) suivent donc cette tendance très marquée à la baisse (-68,5 %), soit une diminution moyenne de 12 % par an.

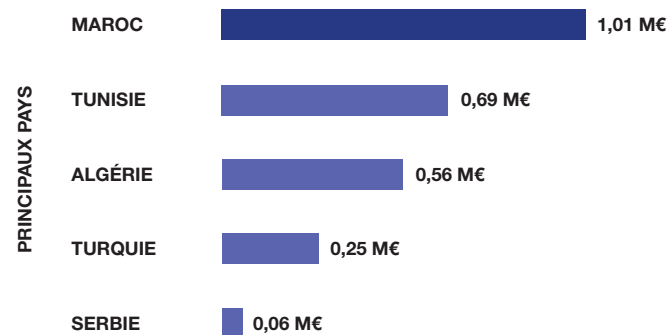
• En 2012, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent 88,7 % des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (91,5 % en 2003)

• L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

→ ACCORDS INTERNATIONAUX



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2012



	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTE DANS L'AUTRE PAYS			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	392	12 472	551 847	3	87	4 213	556 060
	ANDORRE	4	29	1 577	0	0	0	1 577
	BÉNIN	1	15	988	0	0	0	988
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	12	289	15 287	0	0	0	15 287
	CAMEROUN	4	117	5 262	0	0	0	5 262
	CAP-VERT	3	103	4 431	0	0	0	4 431
	CONGO	5	292	12 780	0	0	0	12 780
	CÔTE D'IVOIRE	2	90	6 317	0	0	0	6 317
	CROATIE	12	235	13 035	0	0	0	13 035
	GABON	0	0	0	0	0	0	0
	GUERNESEY	0	0	0	0	0	0	0
	ISRAËL	3	56	3 095	0	0	0	3 095
	JERSEY	0	0	0	0	0	0	0
	MACÉDOINE	3	89	4 396	0	0	0	4 396



**PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE
(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2012 (SUITE ET FIN)**

	PAYS	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTE DANS L'AUTRE PAYS			TOTAL DES MONTANTS (EUROS)
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	MADAGASCAR	5	112	3 688	0	0	0	3 688
	MALI	18	1 034	43 085	0	0	0	43 085
	MAROC	781	22 827	1 011 859	5	84	2 307	1 014 166
	MAURITANIE	0	0	0	0	0	0	0
	MONTÉNÉGR0	3	65	2 911	0	0	0	3 350 (1)
	NIGER	0	0	0	0	0	0	0
	QUÉBEC	11	221	11 241	1	116	5 467	16 707
	SÉNÉGAL	20	691	35 483	0	0	0	35 483
	SERBIE	40	1 118	57 496	0	0	0	57 496
	TOGO	1	31	2 466	0	0	0	2 466
	TUNISIE	452	14 622	678 171	6	221	11 669	689 840
	TURQUIE	180	5 374	248 863	4	90	3 632	252 495
	SOUS-TOTAL 2012	1 952	59 882	2 714 279	19	598	27 287	2 742 006 (1)
SOUS-TOTAL 2011	2 016	64 065	2 975 670	4	96	5 136	2 980 806	
% Évolution	-3,17	-6,53	-8,78	375,00	522,92	431,32	-8,01	
DECRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	2	56	2 216	0	0	0	2 216
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0	0	0	0	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2012	2	56	2 216	0	0	0	2 216
	SOUS-TOTAL 2011	2	51	2 971	0	0	0	2 971
% Évolution	0,00	9,80	-25,42	-	-	-	-25,42	
TOTAL 2012	1 954	59 938	2 716 495	19	598	27 287	2 744 222 (1)	
TOTAL 2011	2 018	64 116	2 978 641	4	96	5 136	2 983 777	
% Évolution	-3,17	-6,52	-8,80	375,00	522,92	431,32	-8,03	

(1) : y compris 439,65 € et 15 jours indemnisés pour 1 bénéficiaire dans la cadre d'un séjour temporaire au Monténégro.



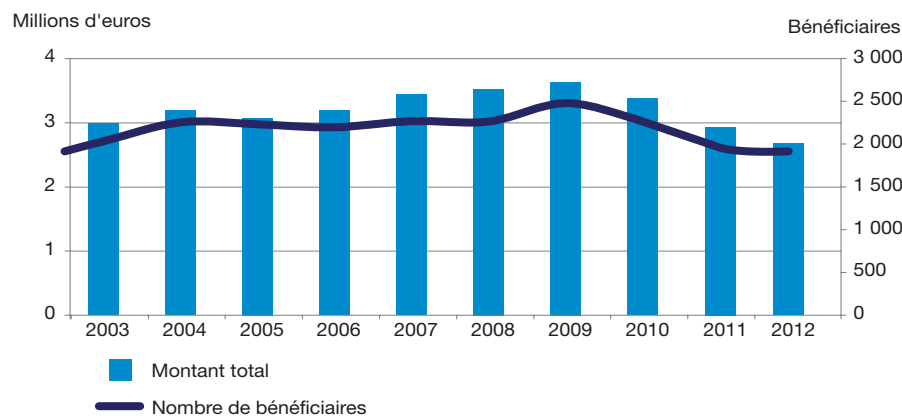
► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE)



ANNÉES	TRANSFERT DE RÉSIDENCE AUTORISÉ			RECHUTE DANS L'AUTRE PAYS			TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	2 016	78 664	2 983 604	5	188	6 249	2 021	2 989 853	
2004	2 242	83 788	3 193 558	2	41	1 463	2 244	3 195 021	6,86
2005	2 213	79 828	3 057 153	5	382	12 227	2 218	3 069 380	-3,93
2006	2 176	75 022	3 182 143	7	225	8 992	2 184	3 192 304	4,00
2007	2 249	78 401	3 420 149	8	593	22 025	2 257	3 442 174	(a) 7,83
2008	2 242	76 049	3 504 445	11	579	19 866	2 253	3 524 312	2,39
2009	2 460	81 791	3 618 265	8	265	13 791	2 468	3 632 056	3,06
2010	2 253	74 723	3 371 648	6	333	6 892	2 259	3 378 541	-6,98
2011	2 018	64 116	2 978 641	4	96	5 136	2 022	2 983 777	-11,68
2012	1 954	59 938	2 716 495	19	598	27 287	1 974	2 744 222	(b) -8,03

(a) : y compris 1169 € et 31 jours indemnisés pour 1 bénéficiaire dans le cadre d'un séjour temporaire au Congo
 (b) : y compris 439,65 € et 15 jours indemnisés pour 1 bénéficiaire dans le cadre d'un séjour temporaire au Monténégro

► MONTANTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES (ASSURANCES AT-MP) VERSÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre total de bénéficiaires a connu une évolution négative au cours de ces 10 dernières années, de l'ordre de 2,3%, toutefois moindre que les jours indemnisés (-23,2%).
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances AT-MP) ont baissé de 8,2%, soit une diminution annuelle moyenne de près de 1%.
- En 2012, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent la quasi totalité (98,99%) des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (cette part est restée quasi inchangée depuis 2003).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.





|||||
PARTIE 2

PRESTATIONS FAMILIALES



PRESTATIONS FAMILIALES

■ **SYNTHÈSE** 67 à 70

■ **RÈGLEMENTS EUROPÉENS**

→ Les paiements de prestations familiales françaises 71 à 74

■ **ACCORDS INTERNATIONAUX**

→ Les paiements de prestations familiales transférées par la France dans un pays ayant signé un accord international 75 à 79



PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER EN 2012 (RÉPARTITION PAR RÉGIME)



Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne

TYPES D'ACCORDS	RÉGIMES						TOTAL		
	GÉNÉRAL		AGRICOLE		AUTRES (1)		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	% DE RÉPARTITION
	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)			
RÈGLEMENTS EUROPÉENS	2 675	8 951 103	391	513 116	70	254 637	3 136	9 718 856	66,93%
ACCORDS INTERNATIONAUX	6 777	3 082 705	3 329	1 700 974	50	19 062	10 156	4 802 741	33,07%
TOTAL 2012	9 452	12 033 808	3 720	2 214 090	120	273 699	13 292	14 521 596	100,00%
TOTAL 2011	10 991	11 366 724	3 603	2 204 847	116	239 568	14 710	13 811 139	
% d'évolution	-14,00	5,87	3,25	0,42	3,45	14,25	-9,64	5,14	

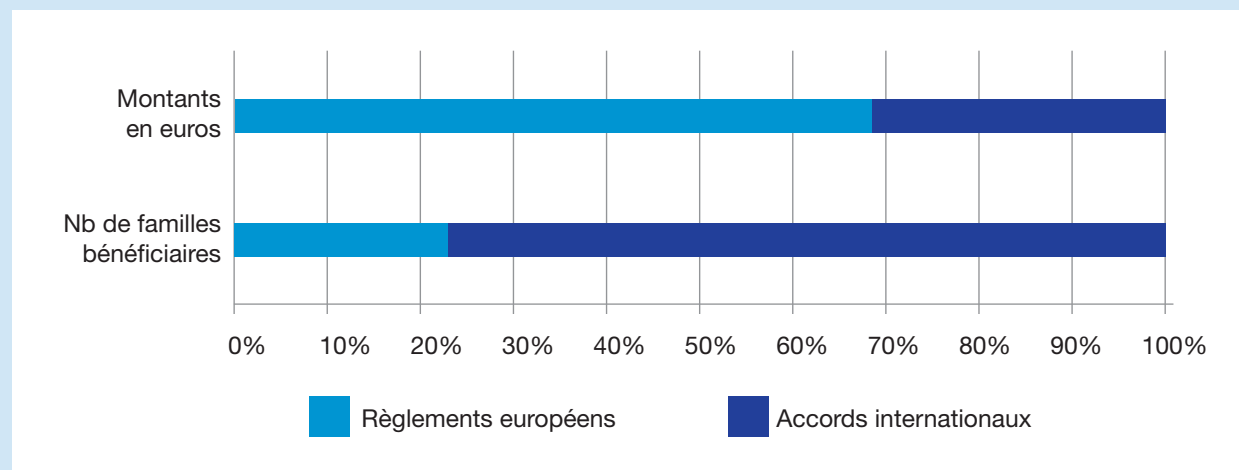
(1) **Autres régimes** : concerne les régimes suivants : assemblée nationale, marins et SNCF.

RÉPARTITION DU MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES POUR 2012 SELON LE TYPE D'ACCORD

i 14,52 MILLIONS D'EUROS :
montant total des prestations familiales transférées en 2012 par la France à l'étranger.

→ 66,93 % de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse

→ 3 136 familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 23,6% de l'effectif total.



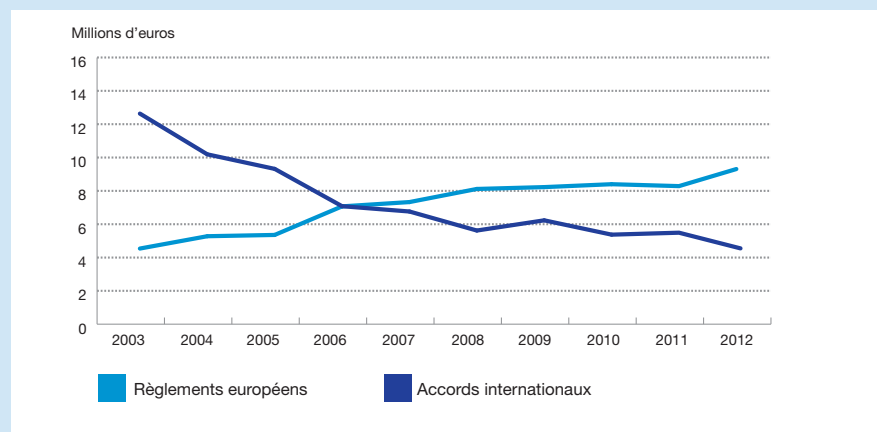
ÉVOLUTION DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER SUR 10 ANS



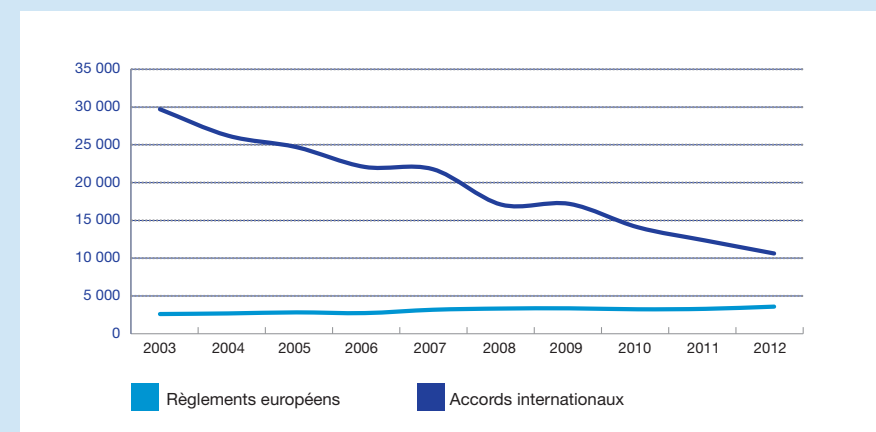
ANNÉES	RÈGLEMENTS EUROPÉENS			ACCORDS INTERNATIONAUX			TOTAL		
	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION	NB DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	% ÉVOLUTION
2003	2 155	4 544 874		29 316	12 632 341		31 471	17 177 215	
2004	2 236	5 284 193	16,27	25 799	10 188 265	-19,35	28 035	15 472 457	-9,92
2005	2 374	5 361 800	1,47	24 285	9 315 017	-8,57	26 659	14 676 816	-5,14
2006	2 283	6 182 216	15,30	21 655	7 075 157	-24,05	23 938	13 257 373	-9,67
2007	2 722	7 333 850	18,63	21 353	6 757 534	-4,49	24 075	14 091 385	6,29
2008	2 881	8 120 579	10,73	16 652	5 615 765	-16,90	19 533	13 736 344	-2,52
2009	2 912	8 231 650	1,37	16 741	6 227 524	10,89	19 653	14 459 174	5,26
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 651	2,21	14 710	13 811 139	0,27
2012	3 136	9 718 856	16,76	10 156	4 802 741	-12,48	13 292	14 521 596	5,14
Evolution sur 10 ans			113,84%				-61,98%		
Evolution annuelle moyenne			8,81%				-10,19%		

i Baisse de 15,46 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger (-1,85 % en moyenne par an). Les PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse sont néanmoins en hausse constante depuis 2003 (8,81 % par an soit 113,84 % sur 10 ans). On observe le phénomène inverse vers les pays ayant signé un accord international avec la France où les transferts de PF ont baissé de près de 62 % sur 10 ans.

MONTANTS DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



► RÉPARTITION EN 2012, PAR RÉGIONS FRANÇAISES, DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER

RÉGIONS	RÈGLEMENTS EUROPÉENS		ACCORDS INTERNATIONAUX		TOTAL	
	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS	NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT EN EUROS
ALSACE	235	706 949	0	0	235	706 949
AQUITAINE	153	489 827	432	243 146	585	732 974
AUVERGNE	6	12 932	1	912	7	13 845
BOURGOGNE	1	2 121	1	1 298	2	3 419
BRETAGNE	22	98 588	2	3 745	24	102 332
CENTRE	50	130 381	13	6 891	63	137 271
CHAMPAGNE-ARDENNES	37	92 050	1	1 835	38	93 885
CORSE	0	0	0	0	0	0
FRANCHE-COMTÉ	10	29 846	0	0	10	29 846
HAUTE-NORMANDIE	1	508	0	0	1	508
ILE DE FRANCE	195	588 014	4 255	2 065 667	4 450	2 653 681
LANGUEDOC-ROUSSILLON	82	218 656	185	99 374	267	318 030
LIMOUSIN	2	4 746	6	6 019	8	10 765
LORRAINE	49	151 711	928	356 996	977	508 708
MIDI-PYRÉNÉES	131	283 873	1 763	730 876	1 894	1 014 749
NORD-PAS DE CALAIS	1 131	3 744 881	1	276	1 132	3 745 157
PAYS DE LOIRE	303	925 923	6	8 590	309	934 513
PICARDIE	10	24 517	0	0	10	24 517
POITOU-CHARENTES	57	180 815	46	15 511	103	196 325
PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR	499	1 496 320	2 259	1 146 159	2 758	2 642 479
RHÔNE-ALPES	162	536 200	257	115 444	419	651 644
TOTAL	3 136	9 718 856	10 156	4 802 741	13 292	14 521 596



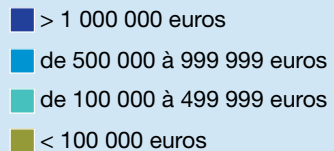
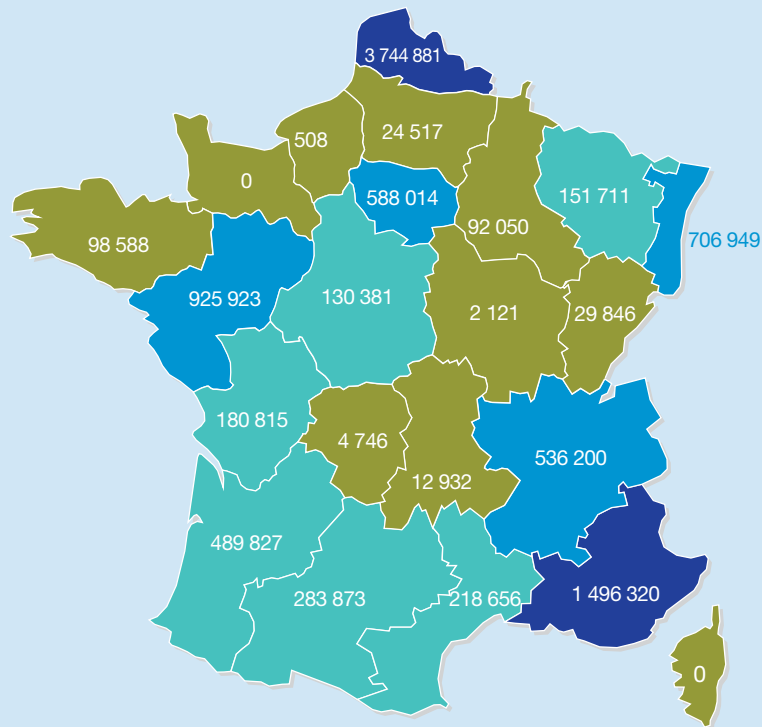
La région Nord-Pas de Calais arrive en tête des régions qui exportent des PF avec un montant légèrement supérieur à 3,7 millions d'euros (les paiements ont lieu en quasi-totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers la Belgique) .

La région Ile de France se positionne au 2^{ème} rang avec un montant de 2,65 millions d'euros de PF versées principalement vers les pays Hors UE-EEE-Suisse, suivie de près par la région PACA.

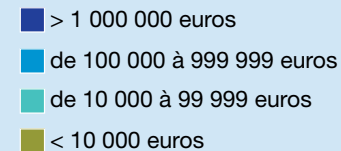
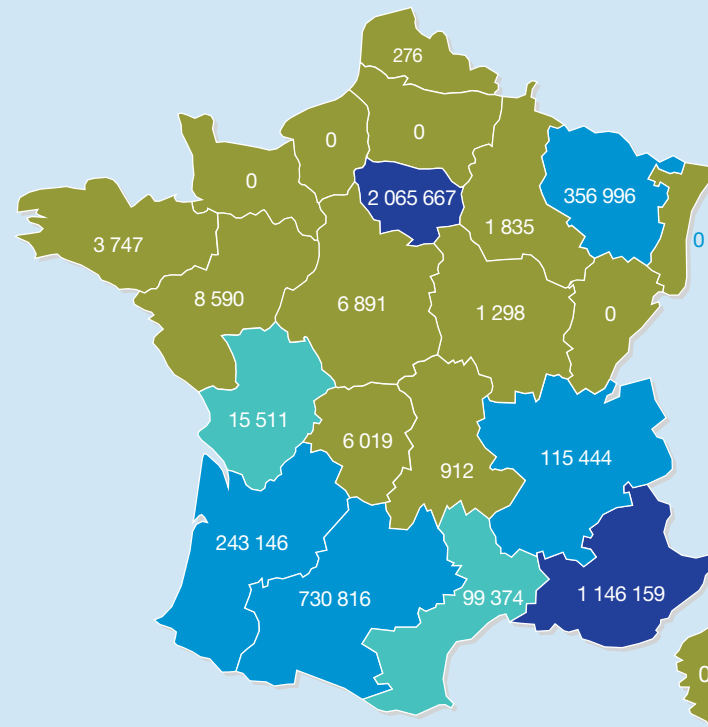
Il convient de noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Epinal et Saint-Quentin-en -Yvelines ont pris en charge les paiements à destination des pays hors règlements européens.



► LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS,
PAR RÉGIONS FRANÇAISES



► LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX,
PAR RÉGIONS FRANÇAISES



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Depuis le 1^{er} mai 2010, en matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n°883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n°987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résident sur le territoire d'un autre État membre.

Les dispositions des nouveaux règlements s'appliquent dès le 1^{er} mai 2010 à l'ensemble des 27 États membre de l'Union Européenne. Dans ces textes, les pensionnés dont les droits se limitaient auparavant aux seules allocations familiales lorsqu'ils résidaient sur le territoire d'un État membre autre que l'État où ils étaient titulaires d'une pension, ont des droits désormais alignés sur les droits de l'ensemble des catégories de personnes concernées.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre État membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'État compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'État compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un État déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre État membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

QUELLES SONT LES PRESTATIONS FAMILIALES EXPORTABLES ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

- ▶ des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- ▶ de la PAJE (allocation de base, complément de libre choix d'activité, complément du libre choix de mode de garde)
- ▶ du complément familial
- ▶ de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément
- ▶ de l'allocation de rentrée scolaire (ARS)
- ▶ de l'allocation de soutien familial (ASF)
- ▶ de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP)

NOTA BENE : Dans le cadre du droit communautaire le **complément différentiel** n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est précisée dans la décision n° 147 de la Commission administrative des Communautés européennes du 10 octobre 1990 : lorsque deux parents travaillent dans deux États membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre État est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'État de résidence des enfants est inférieur aux

prestations prévues par l'autre État, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

▶ QU'EN EST-IL MAINTENANT DES DROITS SPÉCIFIQUES DES ORPHELINS ?...

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du règlement 1408/71 limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

▶ ...ET DES PAYS MEMBRES DE L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE ÉCHANGE (AELE) ?

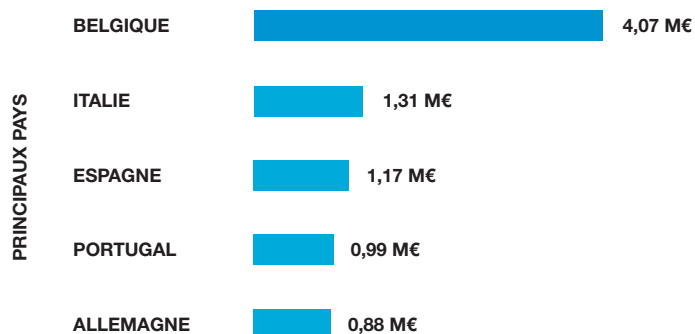
Les règlements (CE) n° 883/2004 et (CE) n° 987/2009 sont applicables dans les relations entre les États membres de l'Union Européenne et :

- la Suisse depuis le **1^{er} avril 2012**, sur la libre circulation des personnes ;
- la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein depuis le **1^{er} juin 2012**.

Au titre des règlements applicables aux pays de l'AELE en 2012, 2 catégories de personnes sont concernées par les prestations familiales :

- Les travailleurs ou chômeurs indemnisés en France dont la famille réside à l'étranger et les travailleurs détachés à l'étranger accompagnés de leur famille. Les dispositions juridiques prévues (au titre III, chapitre 7, articles 72 à 76 bis, du règlement n°1408/71 et au titre IV, chapitre 7, articles 85 à 88, du règlement n°574/72) sont les suivantes : lorsque le travailleur salarié ou non salarié, ou le chômeur, est assuré au titre de la législation d'un État membre alors que les membres de sa famille résident sur le territoire d'un autre État membre, les prestations familiales seront servies par l'institution d'affiliation, selon la législation qu'elle applique, comme si les membres de la famille résidaient sur son territoire (articles 73 et 74 du règlement).
- Les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et les orphelins. Le service des prestations fait l'objet de dispositions dans les règlements communautaires au titre III, chapitre 8, articles 77 à 79 bis du règlement 1408/71 et au titre IV, chapitre 8, articles 90 à 92 du règlement n°574/72. Le titulaire d'une ou plusieurs pensions bénéficie des allocations familiales pour ses enfants à charge (article 77). Des dispositions sont également prévues sur les prestations d'orphelins (article 78 du règlement).

► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2012



PAYS	PF VERSÉES AUX PERSONNES* OCCUPÉES EN FRANCE (FAMILLES À L'ÉTRANGER) OU DÉTACHÉES À L'ÉTRANGER ET ACCOMPAGNÉES DE LEUR FAMILLE		PF VERSÉES AUX ORPHELINS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
ALLEMAGNE	275	873 972	3	9 420	278	883 392
AUTRICHE	13	9 671	0	0	13	9 671
BELGIQUE	1 238	4 070 295	0	0	1 238	4 070 295
BULGARIE	8	26 403	0	0	8	26 403
CHYPRE	0	0	0	0	0	0
DANEMARK	1	3 513	0	0	1	3 513
ESPAGNE	557	1 161 558	4	7 102	561	1 168 660
ESTONIE	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	4	14 852	0	0	4	14 852
GRÈCE	11	48 846	0	0	11	48 846
HONGRIE	16	57 348	1	1 976	17	59 324



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2012 (SUITE ET FIN)

PAYS	PF VERSÉES AUX PERSONNES* OCCUPÉES EN FRANCE (FAMILLES À L'ÉTRANGER) OU DÉTACHÉES À L'ÉTRANGER ET ACCOMPAGNÉES DE LEUR FAMILLE		PF VERSÉES AUX ORPHELINS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
IRLANDE	10	25 117	0	0	10	25 117
ISLANDE	0	0	0	0	0	0
ITALIE	321	1 307 623	1	2 289	322	1 309 912
LETTONIE	0	0	0	0	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0
LITUANIE	2	23 318	0	0	2	23 318
LUXEMBOURG	10	14 540	1	88	11	14 628
MALTE	1	1 525	0	0	1	1 525
NORVÈGE	6	13 645	0	0	6	13 645
PAYS-BAS	14	41 516	0	0	14	41 516
POLOGNE	151	581 510	3	11 839	154	593 349
PORTUGAL	342	968 885	4	16 841	346	985 726
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10	23 489	0	0	10	23 489
ROUMANIE	20	71 069	0	0	20	71 069
ROYAUME-UNI	49	156 808	0	0	49	156 808
SLOVAQUIE	5	11 142	0	0	5	11 142
SLOVENIE	0	0	0	0	0	0
SUÈDE	3	5 848	0	0	3	5 848
SUISSE	52	156 807	0	0	52	156 807
TOTAL 2012	3 119	9 669 300	17	49 556	3 136	9 718 856
TOTAL 2011	2 836	8 303 678	8	19 811	2 844	8 323 488
<i>% d'évolution</i>	<i>9,98</i>	<i>16,45</i>	<i>112,50</i>	<i>150,15</i>	<i>10,27</i>	<i>16,76</i>

* (Travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers).



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS FAMILIALES



ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	MONTANT ANNUEL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	2 155		4 544 874	
2004	2 236	3,76	5 239 907	15,29
2005	2 374	6,17	5 361 800	2,33
2006	2 283	-3,83	6 182 216	15,30
2007	2 722	19,23	7 333 850	18,63
2008	2 881	5,84	8 120 579	10,73
2009	2 912	1,08	8 231 650	1,37
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 136	10,27	9 718 856	16,76

i En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays (UE-EEE-Suisse) a plus que doublé (augmentation de 113,8 %), avec un taux d'accroissement moyen annuel de 8,8 %.

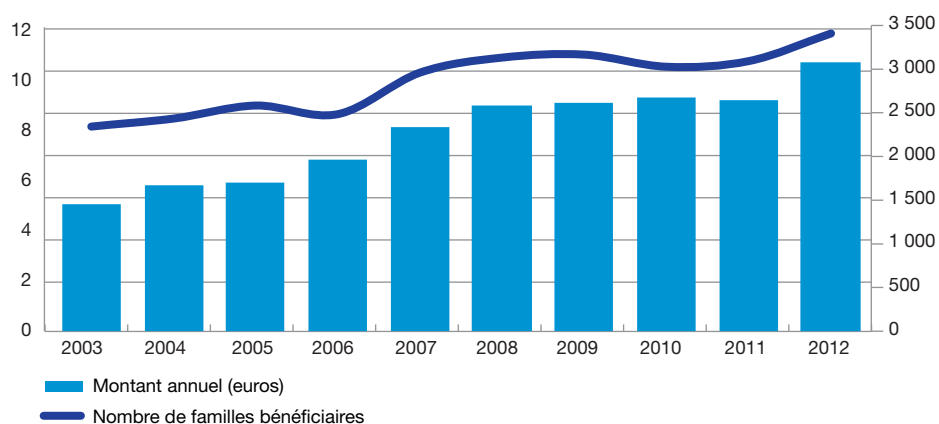
Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires, quant à lui, n'a augmenté que de 45,5 %. Depuis 2003, on constate une hausse continue (sauf en 2006 et 2010) : 2155 familles bénéficiaient de prestations en 2003 contre 3136 en 2012

► PRESTATIONS FAMILIALES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



Millions d'euros

Bénéficiaires



ACCORDS INTERNATIONAUX

I - LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS EN FRANCE

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

► SYSTÈME DE LA PARTICIPATION

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : **Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.**

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

NB : L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

► SYSTÈME DES INDEMNITÉS POUR CHARGES DE FAMILLES (I.C.F.) OU ALLOCATIONS TRANSFÉRABLES

Ce système est utilisé dans les relations avec **le Maroc, la Tunisie et la Turquie, Andorre, Monaco, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Croatie, la Serbie et le Monténégro.**

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne

assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

► COMMENT CALCULER LE NOMBRE THÉORIQUE DE FAMILLES DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN FRANCE ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la méthode algébrique ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager **un nombre théorique de familles.**

► LE TABLEAU CI-DESSOUS RÉSUME LES MODALITÉS DE TRANSFERT DES PRESTATIONS FAMILIALES CONVENTIONNELLES

PAYS DE RÉSIDENCE DE LA FAMILLE	CARACTÈRE DE LA PRESTATION	CAISSE FAMILIALE FRANÇAISE	ORGANISME DE LIAISON ÉTRANGER	FAMILLES	TYPE DE TRANSFERT
ALGÉRIE	Participation aux A.F.	----->	CNSS Alger	----->	semi-direct
BENIN		----->	CNSS Cotonou	----->	semi-direct
CAP-VERT		----->	INPS Praia	----->	semi-direct
CONGO		----->	CNSS Brazaville	----->	semi-direct
CÔTE D'IVOIRE		----->	CNPS Abidjan	----->	semi-direct
GABON		----->	CNSS Libreville	----->	semi-direct
MADAGASCAR		----->	CNPS Antananarivo	----->	semi-direct
MALI		----->	INPS Bamako	----->	semi-direct
MAURITANIE		----->	CNSS Nouakchott	----->	semi-direct
NIGER		----->	CNSS Niamey	----->	semi-direct
SÉNÉGAL		----->	CNSS Dakar	----->	semi-direct
TOGO		----->	CNSS Lomé	----->	semi-direct
MAROC, TUNISIE ET TURQUIE, ANDORRE, MONACO, BOSNIE-HERZÉGOVINE, CROATIE, MACÉDOINE, MONTÉNÉGRO ET SERBIE	I.C.F. Allocations transférables	----->	----- -----	----->	direct

II - LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

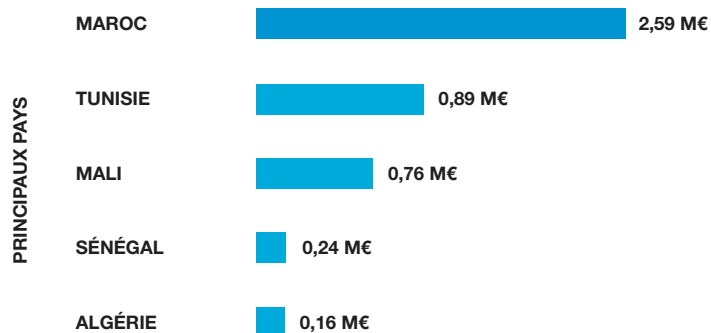
La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir chapitre ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

Généralement, les prestations servies dans cette situation sont : les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants : **Cameroun, Corée, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Mayotte, Nouvelle Calédonie, Polynésie Française et Saint-Pierre-et-Miquelon**, ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).



► PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2012



	PAYS	PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS/ CHÔMEURS OCCUPÉS EN FRANCE - FAMILLES À L'ÉTRANGER		PF VERSÉES AUX ENFANTS À CHARGE DE TITULAIRES DE RENTES AT-MP		PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS DÉTACHÉS ACCOMPAGNÉS DE LEUR FAMILLE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	953	153 081	18	1 717	1	8 167	972	162 965
	ANDORRE	0	0			4	6 331	4	6 331
	BÉNIN	0	0			0	0	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	3	1 426			0	0	3	1 426
	CAMEROUN					0	0	0	0
	CAP-VERT	6	1 386			0	0	6	1 386
	CONGO	7	373			0	0	7	373
	CORÉE					1	635	1	635
	CÔTE D'IVOIRE	34	1 971			1	5 631	35	7 602
	CROATIE	0	0			0	0	0	0
	GABON	0	0			0	0	0	0
	JAPON					0	0	0	0
	JERSEY					0	0	0	0
	MACÉDOINE	0	0			0	0	0	0
MADAGASCAR	0	0			0	0	0	0	



PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2012 (SUITE ET FIN)



	PAYS	PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS/ CHÔMEURS OCCUPÉS EN FRANCE - FAMILLES À L'ÉTRANGER		PF VERSÉES AUX ENFANTS À CHARGE DE TITULAIRES DE RENTES AT-MP		PF VERSÉES AUX TRAVAILLEURS DÉTACHÉS ACCOMPAGNÉS DE LEUR FAMILLE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MALI	1 918	757 094			1	376	1 919	757 470
	MAROC	4 177	2 570 646			10	23 450	4 187	2 594 096
	MAURITANIE	49	4 788			0	0	49	4 788
	MONACO	0	0					0	0
	MONTÉNÉGRO	1	1 372			0	0	1	1 372
	NIGER	0	0			0	0	0	0
	PHILIPPINES					1	1 528	1	1 528
	QUÉBEC					1	1 835	1	1 835
	SÉNÉGAL	756	235 042			1	1 655	757	236 697
	SERBIE	0	0			0	0	0	0
	TOGO	2	334			0	0	2	334
	TUNISIE	1 888	880 027			3	10 245	1 891	890 272
	TURQUIE	319	132 719			1	912	320	133 631
	SOUS-TOTAL 2012	10 113	4 740 258	18	1 717	25	60 765	10 156	4 802 741
	SOUS-TOTAL 2011	11 830	5 447 690	20	2 560	16	37 401	11 866	5 487 650
<i>% d'évolution</i>	<i>-14,51</i>	<i>-12,99</i>	<i>-10,00</i>	<i>-32,92</i>	<i>56,25</i>	<i>62,47</i>	<i>-14,41</i>	<i>-12,48</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE					0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE					0	0	0	0
	POLYNÉSIE FRANÇAISE					0	0	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2012	-	-	-	-	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	-	-	-	-	0	0	0	0
<i>% d'évolution</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2012	10 113	4 740 258	18	1 717	25	60 765	10 156	4 802 741	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	11 830	5 447 690	20	2 560	16	37 401	11 866	5 487 650	
<i>% d'évolution</i>	<i>-14,51</i>	<i>-12,99</i>	<i>-10,00</i>	<i>-32,92</i>	<i>56,25</i>	<i>62,47</i>	<i>-14,41</i>	<i>-12,48</i>	



► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PRESTATIONS FAMILIALES

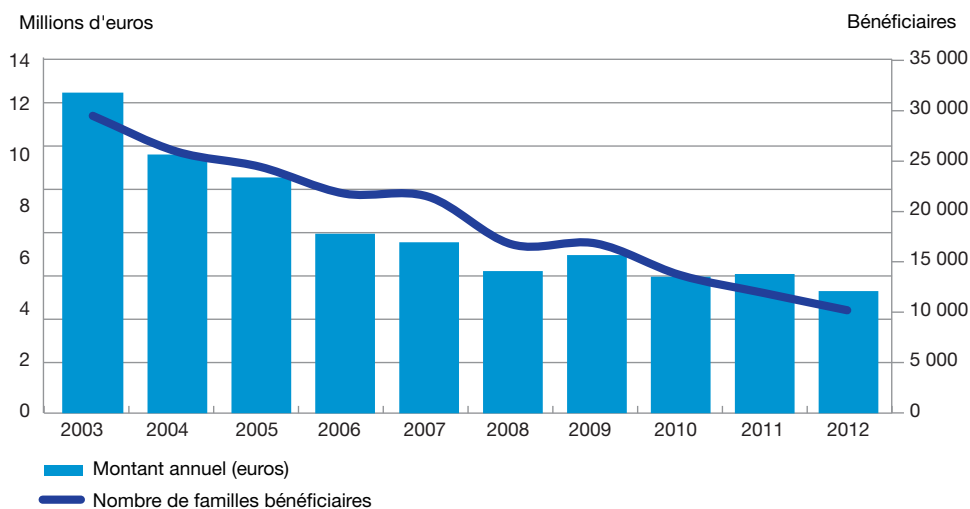
ANNÉES	NOMBRES DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES	% ÉVOLUTION	MONTANT ANNUEL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	29 316		12 632 341	
2004	25 799	-12,00	10 188 265	-19,35
2005	24 285	-5,87	9 315 017	-8,57
2006	21 656	-10,83	7 075 537	-24,04
2007	21 353	-1,40	6 757 486	-4,50
2008	16 652	-22,02	5 615 745	-16,90
2009	16 741	0,53	6 227 549	10,89
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 866	-13,02	5 487 650	2,21
2012	10 156	-14,41	4 802 741	-12,48



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays ayant signé un accord international a diminué de près de 62 %, avec un taux de décroissement moyen annuel de 10,2 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a quant à lui baissé de 65,4 %.

► PRESTATIONS FAMILIALES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES





PARTIE 3

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

■ AVANT PROPOS	83
■ SYNTHÈSE	84 à 86
■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS	
→ Les paiements des rentes d'accident du travail	87 à 89
→ Les paiements des pensions d'invalidité	90 à 92
→ Les paiements des pensions de vieillesse	93 à 95
→ Les paiements des allocations de retraite complémentaire	96 à 100
→ Les paiements des allocations de veuvage	101 à 102
→ Les paiements des allocations de décès	103 à 104
■ ACCORDS INTERNATIONAUX	
→ Les paiements des rentes d'accident du travail	105 à 107
→ Les paiements des pensions d'invalidité	108 à 110
→ Les paiements des pensions de vieillesse	111 à 113
→ Les paiements des allocations de retraite complémentaire	114 à 118
→ Les paiements des allocations de veuvage	119 à 120
→ Les paiements des allocations de décès	121 à 122
■ PAYS HORS CONVENTIONS	
→ L'évolution de l'ensemble des pensions, rentes et allocations	123 à 124





Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, les paiements de rentes d'accidents du travail, de pensions d'invalidité et de pensions de vieillesse et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

Cependant, quel que soit le pays de résidence hors de France, le pensionné ou rentier peut demander que le virement des pensions ou de rentes françaises se fasse sur un compte de "non-résident" ouvert dans un établissement financier français.

Aucune disposition des accords internationaux ne s'opposant à une telle pratique, les institutions débitrices de pensions et rentes sont amenées à effectuer de plus en plus de tels paiements.

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale et non les montants dus au titre de 2012. En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2012.

Le Cleiss a donc voulu connaître l'ampleur de ce phénomène et collecte depuis plusieurs années les statistiques des paiements de pensions, rentes et allocations effectués à des bénéficiaires résidant à l'étranger, selon les deux modes de paiement suivants :

- transfert à l'étranger (par mandat international ou versement sur un compte à l'étranger)
- versement sur un compte de non-résident en France.

Les statistiques qui suivent, sont présentées en trois parties:

- celles concernant les Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des **règlements européens**
- celles des pays ayant signé une **convention bilatérale** avec la France ou un **accord de coordination** avec la métropole (Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon)
- Celles relatives aux **pays hors conventions**.



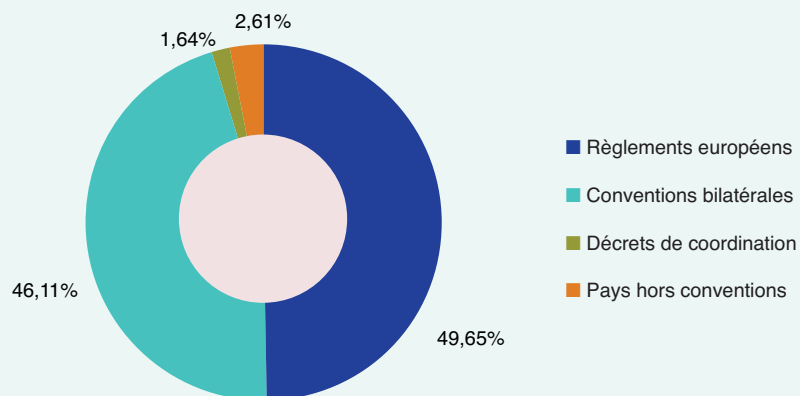
SYNTHÈSE

PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS VERSÉS À DES BÉNÉFICIAIRES RÉSIDANT À L'ÉTRANGER EN 2012



TYPES D'ACCORDS	RENTE AT	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	ALLOCATION DE DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)
Règlements Européens	88 657 454	17 646 834	2 211 823 296	800 331 708	948 161	175 669	3 119 583 122
Conventions Bilatérales	70 344 533	6 257 330	2 219 952 723	585 506 963	14 496 199	157 151	2 896 714 899
Décrets de coordination	49 654	133 585	28 014 558	74 592 240	0	0	102 790 037
Pays hors conventions	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713
TOTAL 2012	160 066 778	24 859 155	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 825 771
TOTAL 2011	170 756 799	25 089 784	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 103 463
% évolution	-6,26	-0,92	3,45	-0,94	-3,04	-19,73	2,04

RÉPARTITION DES PAIEMENTS 2012 PAR TYPE D'ACCORD



En 2012, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,28 milliards d'euros soit une augmentation de 125,7 millions d'euros par rapport à 2011.

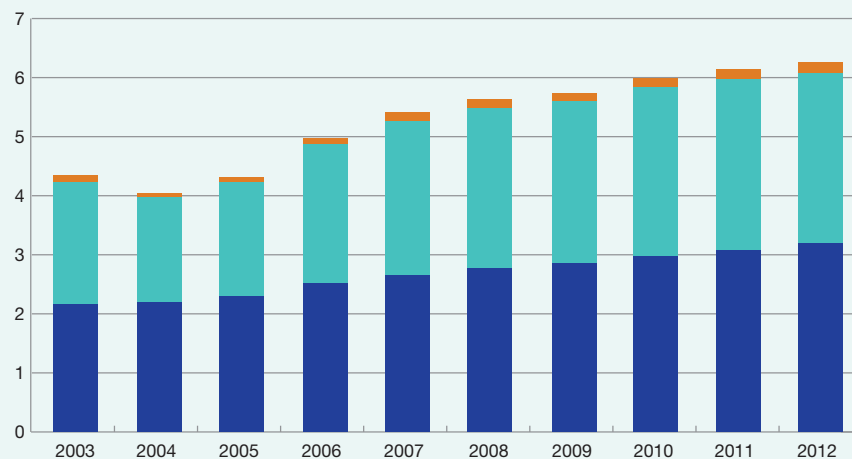


ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS (TOUT TYPE D'ACCORD)

ANNÉE	RENTE AT	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	ALLOCATION DE DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	147 707 930	36 668 058	3 180 981 727	953 794 404	26 585 923	366 902	4 346 104 945	
2004	152 261 564	34 243 611	2 807 998 719	1 027 746 133	32 364 021	401 907	4 055 015 955	-6,70
2005	135 267 183	32 657 151	3 011 481 970	1 115 576 308	23 945 544	478 159	4 319 406 315	6,52
2006	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 026 488	395 795	4 976 483 983	15,21
2007	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 506 987	338 663	5 415 631 013	8,82
2008	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 124 829	418 853	5 645 564 756	4,25
2009	182 410 812	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 753 394 005	1,91
2010	183 670 962	24 685 300	4 269 767 635	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 005 789 372	4,39
2011	170 756 799	25 089 784	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 103 463	2,52
2012	160 066 778	24 859 155	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 825 771	2,04

MONTANTS DES PAIEMENTS DE RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS EFFECTUÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES

Milliards d'euros



■ Pays hors conventions
■ Accords internationaux (conventions et décrets)
■ Règlements européens

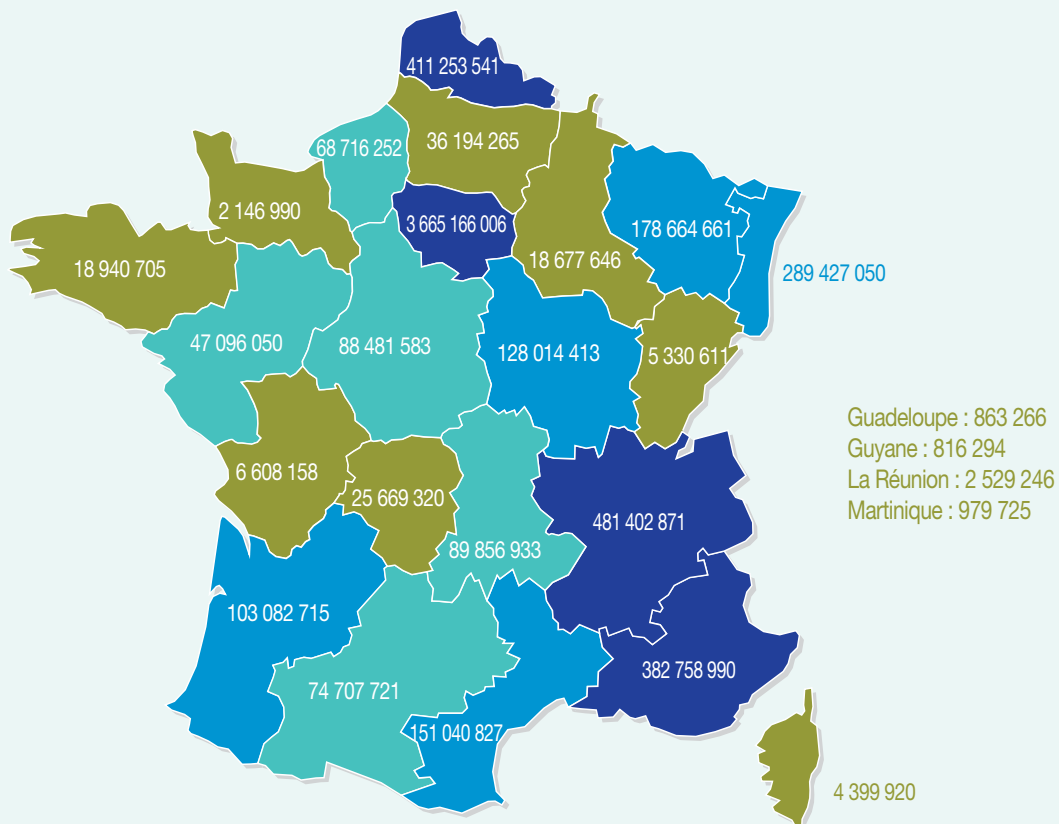


Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50,5 % des montants totaux distribués. Sur cette même période, 47,1 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux. Le reste, 2,4 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.



► PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS PAR RÉGIONS FRANÇAISES (TOUT TYPE D'ACCORD)

? PLUS DE DÉTAILS



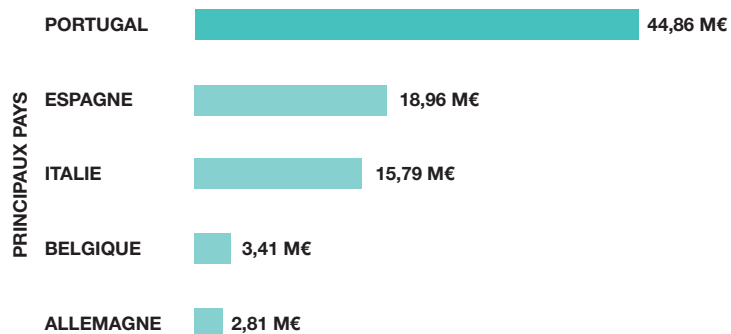
i La région Île de France arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec 58,34 % du montant total versé. La région Rhône-Alpes, 2^{ème} de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 7,66 % suivi par la région Nord-Pas de Calais (6,55 %).

- > 300 000 000 euros
- de 100 000 000 à 300 000 000 euros
- de 50 000 000 à 99 999 999 euros
- < 60 000 000 euros



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

► PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2012



PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	486	1 385 987	94	1 421 763	580	2 807 750
AUTRICHE	13	34 211	4	39 736	17	73 947
BELGIQUE	810	1 864 659	125	1 546 317	935	3 410 976
BULGARIE	3	12 585	1	191	4	12 776
CHYPRE	0	0	0	0	0	0
DANEMARK	4	10 887	0	0	4	10 887
ESPAGNE	5 767	14 840 314	375	4 123 939	6 142	18 964 253
ESTONIE	0	0	3	34 057	3	34 057
FINLANDE	1	891	0	0	1	891
GRÈCE	32	95 080	5	62 166	37	157 246
HONGRIE	23	54 893	1	11 695	24	66 589
IRLANDE	13	33 079	0	0	13	33 079
ISLANDE	0	0	0	0	0	0
ITALIE	3 254	10 729 770	378	5 061 152	3 632	15 790 922
LETTONIE	2	12 543	0	0	2	12 543



► PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2012 (SUITE ET FIN)



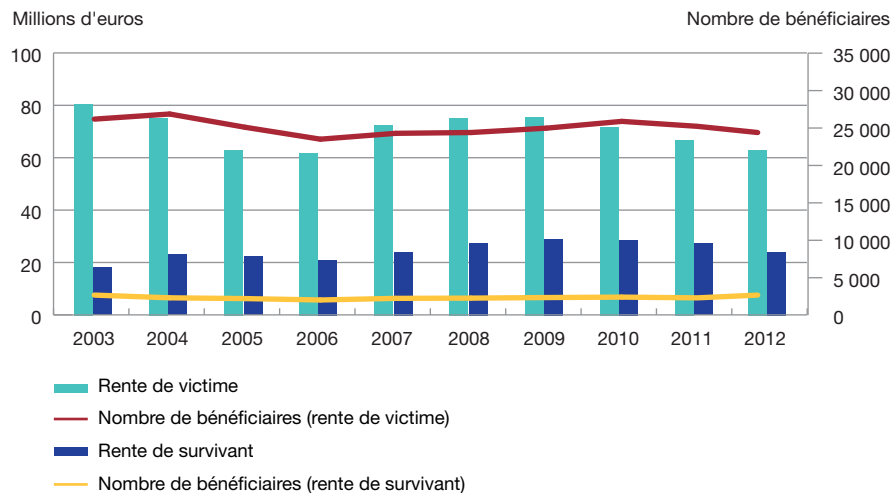
PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
LIECHTENSTEIN	0	0	0	0	0	0
LITUANIE	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	98	246 249	10	135 481	108	381 730
MALTE	0	0	0	0	0	0
NORVÈGE	1	1 603	1	13 300	2	14 903
PAYS-BAS	41	67 316	1	23 966	42	91 283
POLOGNE	62	174 896	32	312 434	94	487 329
PORTUGAL	12 863	32 555 276	1 115	12 303 231	13 978	44 858 507
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10	56 884	0	0	10	56 884
ROUMANIE	9	22 714	1	2 883	10	25 597
ROYAUME-UNI	75	162 641	29	358 920	104	521 560
SLOVAQUIE	2	2 413	1	13 864	3	16 278
SLOVÉNIE	15	46 000	1	13 629	16	59 628
SUÈDE	12	27 808	1	35 567	13	63 375
SUISSE	163	387 118	22	317 345	185	704 464
TOTAL 2012	23 759	62 825 818	2 200	25 831 636	25 959	88 657 454
TOTAL 2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369
<i>% évolution</i>	<i>-5,93</i>	<i>-5,98</i>	<i>-3,04</i>	<i>-4,75</i>	<i>-5,69</i>	<i>-5,63</i>



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE RENTES D'AT-MP

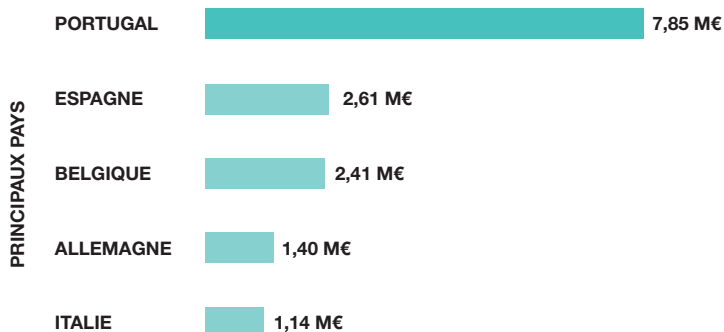
ANNÉES	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	26 156	80 383 592	2 637	18 015 296	28 793	98 398 888	
2004	26 840	74 820 915	2 273	22 715 156	29 113	97 536 071	-0,88
2005	25 072	62 348 687	2 170	22 088 724	27 242	84 437 412	-13,43
2006	23 478	60 835 300	1 983	20 773 192	25 461	81 608 492	-3,35
2007	24 260	72 152 998	2 200	23 911 304	26 460	96 064 302	17,71
2008	24 368	74 713 079	2 232	27 281 752	26 600	101 994 831	6,17
2009	24 951	75 005 121	2 308	29 134 734	27 259	104 139 855	2,10
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 759	62 825 818	2 200	25 831 636	25 959	88 657 454	-5,63

RENTES D'AT-MP ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 9,8% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 1,14% (pour le montant global des rentes, respectivement : - 10,3% sur la décennie et -1,15% par an).
- Le nombre de titulaires d'une rente de victime présente une tendance à la baisse moins marquée que ceux d'une rente de survivant, soit respectivement : -9,2% et - 16,6%.
- Sur la période, les paiements des rentes de victime ont diminué, en moyenne, de 2,7% par an ; les rentes de survivants, au contraire, se sont accrues de 4% par an.

► PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2012



PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	661	1 346 563	9	50 885	670	1 397 449
AUTRICHE	35	61 787	1	6 653	36	68 440
BELGIQUE	319	2 226 266	33	182 468	352	2 408 734
BULGARIE	1	11 933	0	0	1	11 933
CHYPRE	0	0	0	0	0	0
DANEMARK	9	19 618	0	0	9	19 618
ESPAGNE	406	2 541 403	11	63 941	417	2 605 344
ESTONIE	0	0	0	0	0	0
FINLANDE	12	26 770	1	3 967	13	30 737
GRÈCE	10	53 536	0	0	10	53 536
HONGRIE	0	0	1	1 528	1	1 528
IRLANDE	5	46 385	0	0	5	46 385
ISLANDE	1	9 596	0	0	1	9 596
ITALIE	210	1 069 398	14	69 154	224	1 138 552
LETONIE	0	0	0	0	0	0



► PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2012 (SUITE ET FIN)

PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
LIECHTENSTEIN	4	4 978	0	0	4	4 978
LITUANIE	0	0	0	0	0	0
LUXEMBOURG	147	462 912	0	0	147	462 912
MALTE	1	16 241	0	0	1	16 241
NORVÈGE	9	21 700	0	0	9	21 700
PAYS-BAS	7	36 386	1	5 923	8	42 308
POLOGNE	30	179 283	1	8 371	31	187 655
PORTUGAL	1 670	7 804 044	12	48 622	1 682	7 852 666
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	4	10 303	0	0	4	10 303
ROUMANIE	0	0	0	0	0	0
ROYAUME-UNI	28	190 738	4	32 335	32	223 073
SLOVAQUIE	3	6 156	0	0	3	6 156
SLOVÉNIE	3	4 863	0	0	3	4 863
SUÈDE	30	65 149	0	0	30	65 149
SUISSE	255	912 569	7	44 410	262	956 979
TOTAL 2012	3 860	17 128 576	95	518 258	3 955	17 646 833
TOTAL 2011	4 019	17 293 657	103	589 561	4 122	17 883 218
<i>% évolution</i>	<i>-3,96</i>	<i>-0,95</i>	<i>-7,77</i>	<i>-12,09</i>	<i>-4,05</i>	<i>-1,32</i>

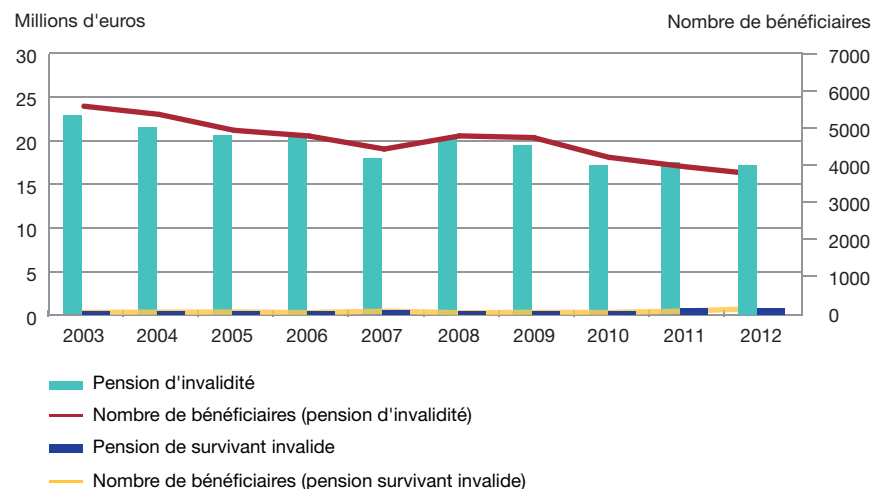


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PENSIONS D'INVALIDITÉ



ANNÉES	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	5 650	22 820 532	89	370 133	5 739	23 190 665	
2004	5 429	21 417 833	94	388 321	5 523	21 806 154	-5,97
2005	4 999	20 579 936	98	409 134	5 097	20 989 070	-3,75
2006	4 846	20 113 844	83	372 042	4 929	20 485 886	-2,40
2007	4 496	17 995 696	124	465 627	4 620	18 461 323	-9,88
2008	4 849	20 065 838	78	392 524	4 927	20 458 362	10,82
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	-4,27
2010	4 271	16 758 649	85	449 064	4 356	17 207 714	-12,14
2011	4 019	17 293 657	103	589 561	4 122	17 883 218	3,93
2012	3 860	17 128 576	95	518 258	3 955	17 646 833	-1,32

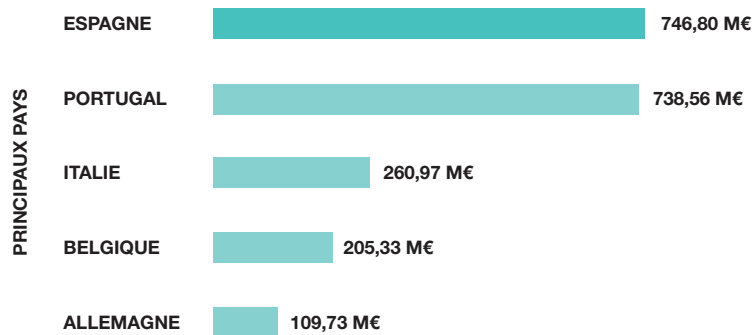
► PENSIONS D'INVALIDITÉ ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 31,09% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 4,05%.
- Le montant global quant à lui a également diminué de près de 24% sur la même période, soit une baisse annuelle moyenne proche de 3%.
- Sur l'ensemble de la décennie, la part des pensions de survivant invalide demeure très faible par rapport au total des paiements des pensions d'invalidité : près de 3 % en 2012 et 1,6 % en 2003.



▶ PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2012



PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	44 645	82 346 360	17 908	27 381 247	62 553	109 727 607
AUTRICHE	2 073	4 102 570	388	653 219	2 461	4 755 789
BELGIQUE	52 254	170 016 267	17 919	35 314 669	70 173	205 330 936
BULGARIE	139	499 403	29	75 361	168	574 764
CHYPRE	60	292 633	2	6 958	62	299 591
DANEMARK	518	1 119 750	24	63 155	542	1 182 906
ESPAGNE	279 686	648 562 537	70 992	98 241 186	350 678	746 803 722
ESTONIE	7	60 525	2	24 618	9	85 143
FINLANDE	236	458 426	10	27 013	246	485 439
GRÈCE	1 927	6 158 062	345	885 395	2 272	7 043 456
HONGRIE	426	2 025 458	80	191 084	506	2 216 542
IRLANDE	286	879 206	16	27 638	302	906 843



► PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2012 (SUITE ET FIN)



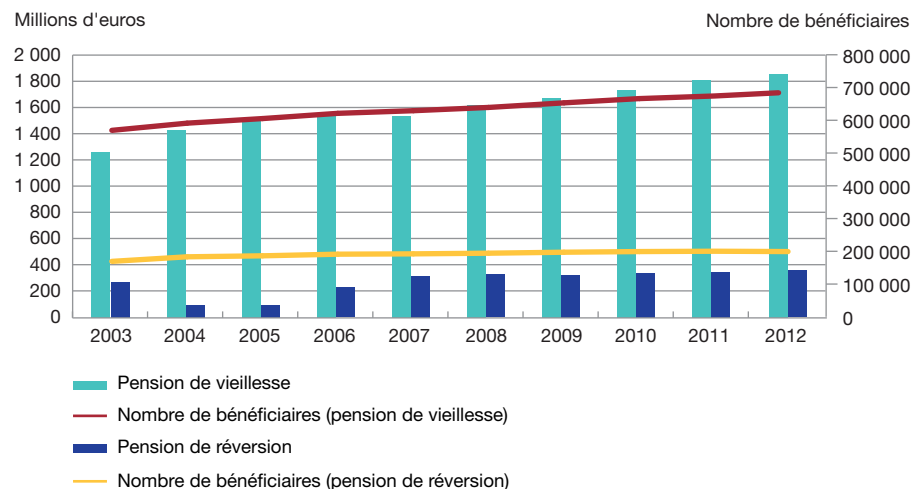
PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ISLANDE	7	22 994	0	0	7	22 994
ITALIE	94 452	189 596 628	43 451	71 374 289	137 903	260 970 917
LETTONIE	8	46 805	1	1 539	9	48 344
LIECHTENSTEIN	36	94 907	9	13 822	45	108 729
LITUANIE	12	50 007	3	5 370	15	55 377
LUXEMBOURG	3 683	12 617 547	842	1 825 761	4 525	14 443 308
MALTE	42	226 627	2	5 195	44	231 822
NORVÈGE	338	782 470	9	16 986	347	799 456
PAYS-BAS	3 424	6 273 112	384	641 278	3 808	6 914 390
POLOGNE	3 603	8 290 398	4 582	7 750 525	8 185	16 040 923
PORTUGAL	161 972	640 081 386	43 760	98 479 156	205 732	738 560 542
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	298	991 436	184	297 494	482	1 288 930
ROUMANIE	243	1 080 012	34	123 310	277	1 203 323
ROYAUME-UNI	8 018	17 972 881	608	1 457 177	8 626	19 430 058
SLOVAQUIE	137	361 728	190	175 453	327	537 180
SLOVÉNIE	624	1 769 619	289	515 367	913	2 284 986
SUÈDE	1 342	2 756 448	78	168 579	1 420	2 925 027
SUISSE	21 321	63 287 399	1 241	3 256 850	22 562	66 544 250
TOTAL 2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296
TOTAL 2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075
% Évolution	0,65	2,58	0,24	2,26	0,55	2,53



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PENSIONS DE VIEILLESSE

ANNÉES	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	572 433	1 270 761 080	171 950	270 684 052	744 383	1 541 445 133	
2004	594 220	1 442 426 400	186 713	95 699 155	780 933	1 538 125 554	-0,22
2005	608 673	1 513 381 775	189 809	98 036 786	798 482	1 611 418 561	4,77
2006	624 785	1 570 456 469	194 827	229 897 893	819 612	1 800 354 362	11,72
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	827 876	1 865 259 669	3,61
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	840 335	1 951 902 072	4,65
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	2,49
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53

PENSIONS DE VIEILLESSE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES

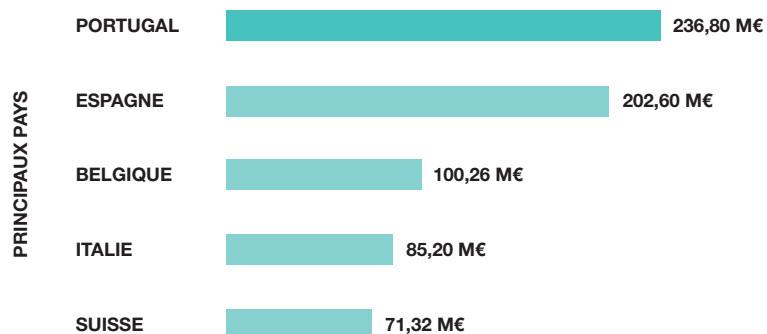


• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de près de 19% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,9% (pour le montant global des pensions, respectivement : + 43,4% sur la décennie et + 4% par an).

• Les titulaires d'une pension de vieillesse présentent quasiment la même tendance à la hausse que les titulaires d'une pension de réversion, entre 18 et 19%.

• Sur la période, les paiements des pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 4,3% par an et les pensions de réversion de 2,8% par an.

► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2012



PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	18 041	31 590 052	6 485	8 353 839	24 526	39 943 891
AUTRICHE	890	2 521 163	240	700 293	1 130	3 221 456
BELGIQUE	35 532	79 958 531	14 904	20 298 191	50 436	100 256 722
BULGARIE	112	273 949	34	49 760	146	323 709
CHYPRE	78	555 455	9	27 510	87	582 965
DANEMARK	410	864 614	73	280 704	483	1 145 318
ESPAGNE	125 917	170 823 731	34 322	31 780 975	160 239	202 604 706
ESTONIE	5	7 019	5	5 650	10	12 669
FINLANDE	178	373 295	31	75 726	209	449 021
GRÈCE	1 459	3 641 598	426	918 422	1 885	4 560 020
HONGRIE	328	865 256	103	155 058	431	1 020 314
IRLANDE	273	719 645	44	112 594	317	832 239
ISLANDE	12	20 222	2	1 190	14	21 412
ITALIE	48 478	63 919 267	22 167	21 275 806	70 645	85 195 073
LETTONIE	6	6 804	1	207	7	7 011
LIECHTENSTEIN	27	98 288	7	13 847	34	112 135



► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2012 (SUITE ET FIN)

PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
LITUANIE	7	28 120	2	1 154	9	29 274
LUXEMBOURG	2 390	8 125 423	621	1 081 659	3 011	9 207 082
MALTE	59	565 993	11	11 529	70	577 522
NORVÈGE	215	562 030	30	65 209	245	627 239
PAYS-BAS	2 347	5 153 691	503	1 071 940	2 850	6 225 631
POLOGNE	2 161	2 349 299	2 940	1 445 524	5 101	3 794 823
PORTUGAL	133 683	198 517 208	44 636	38 281 149	178 319	236 798 357
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	246	826 873	133	129 964	379	956 837
ROUMANIE	218	888 882	43	77 767	261	966 649
ROYAUME-UNI	6 309	22 049 995	1 162	3 708 367	7 471	25 758 362
SLOVAQUIE	100	276 820	133	32 299	233	309 119
SLOVÉNIE	343	550 794	172	170 073	515	720 867
SUÈDE	1 017	2 312 654	165	437 585	1 182	2 750 239
SUISSE	14 595	60 994 173	2 908	10 326 873	17 503	71 321 046
TOTAL 2012	395 436	659 440 844	132 312	140 890 864	527 748	800 331 708
TOTAL 2011	391 362	666 067 803	131 183	141 611 679	522 545	807 679 482
<i>% évolution</i>	<i>1,04</i>	<i>-0,99</i>	<i>0,86</i>	<i>-0,51</i>	<i>1,00</i>	<i>-0,91</i>



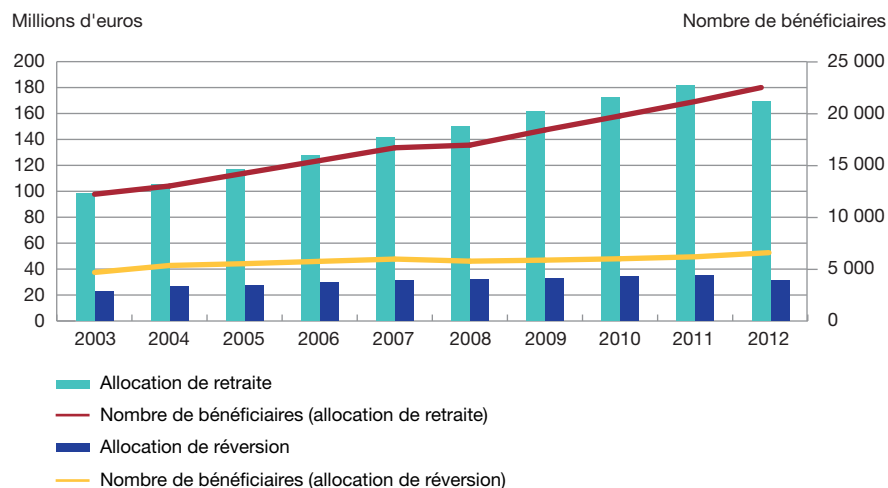


► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)



ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	12 219	98 037 727	4 700	22 856 564	16 919	120 894 291	
2004	13 015	105 563 124	5 370	26 315 420	18 385	131 878 544	9,09
2005	14 247	117 060 512	5 544	27 505 287	19 791	144 565 799	9,62
2006	15 466	127 862 225	5 768	29 441 524	21 234	157 303 749	8,81
2007	16 699	141 471 337	5 987	30 865 819	22 686	172 337 156	9,56
2008	16 956	149 758 507	5 785	32 216 030	22 741	181 974 537	5,59
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	6,74
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91
2012	22 110	167 825 088	6 317	31 773 136	28 427	199 598 224	-7,88

► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES

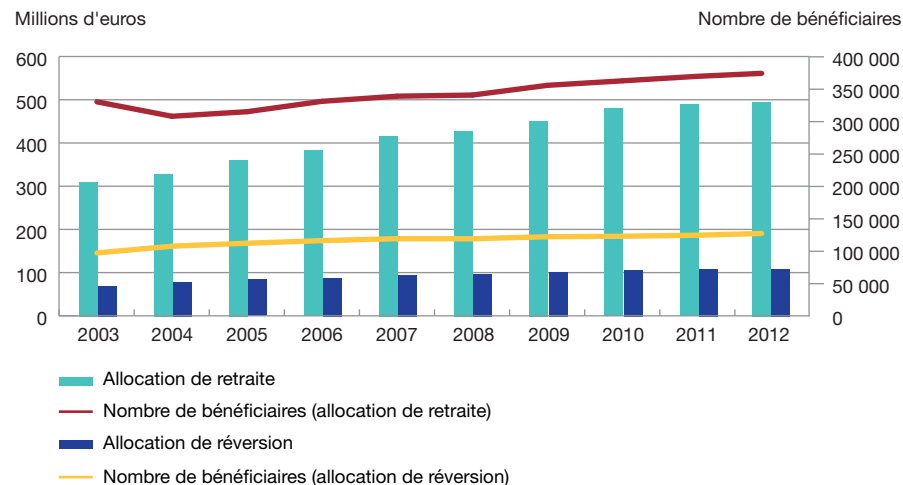


- Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de plus de 68 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,9 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 65 % sur la décennie et + 5,7 % par an).
- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 80,9 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 34,4 %).
- Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 6,2 % par an ; les allocations de réversion quant à elles se sont accrues de 3,7 % par an.



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	330 875	305 184 977	97 628	68 243 041	428 503	373 428 018	
2004	308 541	324 584 020	108 016	75 222 108	416 557	399 806 128	7,06
2005	315 603	357 270 998	112 566	82 521 150	428 169	439 792 147	10,00
2006	331 637	377 186 303	116 636	86 904 103	448 273	464 090 406	5,52
2007	339 556	409 677 857	119 628	92 816 215	459 184	502 494 073	8,28
2008	341 266	422 221 498	119 491	95 617 070	460 757	517 838 568	3,05
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	5,68
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46
2012	373 326	491 615 756	125 995	109 117 728	499 321	600 733 484	1,64

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES


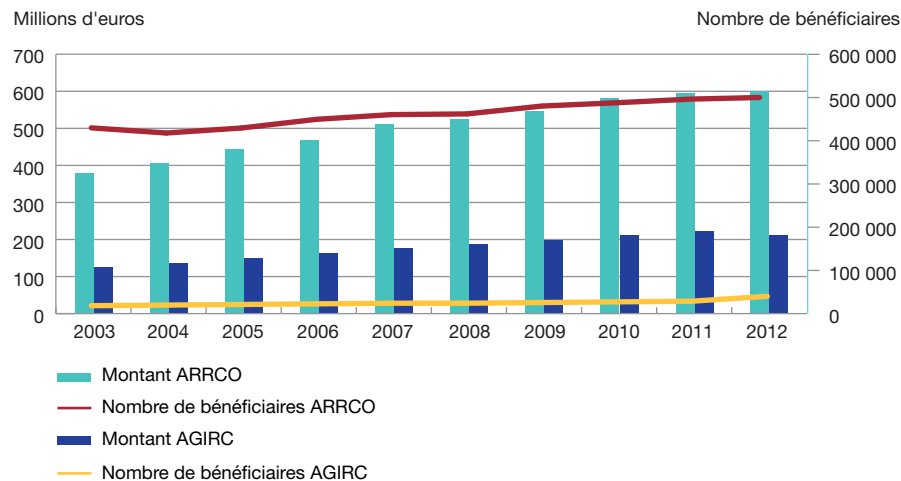
Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 16,5% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,7 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 60,9 % sur la décennie et + 5,4 % par an).

- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une tendance à la hausse, cependant bien moins marquée (+ 12,8 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 29,1 %).
- Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 5,4 %, soit une évolution quasi identique pour les allocations de réversion.





► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES

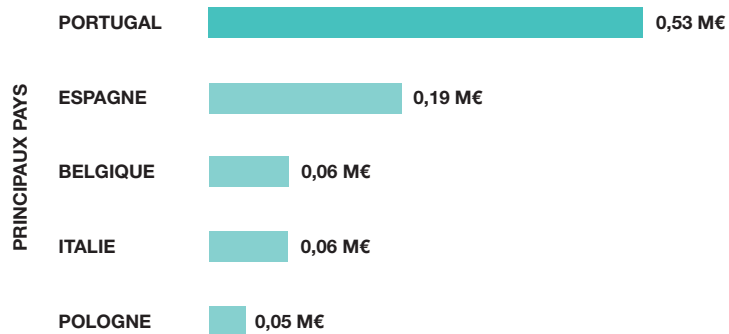


i • Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 74,5 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

• Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 95,3 % de l'ensemble des bénéficiaires.



▶ PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2012



PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	4	1 843
AUTRICHE	0	0
BELGIQUE	14	59 032
BULGARIE	0	0
CHYPRE	0	0
DANEMARK	0	0
ESPAGNE	72	192 475
ESTONIE	0	0
FINLANDE	0	0
GRÈCE	2	13 730
HONGRIE	0	0
IRLANDE	0	0
ISLANDE	0	0
ITALIE	7	56 202
LETTONIE	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0
LITUANIE	0	0
LUXEMBOURG	0	55
MALTE	0	0
NORVÈGE	0	0
PAYS-BAS	3	1 059
POLOGNE	3	49 661
PORTUGAL	91	532 113
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0
ROUMANIE	0	0
ROYAUME-UNI	2	17 274
SLOVAQUIE	0	0
SLOVÉNIE	0	0
SUÈDE	2	0
SUISSE	2	24 718
TOTAL 2012	202	948 161
TOTAL 2011	196	862 439
<i>% Évolution</i>	<i>3,06</i>	<i>9,94</i>





► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE VEUVAGE

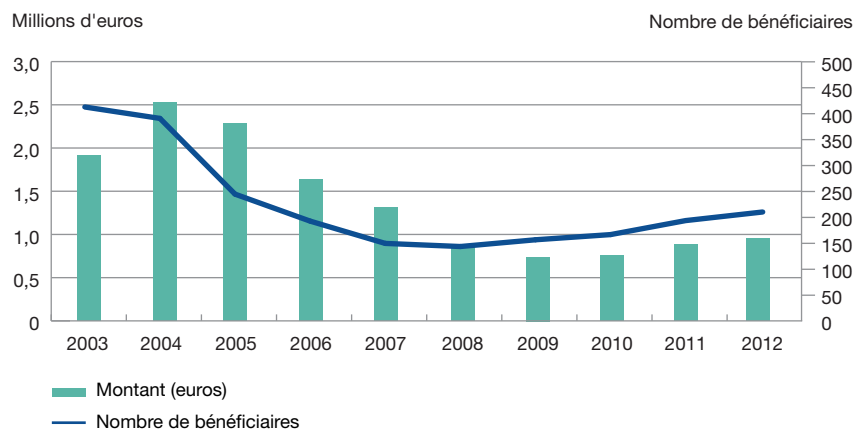


ANNÉES	ALLOCATION DE VEUVAGE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	415	1 899 145	
2004	393	2 510 098	32,17
2005	247	2 261 476	-9,90
2006	195	1 615 950	-28,54
2007	152	1 287 809	-20,31
2008	146	838 555	-34,89
2009	159	706 564	-15,74
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94

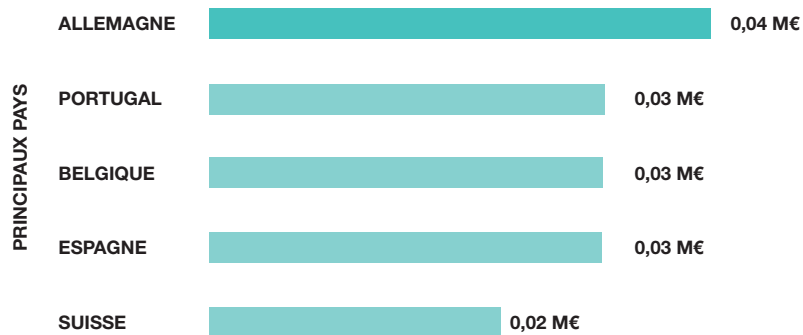


- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de plus de la moitié (- 51%) au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 7,7%.
- Le montant global a lui aussi baissé sur la même période : - 50,1%, soit - 7,4% de diminution annuelle moyenne.

► ALLOCATIONS DE VEUVAGE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



▶ PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE DÉCÈS EN 2012



PAYS	ALLOCATION DE DÉCÈS	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	13	35 090
AUTRICHE	0	0
BELGIQUE	7	34 066
BULGARIE	1	2 082
CHYPRE	0	0
DANEMARK	0	0
ESPAGNE	6	33 079
ESTONIE	0	0
FINLANDE	0	0
GRÈCE	0	0
HONGRIE	0	0
IRLANDE	0	0
ISLANDE	0	0
ITALIE	5	13 587
LETTONIE	0	0
LIECHTENSTEIN	0	0
LITUANIE	0	0
LUXEMBOURG	1	2 775
MALTE	0	0
NORVÈGE	0	0
PAYS-BAS	0	0
POLOGNE	3	2 775
PORTUGAL	8	34 482
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	0
ROUMANIE	0	0
ROYAUME-UNI	1	2 027
SLOVAQUIE	0	0
SLOVÉNIE	0	0
SUÈDE	0	0
SUISSE	3	15 707
TOTAL 2012	48	175 669
TOTAL 2011	53	266 077
% Évolution	-9,43	-33,98





► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE DÉCÈS

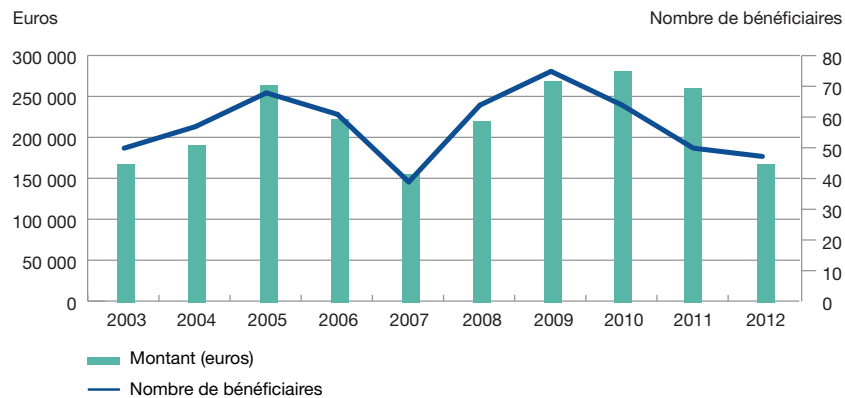


ANNÉES	ALLOCATION DE DÉCÈS		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	50	168 674	
2004	57	191 037	13,26
2005	68	262 801	37,57
2006	61	222 635	-15,28
2007	39	154 338	-30,68
2008	64	220 441	42,83
2009	75	268 710	21,90
2010	64	279 831	4,14
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98



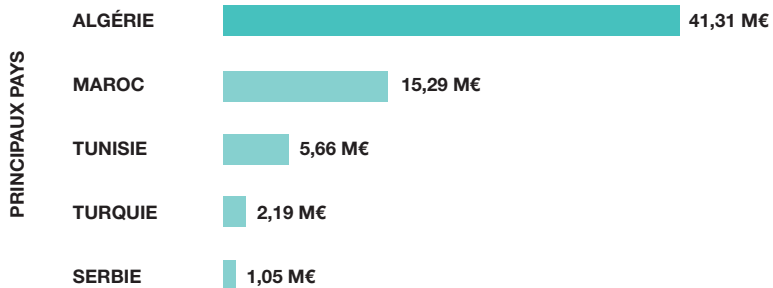
- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 4% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 0,45%.
- Le montant global est en hausse de 4,15% sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,45%.

► ALLOCATIONS DE DÉCÈS ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



ACCORDS INTERNATIONAUX

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2012



	PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	10 819	25 485 054	1 564	15 823 895	12 383	41 308 949
	ANDORRE	15	20 248	0	0	15	20 248
	BÉNIN	10	35 003	2	8 283	12	43 285
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	45	102 694	2	20 930	47	123 624
	CAMEROUN	17	41 217	1	2 114	18	43 330
	CANADA	241	589 906	15	170 340	256	760 246
	CAP-VERT	13	29 277	1	8 892	14	38 169
	CHILI	10	55 821	0	0	10	55 821
	CONGO	7	12 928	0	0	7	12 928
	CORÉE	0	0	2	96 336	2	96 336
	CÔTE D'IVOIRE	17	25 819	2	13 323	19	39 142
	CROATIE	89	246 438	8	105 248	97	351 686
	ETATS-UNIS	175	418 411	16	184 229	191	602 641
	GABON	8	25 248	3	13 074	11	38 321
	GUERNESEY	1	3 120	0	0	1	3 120
	INDE	4	11 168	0	0	4	11 168
ISRAËL	95	219 586	4	50 791	99	270 377	
JAPON	1	1 943	0	0	1	1 943	

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2012 (SUITE ET FIN)



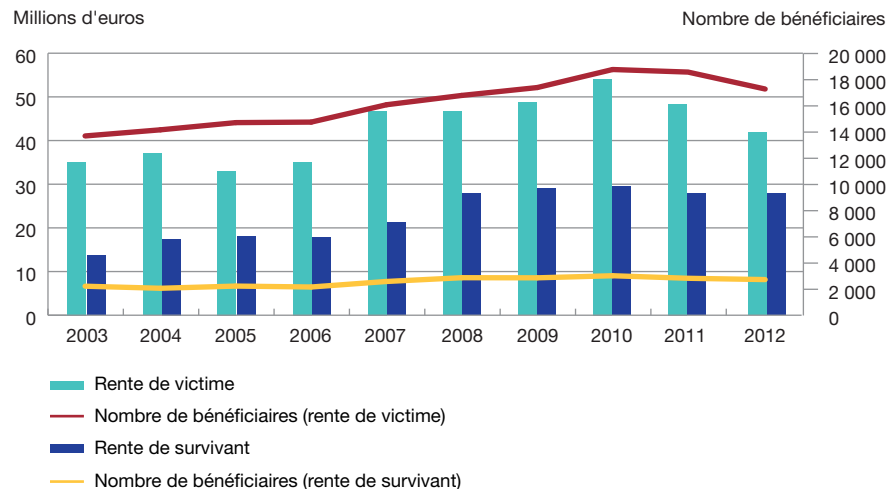
	PAYS	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	JERSEY	2	3 253	0	0	2	3 253
	MACÉDOINE	18	49 405	2	25 681	20	75 086
	MADAGASCAR	35	88 591	10	53 648	45	142 239
	MALI	205	529 847	51	320 133	256	849 980
	MAROC	3 042	8 598 388	688	6 687 673	3 730	15 286 061
	MAURITANIE	41	98 350	13	95 250	54	193 601
	MONACO	5	12 568	0	0	5	12 568
	MONTÉNÉGRO	14	17 726	0	0	14	17 726
	NIGER	2	2 947	0	0	2	2 947
	PHILIPPINES	2	6 146	0	0	2	6 146
	QUÉBEC	16	77 886	0	0	16	77 886
	SAINT-MARIN	17	77 952	2	32 782	19	110 734
	SÉNÉGAL	141	401 090	91	433 875	232	834 965
	SERBIE	355	846 460	23	199 833	378	1 046 293
	TOGO	7	19 240	0	0	7	19 240
	TUNISIE	1 582	3 655 151	236	2 002 948	1 818	5 658 099
	TURQUIE	452	1 176 737	108	1 009 636	560	2 186 373
	SOUS-TOTAL 2012	17 503	42 985 619	2 844	27 358 914	20 347	70 344 533
	SOUS-TOTAL 2011	18 647	48 158 749	2 892	27 450 526	21 539	75 609 276
	<i>% Évolution</i>	<i>-6,14</i>	<i>-10,74</i>	<i>-1,66</i>	<i>-0,33</i>	<i>-5,53</i>	<i>-6,96</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	2	4 087	1	8 556	3	12 643
	NOUVELLE-CALÉDONIE	8	22 463	0	0	8	22 463
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	6	11 236	1	42	7	11 278
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	1	3 270	0	0	1	3 270
	SOUS-TOTAL 2012	17	41 056	2	8 598	19	49 654
	SOUS-TOTAL 2011	13	15 950	2	33 698	15	49 648
	<i>% Évolution</i>	<i>30,77</i>	<i>157,40</i>	<i>0,00</i>	<i>-74,48</i>	<i>26,67</i>	<i>0,01</i>
	TOTAL GÉNÉRAL 2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187
	TOTAL GÉNÉRAL 2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924
	<i>% Évolution</i>	<i>-6,11</i>	<i>-10,69</i>	<i>-1,66</i>	<i>-0,42</i>	<i>-5,51</i>	<i>-6,96</i>



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE RENTES D'AT-MP

ANNÉES	RENTE DE VICTIME		RENTE DE SURVIVANT		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	13 775	35 075 607	2 296	13 434 517	16 071	48 510 123	
2004	14 244	36 914 381	2 137	17 213 494	16 381	54 127 875	11,58
2005	14 794	32 712 738	2 304	17 416 899	17 098	50 129 636	-7,39
2006	14 833	35 063 427	2 234	17 364 986	17 067	52 428 413	4,59
2007	16 158	46 768 822	2 657	20 958 079	18 815	67 726 901	29,18
2008	16 870	46 410 528	2 944	27 606 289	19 814	74 016 817	9,29
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	4,22
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	7,53
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96

RENTES D'AT-MP ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



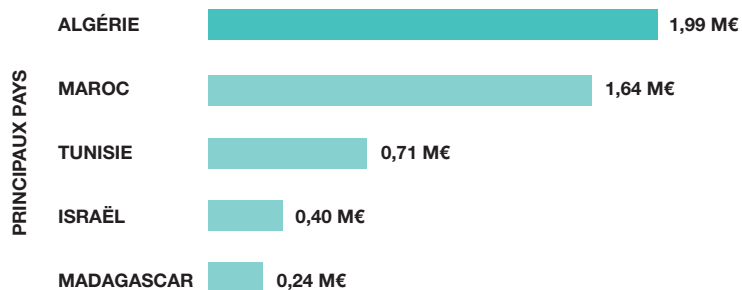
• Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 26,7% au cours de ces 10 dernières années, soit une hausse annuelle moyenne de 2,7% (pour le montant global des rentes, respectivement : + 45,1% sur la décennie et + 4,2% par an).

• Les titulaires d'une rente de victime présentent une tendance plus accentuée à la hausse (+ 27,2%) que les titulaires d'une rente de survivant (+ 23,9%).

• Sur la période, les paiements de rentes de victime ont augmenté, en moyenne, de 2,3% par an ; les rentes de survivants quant à elles se sont accrues de 8,2% par an.



► PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2012



	PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	41	222 695	399	1 768 574	440	1 991 269
	ANDORRE	1	12 304	0	0	1	12 304
	BÉNIN	1	21 304	0	0	1	21 304
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	3	21 384	0	0	3	21 384
	CAMEROUN	1	6 275	0	0	1	6 275
	CANADA	20	138 626	4	18 764	24	157 390
	CAP-VERT	2	8 030	0	0	2	8 030
	CHILI	3	17 292	1	1 528	4	18 820
	CONGO	1	2 993	0	0	1	2 993
	CORÉE	0	0	0	0	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	6	55 433	0	0	6	55 433
	CROATIE	2	8 871	1	3 326	3	12 197
	ETATS-UNIS	19	171 398	3	38 917	22	210 315
	GABON	0	0	0	0	0	0
	GUERNESEY	0	0	0	0	0	0
	INDE	2	10 609	2	15 472	4	26 081
	ISRAËL	43	383 540	4	16 277	47	399 817
JAPON	0	0	0	0	0	0	
JERSEY	1	15 161	0	0	1	15 161	



PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2012 (SUITE ET FIN)

	PAYS	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	4	26 632	0	0	4	26 632
	MADAGASCAR	23	219 788	2	16 303	25	236 091
	MALI	9	36 415	2	6 502	11	42 917
	MAROC	166	1 152 275	123	491 066	289	1 643 341
	MAURITANIE	2	27 461	1	4 640	3	32 101
	MONACO	4	20 260	1	10 045	5	30 305
	MONTÉNÉGRO	0	0	0	0	0	0
	NIGER	2	18 522	0	0	2	18 522
	PHILIPPINES	2	28 573	1	7 736	3	36 309
	QUÉBEC	2	10 491	0	0	2	10 491
	SAINT-MARIN	0	0	0	0	0	0
	SÉNÉGAL	21	161 531	2	6 576	23	168 107
	SERBIE	19	117 651	2	9 864	21	127 514
	TOGO	1	8 255	0	0	1	8 255
	TUNISIE	95	623 669	20	81 971	115	705 640
	TURQUIE	31	201 234	2	11 098	33	212 333
	SOUS-TOTAL 2012	527	3 748 670	570	2 508 660	1 097	6 257 330
SOUS-TOTAL 2011	549	3 594 141	617	2 468 852	1 166	6 062 993	
<i>% Évolution</i>	<i>-4,01</i>	<i>4,30</i>	<i>-7,62</i>	<i>1,61</i>	<i>-5,92</i>	<i>3,21</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0	0	0	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	5	40 746	1	7 736	6	48 482
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	9	85 103	0	0	9	85 103
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2012	14	125 849	1	7 736	15	133 585
	SOUS-TOTAL 2011	17	136 020	1	7 577	18	143 597
	<i>% Évolution</i>	<i>-17,65</i>	<i>-7,48</i>	<i>0,00</i>	<i>2,10</i>	<i>-16,67</i>	<i>-6,97</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2012	541	3 874 519	571	2 516 396	1 112	6 390 915	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	566	3 730 161	618	2 476 429	1 184	6 206 590	
<i>% Évolution</i>	<i>-4,42</i>	<i>3,87</i>	<i>-7,61</i>	<i>1,61</i>	<i>-6,08</i>	<i>2,97</i>	

 RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES

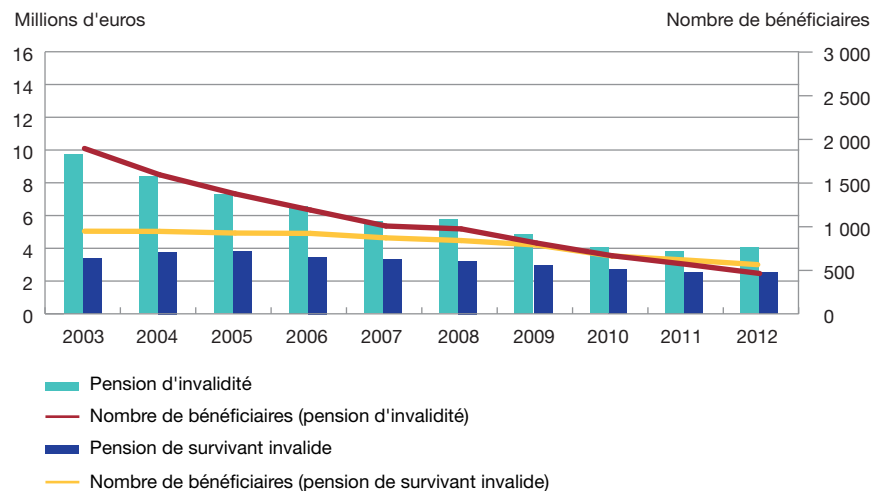



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PENSIONS D'INVALIDITÉ



ANNÉES	PENSION D'INVALIDITÉ		PENSION DE SURVIVANT INVALIDE		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	1 905	9 743 884	958	3 334 991	2 863	13 078 875	
2004	1 603	8 306 159	956	3 710 967	2 559	12 017 126	-8,12
2005	1 385	7 337 128	937	3 825 412	2 322	11 162 539	-7,11
2006	1 200	6 543 256	933	3 413 378	2 133	9 956 634	-10,80
2007	1 017	5 597 869	882	3 276 063	1 899	8 873 931	-10,87
2008	984	5 838 420	851	3 189 526	1 835	9 027 946	1,74
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	-13,66
2010	666	3 846 373	685	2 843 451	1 351	6 689 824	-14,18
2011	566	3 730 161	618	2 476 429	1 184	6 206 590	-7,22
2012	541	3 874 519	571	2 516 396	1 112	6 390 915	2,97

PENSIONS D'INVALIDITÉ ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



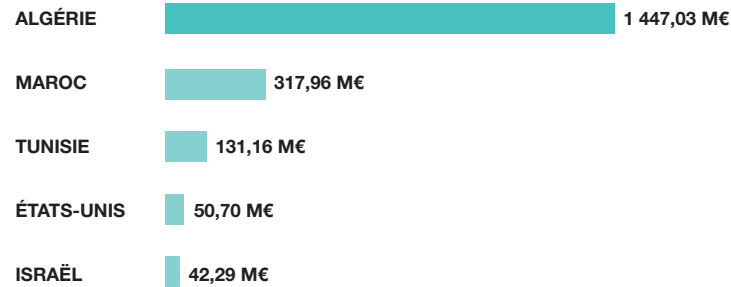
- Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 61,2% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 9,97% (pour le montant global des pensions, respectivement : - 51,14% sur la décennie et - 7,65% par an).
- Les titulaires d'une pension d'invalidité ont tendance à plus fortement diminuer (- 71,6%) que les titulaires d'une pension de survivant invalide (- 40,4%).
- Sur la période, les paiements de pensions d'invalidité ont diminué, en moyenne, de 9,74% par an ; les pensions de survivant invalide ont quant à elles baissé de 3,08% par an.



PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2012



PRINCIPAUX PAYS



	PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	260 226	836 422 094	222 753	610 607 656	482 979	1 447 029 750
	ANDORRE	778	2 843 458	137	214 385	915	3 057 844
	BÉNIN	252	994 474	15	35 161	267	1 029 635
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	969	1 846 459	361	531 783	1 330	2 378 242
	CAMEROUN	688	2 504 171	58	168 946	746	2 673 117
	CANADA	8 870	29 037 763	1 807	3 478 310	10 677	32 516 074
	CAP-VERT	204	744 746	114	346 324	318	1 091 070
	CHILI	617	3 200 178	113	371 136	730	3 571 314
	CONGO	92	381 426	3	11 549	95	392 975
	CORÉE	81	176 969	3	13 439	84	190 408
	CÔTE D'IVOIRE	669	3 001 195	39	89 402	708	3 090 598
	CROATIE	2 301	6 287 707	644	1 093 009	2 945	7 380 716
	ETATS-UNIS	15 666	47 785 226	1 261	2 910 808	16 927	50 696 034
	GABON	203	1 149 253	16	41 284	219	1 190 537
	GUERNESEY	15	45 756	2	3 490	17	49 246
	INDE	18	175 461	7	22 241	25	197 702
ISRAËL	7 456	39 980 214	792	2 307 042	8 248	42 287 256	
JAPON	1 561	3 486 001	60	132 824	1 621	3 618 825	
JERSEY	80	163 834	18	17 510	98	181 344	

 RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES


► PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2012 (SUITE ET FIN)



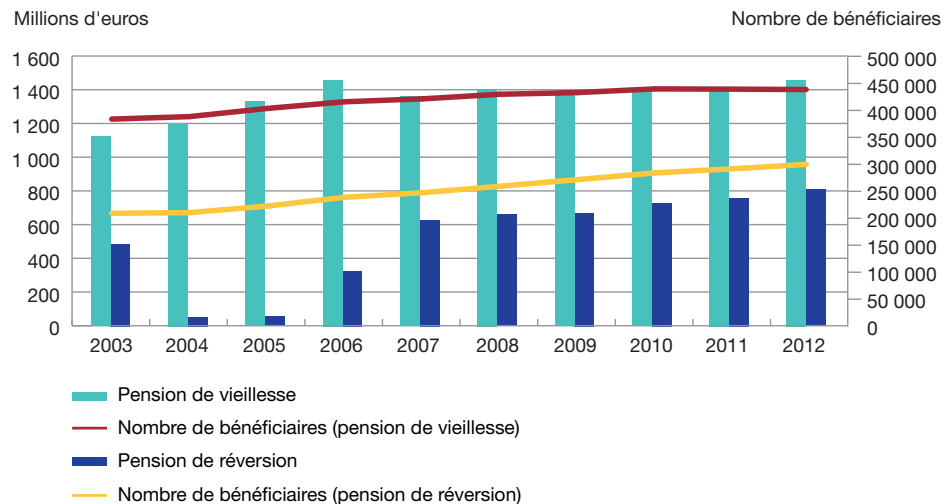
	PAYS	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	789	1 432 522	275	410 969	1 064	1 843 491
	MADAGASCAR	1 345	8 153 423	133	418 847	1 478	8 572 270
	MALI	5 589	10 286 445	1 023	3 021 649	6 612	13 308 094
	MAROC	53 139	200 621 469	44 280	117 338 696	97 419	317 960 166
	MAURITANIE	1 637	4 513 224	1 323	2 861 242	2 960	7 374 466
	MONACO	2 180	12 560 338	307	1 300 650	2 487	13 860 988
	MONTÉNÉGRO	6	11 084	2	555	8	11 639
	NIGER	36	147 550	2	5 176	38	152 727
	PHILIPPINES	190	1 152 284	20	50 868	210	1 203 151
	QUÉBEC	11 219	18 731 227	838	1 103 862	12 057	19 835 089
	SAINT-MARIN	323	754 946	92	156 623	415	911 569
	SÉNÉGAL	5 724	19 823 065	3 277	10 006 965	9 001	29 830 030
	SERBIE	9 914	27 093 912	2 741	4 859 485	12 655	31 953 396
	TOGO	263	864 324	13	37 201	276	901 525
	TUNISIE	25 453	90 879 487	15 104	40 280 071	40 557	131 159 558
	TURQUIE	13 397	27 614 999	5 307	10 836 881	18 704	38 451 880
	SOUS-TOTAL 2012	431 950	1 404 866 686	302 940	815 086 037	734 890	2 219 952 723
	SOUS-TOTAL 2011	430 743	1 384 867 823	288 479	755 066 873	719 222	2 139 934 696
	<i>% Évolution</i>	<i>0,28</i>	<i>1,44</i>	<i>5,01</i>	<i>7,95</i>	<i>2,18</i>	<i>3,74</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	183	903 497	3	4 956	186	908 453
	NOUVELLE-CALÉDONIE	3 987	16 096 728	294	910 354	4 281	17 007 082
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	1 881	9 064 517	100	294 175	1 981	9 358 693
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	27	674 498	7	65 832	34	740 330
	SOUS-TOTAL 2012	6 078	26 739 240	404	1 275 317	6 482	28 014 558
	SOUS-TOTAL 2011	5 877	24 825 878	383	1 230 275	6 260	26 056 153
	<i>% Évolution</i>	<i>3,42</i>	<i>7,71</i>	<i>5,48</i>	<i>3,66</i>	<i>3,55</i>	<i>7,52</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	
<i>% Évolution</i>	<i>0,32</i>	<i>1,55</i>	<i>5,01</i>	<i>7,94</i>	<i>2,19</i>	<i>3,78</i>	



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PENSIONS DE VIEILLESSE

ANNÉES	PENSION DE VIEILLESSE		PENSION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	381 154	1 114 172 180	206 374	481 086 380	587 528	1 595 258 561	
2004	385 727	1 200 203 522	207 558	44 771 930	593 285	1 244 975 451	-21,96
2005	400 859	1 325 242 408	219 720	48 763 673	620 579	1 374 006 081	10,36
2006	413 261	1 453 034 536	236 028	321 875 594	649 289	1 774 910 130	29,18
2007	418 618	1 356 254 991	244 455	623 061 044	663 073	1 979 316 035	11,52
2008	427 167	1 393 358 628	256 458	661 159 927	683 625	2 054 518 555	3,80
2009	430 300	1 371 458 513	268 791	669 802 297	699 091	2 041 260 809	-0,65
2010	437 110	1 405 070 396	281 229	724 679 548	718 339	2 129 749 944	4,34
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,70
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78

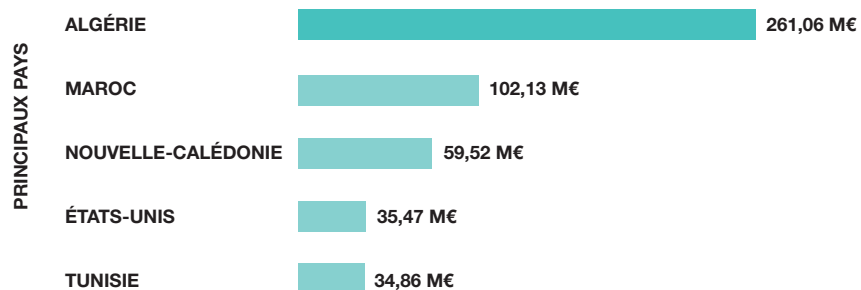
PENSIONS DE VIEILLESSE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 26,2% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,6% (pour le montant global des pensions, respectivement : + 40,9% sur la décennie et + 3,9% par an).
- Les titulaires d'une pension de reversion ont une tendance plus à la hausse (+ 47,0%) que les titulaires d'une pension de vieillesse (+ 14,9%).
- Sur la période, les paiements de pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 2,8% par an ; les pensions de reversion quant à elles se sont accrues de 6,1% par an.



▶ PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2012



	PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	207 138	160 016 741	146 642	101 038 600	353 780	261 055 341
	ANDORRE	487	2 184 258	115	454 043	602	2 638 301
	BÉNIN	222	628 520	45	96 233	267	724 753
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	455	512 882	97	73 558	552	586 440
	CAMEROUN	585	2 979 369	100	329 333	685	3 308 702
	CANADA	7 777	13 196 113	1 722	2 614 347	9 499	15 810 460
	CAP-VERT	110	250 802	54	79 537	164	330 339
	CHILI	375	1 503 640	82	294 775	457	1 798 415
	CONGO	106	468 094	16	63 654	122	531 748
	CORÉE	18	101 519	1	2 316	19	103 835
	CÔTE D'IVOIRE	735	4 348 866	130	571 655	865	4 920 521
	CROATIE	1 098	1 953 749	338	366 291	1 436	2 320 040
	ETATS-UNIS	8 489	30 484 300	1 731	4 984 711	10 220	35 469 011
	GABON	257	2 567 621	50	332 195	307	2 899 816
	GUERNESEY	2	13 056	0	0	2	13 056
	INDE	205	540 374	29	82 295	234	622 669
	ISRAËL	5 977	20 326 751	1 433	2 997 529	7 410	23 324 280
JAPON	1 891	6 939 940	123	463 201	2 014	7 403 141	
JERSEY	5	4 078	1	5 040	6	9 118	



PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2012 (SUITE ET FIN)

	PAYS	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	250	312 478	52	49 848	302	362 326
	MADAGASCAR	1 296	7 400 882	189	728 664	1 485	8 129 546
	MALI	3 453	3 053 148	468	471 292	3 921	3 524 440
	MAROC	33 956	73 626 150	27 406	28 507 509	61 362	102 133 659
	MAURITANIE	1 013	1 007 993	367	280 947	1 380	1 288 940
	MONACO	5 275	27 636 666	1 383	4 583 641	6 658	32 220 307
	MONTÉNÉGRO	132	165 041	28	26 464	160	191 505
	NIGER	38	196 687	5	7 812	43	204 499
	PHILIPPINES	212	1 294 208	22	33 175	234	1 327 383
	QUÉBEC	1 421	3 263 319	326	631 650	1 747	3 894 969
	SAINT-MARIN	118	154 453	42	39 714	160	194 167
	SÉNÉGAL	4 143	8 801 480	2 210	2 643 988	6 353	11 445 468
	SERBIE	7 681	8 330 320	2 212	1 865 369	9 893	10 195 689
	TOGO	228	574 032	29	61 700	257	635 732
	TUNISIE	20 223	26 303 955	10 059	8 559 831	30 282	34 863 786
	TURQUIE	8 838	8 845 860	2 936	2 178 701	11 774	11 024 561
	SOUS-TOTAL 2012	324 209	419 987 345	200 443	165 519 618	524 652	585 506 963
SOUS-TOTAL 2011	327 133	411 364 887	194 840	154 855 417	521 973	566 220 304	
<i>% Évolution</i>	<i>-0,89</i>	<i>2,10</i>	<i>2,88</i>	<i>6,89</i>	<i>0,51</i>	<i>3,41</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	62	233 311	13	40 038	75	273 349
	NOUVELLE-CALÉDONIE	15 677	51 344 358	4 034	8 173 247	19 711	59 517 605
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	3 424	12 609 973	668	1 723 640	4 092	14 333 613
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	66	446 402	8	21 271	74	467 673
	SOUS-TOTAL 2012	19 229	64 634 044	4 723	9 958 196	23 952	74 592 240
	SOUS-TOTAL 2011	19 575	67 538 490	4 541	9 727 436	24 116	77 265 926
	<i>% Évolution</i>	<i>-1,77</i>	<i>-4,30</i>	<i>4,01</i>	<i>2,37</i>	<i>-0,68</i>	<i>-3,46</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2012	343 438	484 621 389	205 166	175 477 814	548 604	660 099 203	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	346 708	478 903 377	199 381	164 582 853	546 089	643 486 230	
<i>% Évolution</i>	<i>-0,94</i>	<i>1,19</i>	<i>2,90</i>	<i>6,62</i>	<i>0,46</i>	<i>2,58</i>	

 RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES

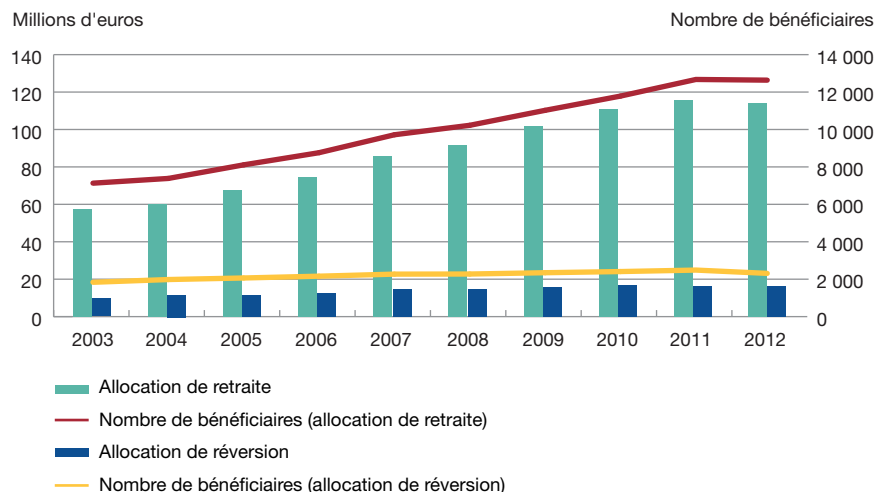



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)



ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	6 813	56 759 933	1 864	9 696 072	8 677	66 456 005	
2004	6 951	59 066 229	2 052	10 423 800	9 003	69 490 029	4,57
2005	7 778	66 716 578	2 159	11 640 289	9 937	78 356 866	12,76
2006	8 489	73 211 980	2 283	12 605 771	10 772	85 817 751	9,52
2007	9 580	84 918 294	2 424	14 144 829	12 004	99 063 123	15,43
2008	10 223	91 536 654	2 431	14 367 175	12 654	105 903 829	6,91
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	10,03
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00
2012	13 275	111 514 281	2 621	14 944 456	15 896	126 458 737	-3,27

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES

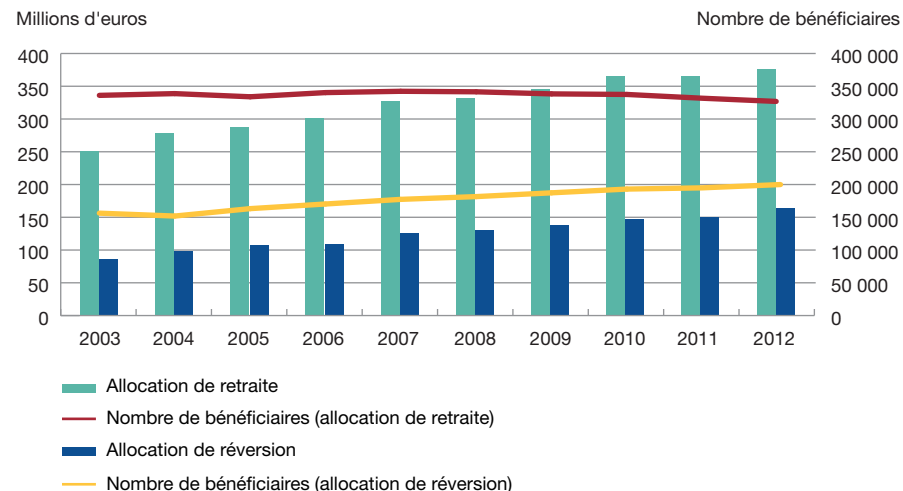


- Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 83,2 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 7 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 90,3 % sur la décennie et + 7,4 % par an).
- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 94,9 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 40,6 %).
- Sur la période, les paiements d'allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 7,8 % par an tandis que les allocations de réversion ont augmenté de près de 5 % par an.



ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

ANNÉES	ALLOCATION DE RETRAITE		ALLOCATION DE RÉVERSION		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	337 977	247 856 099	158 029	87 417 454	496 006	335 273 553	
2004	340 659	277 440 813	153 615	95 893 513	494 274	373 334 326	11,35
2005	335 830	288 326 472	164 924	106 692 781	500 754	395 019 253	5,81
2006	342 211	301 644 582	172 016	114 322 384	514 227	415 966 966	5,30
2007	344 202	325 772 941	179 097	124 214 756	523 299	449 987 697	8,18
2008	343 424	331 308 669	183 316	129 369 272	526 740	460 677 941	2,38
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	4,39
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61
2012	330 163	373 107 108	202 545	160 533 358	532 708	533 640 466	4,07

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES


- Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 7,4% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,8% (pour le montant global des allocations, respectivement : + 59,1% sur la décennie et + 5,3% par an).
- Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une légère tendance à la baisse (- 2,3%) contrairement aux bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 28,1%).
- Sur la période, les paiements d'allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 4,6% par an et les allocations de réversion se sont accrues de 7% par an.

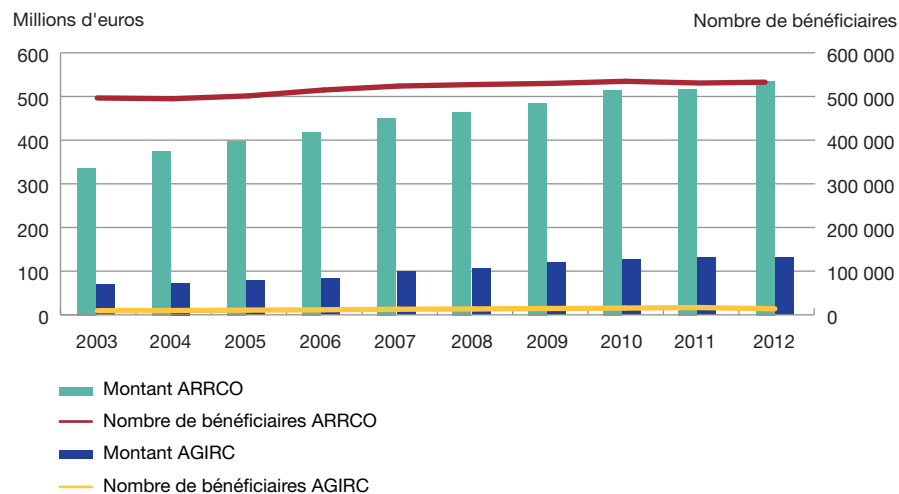




► RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



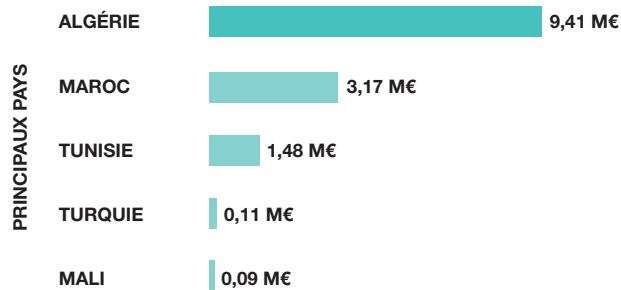
[?](#) PLUS DE DÉTAILS



- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 81,9 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 97,7 % de l'ensemble des bénéficiaires.



► PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2012



	PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	1 035	9 414 423
	ANDORRE	0	0
	BÉNIN	1	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0
	CAMEROUN	0	4 100
	CANADA	0	0
	CAP-VERT	1	12 312
	CHILI	0	0
	CONGO	0	0
	CORÉE	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	1	0
	CROATIE	1	16 497
	ETATS-UNIS	0	0
	GABON	0	0
	GUERNESEY	0	0
	INDE	0	0
	ISRAËL	0	0
	JAPON	0	0
	JERSEY	0	0

	PAYS	ALLOCATION DE VEUVAGE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	1	12 336
	MADAGASCAR	0	5 883
	MALI	6	94 918
	MAROC	290	3 171 777
	MAURITANIE	3	14 405
	MONACO	0	0
	MONTÉNÉGRO	0	0
	NIGER	0	0
	PHILIPPINES	1	12 385
	QUÉBEC	1	1 192
	SAINT-MARIN	0	0
	SÉNÉGAL	15	86 325
	SERBIE	7	55 794
	TOGO	1	7 265
	TUNISIE	161	1 479 941
	TURQUIE	11	106 648
	SOUS-TOTAL 2012	1 536	14 496 199
SOUS-TOTAL 2011	1 497	15 062 405	
<i>% Évolution</i>	<i>2,61</i>	<i>-3,76</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	0	0
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0
	SOUS-TOTAL 2012	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	0	2 293
<i>% Évolution</i>	<i>-</i>	<i>-100,00</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2012	1 536	14 496 199	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	1 497	15 064 698	
<i>% Évolution</i>	<i>2,61</i>	<i>-3,77</i>	

 RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES




▶ ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE VEUVAGE

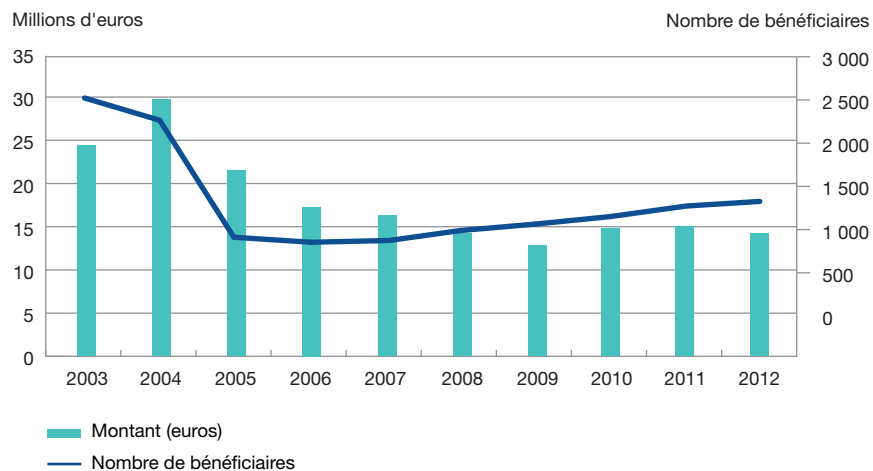


ANNÉES	ALLOCATION DE VEUVAGE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	2 579	24 676 678	
2004	2 321	29 849 629	20,96
2005	1 195	21 680 747	-27,37
2006	1 135	17 397 080	-19,76
2007	1 152	16 196 645	-6,90
2008	1 243	14 263 458	-11,94
2009	1 318	12 904 892	-9,52
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77

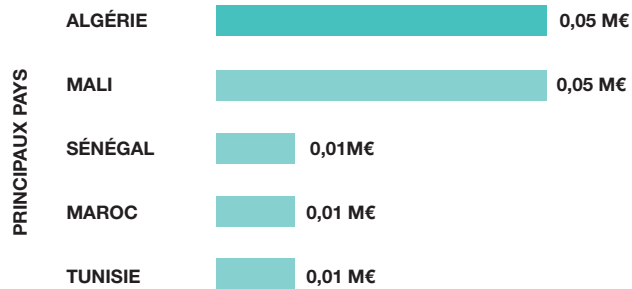


- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 40,4% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 5,6 %.
- Le montant global a également baissé sur la même période : - 41,3%, soit - 5,7 % de diminution annuelle moyenne.

▶ ALLOCATIONS DE VEUVAGE ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



▶ PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE DÉCÈS EN 2012



	PAYS	ALLOCATION DE DÉCÈS	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	ALGÉRIE	11	53 239
	ANDORRE	0	0
	BÉNIN	0	0
	BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0
	CAMEROUN	0	0
	CANADA	2	6 595
	CAP-VERT	0	0
	CHILI	0	0
	CONGO	1	4 079
	CORÉE	0	0
	CÔTE D'IVOIRE	0	0
	CROATIE	0	0
	ETATS-UNIS	0	0
	GABON	0	0
	GUERNESEY	0	0
	INDE	0	0
	ISRAËL	0	0
	JAPON	0	0
	JERSEY	0	0

	PAYS	ALLOCATION DE DÉCÈS	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
CONVENTIONS BILATÉRALES	MACÉDOINE	0	0
	MADAGASCAR	1	6 287
	MALI	12	53 127
	MAROC	3	11 183
	MAURITANIE	0	0
	MONACO	0	0
	MONTÉNÉGRO	0	0
	NIGER	0	0
	PHILIPPINES	0	0
	QUÉBEC	0	0
	SAINT-MARIN	0	0
	SÉNÉGAL	3	14 599
	SERBIE	0	0
	TOGO	0	0
	TUNISIE	2	8 043
	TURQUIE	0	0
SOUS-TOTAL 2012	35	157 151	
SOUS-TOTAL 2011	33	127 318	
<i>% Évolution</i>	<i>6,06</i>	<i>23,43</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	MAYOTTE	0	0
	NOUVELLE-CALÉDONIE	0	0
	POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	0
	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	0	0
	SOUS-TOTAL 2012	0	0
	SOUS-TOTAL 2011	1	5 559
<i>% Évolution</i>	<i>-100,00</i>	<i>-100,00</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2012	35	157 151	
TOTAL GÉNÉRAL 2011	34	132 877	
<i>% Évolution</i>	<i>2,94</i>	<i>18,27</i>	

 RENTES,
PENSIONS
ET ALLOCATIONS

 ASSURANCE
CHÔMAGE

 LÉGISLATION
APPLICABLE

 FLUX
FINANCIERS
ÉTRANGER-FRANCE

 MOUVEMENTS
MIGRATOIRES




► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'ALLOCATIONS DE DÉCÈS

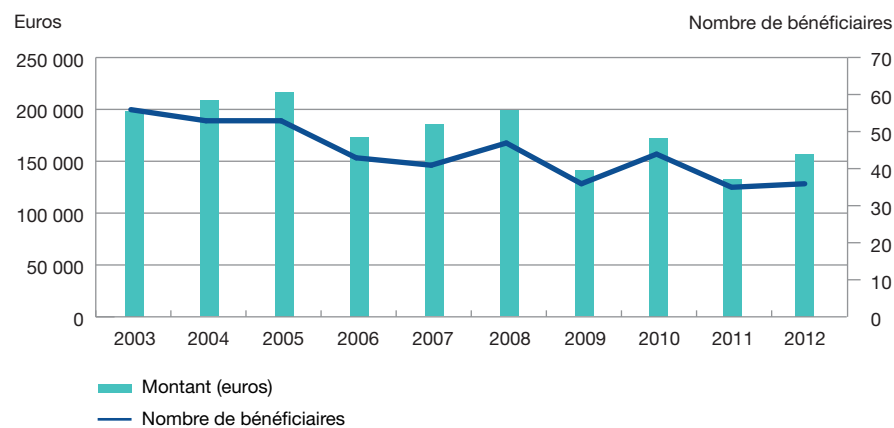


ANNÉES	ALLOCATION DE DÉCÈS		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	56	198 228	
2004	53	207 563	4,71
2005	53	215 358	3,76
2006	43	173 160	-19,59
2007	41	184 325	6,45
2008	47	198 412	7,64
2009	36	141 016	-28,93
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27



- Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 37,5% au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de plus de 5 %.
- Le montant global a diminué de près de 21% sur la même période, soit une évolution annuelle moyenne de - 2,5 %.

► ALLOCATIONS DE DÉCÈS ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



PAYS HORS CONVENTIONS

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de prestations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale



Un détail pour tous les pays de cette zone "hors conventions" est dorénavant demandé aux différents régimes de sécurité sociale français.

Cependant, ceux-ci n'étant pas tous en mesure de nous fournir ces informations, les données recueillies pour l'exercice sont partielles et ne figurent donc dans le présent chapitre.

Sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, ces informations vous seront communiquées pour les pays suivants :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Biélorussie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Haïti, Honduras, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Ile Maurice, Mexique, Moldavie, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Papouasie, Paraguay, Pérou, Qatar, Russie, Singapour, Syrie, Taïwan, Tchad, Thaïlande, Ukraine, Uruguay, Vénézuéla, Wallis et Futuna et Autres pays.

► PAIEMENTS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

TYPES DE PRESTATIONS	DROITS PROPRES		DROITS DÉRIVÉS		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
Rente d'accident du travail	275	781 494	26	233 642	301	1 015 136
Pension d'invalidité	81	754 750	9	66 657	90	821 407
Pension de vieillesse	14 664	79 140 469	2 139	7 680 368	16 803	86 820 837
Allocation de retraite complémentaire	12 831	66 325 647	2 794	8 736 536	15 625	75 062 183
Allocation de veuvage	2	18 150			2	18 150
Allocation de décès	0	0			0	0
TOTAL GÉNÉRAL 2012	27 853	147 020 511	4 968	16 717 202	32 821	163 737 713
TOTAL GÉNÉRAL 2011	35 717	154 203 778	7 247	18 451 857	42 964	172 655 635
<i>% évolution</i>	<i>-22,02</i>	<i>-4,66</i>	<i>-31,45</i>	<i>-9,40</i>	<i>-23,61</i>	<i>-5,17</i>

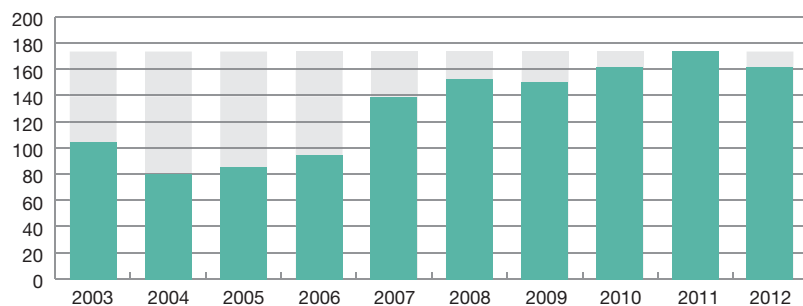
► ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DE PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS



ANNÉE	RENTES D'ACCIDENT DU TRAVAIL	PENSION D'INVALIDITÉ	PENSION DE VIEILLESSE	ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE	ALLOCATION DE VEUVAGE	ALLOCATION DE DÉCÈS	TOTAL GÉNÉRAL (EUROS)	% ÉVOLUTION
2003	798 919	398 518	44 278 034	57 742 537	10 100	0	103 228 107	
2004	597 618	420 330	24 897 713	53 237 106	4 294	3 307	79 160 368	-23,32
2005	700 135	505 542	26 057 328	57 842 242	3 321	0	85 108 569	7,51
2006	666 195	652 546	35 422 799	57 397 371	13 458	0	94 152 369	10,63
2007	1 005 531	640 557	53 559 494	82 995 571	22 532	0	138 223 685	46,81
2008	1 016 741	1 019 786	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 730 433	9,77
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	-1,11
2010	957 347	787 763	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 228 279	7,45
2011	1 155 507	999 975	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 655 635	7,09
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17

► MONTANTS DES PAIEMENTS DE PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS EFFECTUÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES

Millions d'euros



- Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a augmenté de 58,6% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,26%.
- Les pensions de vieillesse et allocations de retraite complémentaire représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 99% du montant total versé.





|||||
PARTIE 4

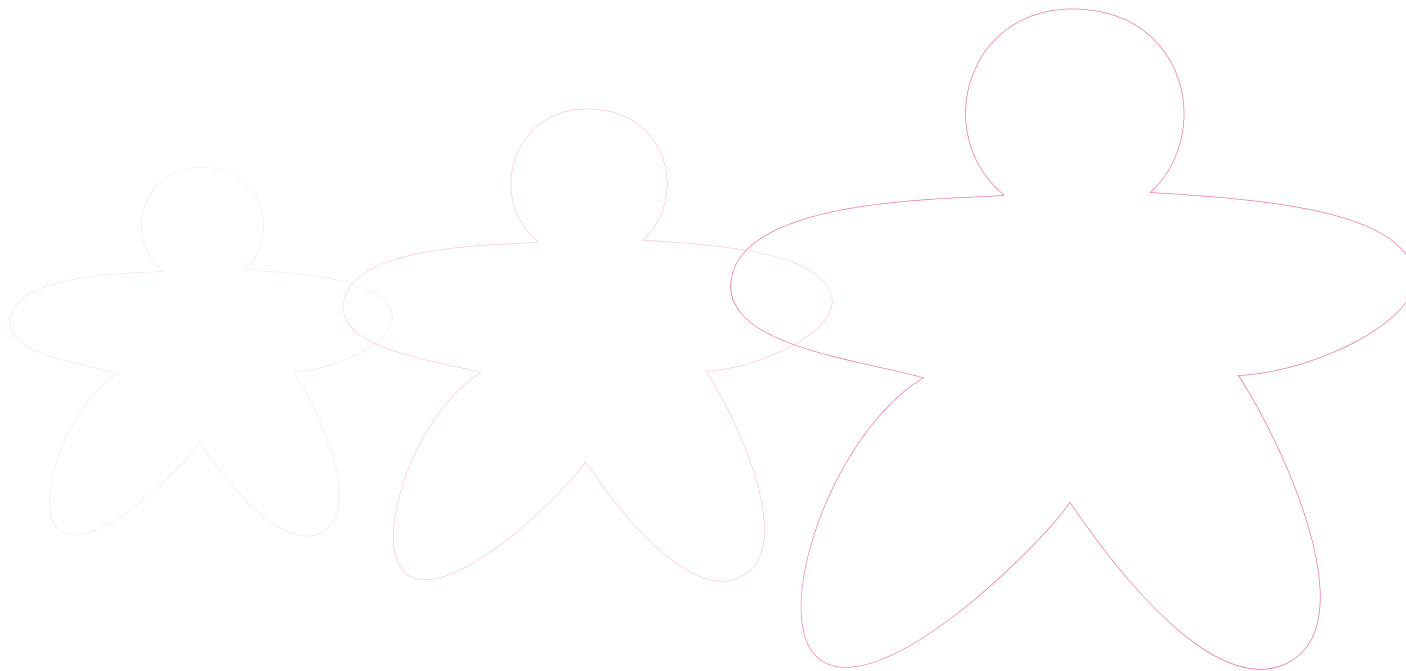
ASSURANCE CHOMAGE



ASSURANCE CHÔMAGE

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

→ Prestations de chômage versées selon le statut au regard des règlements européens 127 à 128



RÈGLEMENTS EUROPÉENS



ASSURANCE CHOMAGE : Prestations brutes versées en 2012 selon le statut au regard des règlements européens

► CHÔMEURS INDEMNISÉS EXPORTANT EN FRANCE LEURS ALLOCATIONS SUR LA BASE DE L'ARTICLE 69 DU RÈGLEMENT CEE 1408/71

Il s'agit de remboursements effectués en 2012 pour des prestations versées dans le cadre de l'article 69 du règlement (CEE) 1408/71 (avant le 1^{er} avril 2012 pour la Suisse et 1^{er} juin 2012 pour l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein) à des travailleurs qui ont été autorisés par leur institution d'affiliation à venir chercher du travail en France.

Ces prestations ont été servies par Pôle Emploi pour le compte de l'institution étrangère.

ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ISLANDE	3	76	1 919
NORVÈGE	6	241	15 544
SUISSE	47	2 901	284 345
TOTAL 2012	56	3 218	301 808
TOTAL 2011	106	6 827	587 756
% ÉVOLUTION	-47,17	-52,86	-48,65

► TRAVAILLEURS MIGRANTS DES PAYS UE-EEE-SUISSE

Il s'agit des prestations versées à des travailleurs en provenance des Etats de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre de l'article 61 du règlement européen (CE) n°883/04 et 987/09 (totalisation des périodes d'assurance). En effet, ces travailleurs bénéficient de prestations chômage en France car les périodes d'assurance accomplies dans un autre Etat ont été prises en compte.

ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ALLEMAGNE	1	366	16 562
BELGIQUE	3	552	21 016
CHYPRE	1	305	25 319
ESPAGNE	2	628	36 350
FINLANDE	2	8	570
IRLANDE	nc	79	4 501
LETTONIE	1	126	4 135
LUXEMBOURG	nc	201	7 613
MALTE	1	366	9 540
PAYS-BAS	4	1 134	52 931
PORTUGAL	1	247	6 637
ROUMANIE	1	366	6 793
ROYAUME-UNI	2	417	67 196
SUÈDE	2	369	27 252
TOTAL 2012	21	5 164	286 415
TOTAL 2011	42	9 721	543 505
% ÉVOLUTION	-50,00	-46,88	-47,30

nc : non communiqué



► **FRONTALIERS DES PAYS UE-EEE-SUISSE**

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous et résidaient en France, et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65 du règlement 883/04.



ÉTATS COMPÉTENTS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE DE JOURS INDEMNISÉS	MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS VERSÉES EN EUROS
ALLEMAGNE	7 373	1 530 751	78 183 340
AUTRICHE	7	1 232	64 434
BELGIQUE	7 690	1 269 768	52 056 194
ESPAGNE	591	111 150	4 386 500
ISLANDE ⁽¹⁾	1	144	11 759
LIECHTENSTEIN ⁽¹⁾	3	914	48 192
LITUANIE	6	649	28 024
LUXEMBOURG	10 779	1 792 548	86 525 411
MALTE	2	396	11 172
NORVÈGE ⁽¹⁾	3	716	27 418
SUISSE ⁽¹⁾	26 563	4 761 916	370 190 622
TOTAL 2012	53 018	9 470 184	591 533 066
TOTAL 2011	49 961	8 811 660	516 253 153
% ÉVOLUTION	6,12	7,47	14,58

(1) Application du règlement CEE 1408/71 (article 71) pour les chômeurs qui travaillaient dans l'un de ces états et se sont inscrits comme demandeurs d'emploi en France avant le 1^{er} juin 2012 ou avant le 1^{er} avril 2012 pour la Suisse.

Source: Unédic





PARTIE 5

LÉGISLATION APPLICABLE

LEGISLATION APPLICABLE

■ **AVANT PROPOS** 131 à 135

■ **SYNTHÈSE** 136 à 137

■ **RÈGLEMENTS EUROPÉENS**

→ Détachements et pluriactivités..... 138 à 140

→ Le détachement exceptionnel 141

■ **ACCORDS INTERNATIONAUX**

→ Les détachements de droit commun 142 à 144

→ Le détachement exceptionnel 145

■ **PAYS HORS CONVENTIONS**

→ Les détachements de droit commun..... 146 à 150



AVANT-PROPOS



En matière de sécurité sociale, les personnes ne doivent être soumises qu'à la législation d'un seul Etat.

Le principe de territorialité veut que la personne qui exerce une activité dans un Etat, doit relever obligatoirement du régime local de sécurité sociale. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les autorités compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction de/des Etat(s) dans le(s)quel(s) se rend un assuré et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation va être différente au regard de la sécurité sociale française, mais aussi de la réglementation du pays où il exerce son emploi.

4 SITUATIONS PEUVENT ÊTRE ÉGALEMENT DISTINGUÉES :

■ la mission (conventions bilatérales et décrets de coordination uniquement)

Il s'agit d'une mission d'ordre professionnel ou de voyages d'affaires qui conduisent certains collaborateurs d'une entreprise à des déplacements fréquents, successifs et souvent impromptus, soit dans un même Etat, soit dans plusieurs Etats, pour une durée inférieure à 3 mois.

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède depuis 2004, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des données statistiques auprès des organismes de base de sécurité sociale.

Les tableaux et graphiques contenus dans ce chapitre résultent de l'exploitation de la base de données constituée des formulaires européens de détachement et pluriactivité transmise par la CNAMTS et de la collecte auprès des organismes pour les formulaires des autres pays et autres régimes.

■ le détachement de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre Etat.

Le maintien du salarié au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit mais sous certaines conditions qui incombent aussi bien à l'employeur qu'à l'employé :

- Maintien du lien de subordination avec le travailleur ;
- L'employeur doit exercer une activité significative en France ;
- Le détaché est envoyé dans un autre Etat pour le compte de son employeur ;
- La personne détachée ne doit pas être envoyée en remplacement d'une autre personne détachée ;
- Le salarié doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'emploi depuis au moins un mois.

■ La pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres.



■ **le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable**

- En raison de sa longue durée : ce détachement excède la période prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et requiert des autorisations spécifiques. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- Lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement de plein droit ne sont pas réunies (par exemple une activité significative de l'entreprise dans le pays où elle est installée)

► **4 CAS DE FIGURE GÉOGRAPHIQUEMENT DISTINCTS SE PRÉSENTENT EN MATIÈRE DE DÉTACHEMENT :**

■ **Dans le cadre des règlements européens :**

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

■ **Dans le cadre des conventions bilatérales :**

Algérie, Andorre, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, Croatie, Etats-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie et Turquie.

■ **Dans le cadre des décrets de coordination :**

Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et Saint-Pierre et Miquelon.

■ **Dans le cadre des pays hors conventions :**

Pays sans accord de sécurité sociale avec la France où le travailleur devra être soumis au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.



► QUELLE EST LA DUREE MAXIMALE D'UN DETACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux ou les décrets de coordination auxquels la France est liée.

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ/ PATERNITÉ ⁽¹⁾	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
PAYS UE, SUISSE À COMPTER DU 01/04/2012 ET NORVÈGE, ISLANDE ET LIECHTENSTEIN À COMPTER DU 01/06/2013	2 ans E101 et A1	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : Caisse du lieu de séjour PE : Caisse d'affiliation	PF ⁽⁴⁾ sauf AL et allocations de garde d'enfant
SUISSE AVANT LE 01/04/2012, NORVÈGE, ISLANDE ET LICHTENSTEIN AVANT LE 01/06/2012	1 an E 101 Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 17 du Règlement (C.E.E.) 1408/71 après échange de lettres des autorités compétentes des États. Utilisation du formulaire E101.	1 an E 102	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : Caisse du lieu de séjour PE : Caisse d'affiliation	PF ⁽⁴⁾ sauf AL et allocations de garde d'enfant
ALGERIE	3 ans * SE 352-01	2 ans SE 352-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
ANDORRE ⁽²⁾	1 an SE 130-01 Sal. et NS	1 an SE 130-01 Sal. et NS	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
BENIN	1 an SE 327-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 327-02	PN - PE :Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
BOSNIE HERZEGOVINE	3 ans * SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
CAMEROUN	6 mois SE 322-01	-	PN - PE :Caisse d'affiliation	PN : choixPE : casse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
CANADA ⁽²⁾	3 ans * SE 401-01	Durée indéterminée SE 401-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
CAP-VERT	3 ans * SE 396-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 396-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
CHILI ⁽²⁾	2 ans 417-01	2 ans 417-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
CONGO	1 an SE 324-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 324-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
COREE ⁽²⁾	3 ans SE 237-1	3 ans SE 237-1	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
COTE D'IVOIRE	2 ans * SE 326-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 326-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption

* : y compris la durée des congés

PN : prestations en nature

PE : prestations en espèces

AF : allocations familiales

AL : allocation logement

PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

(1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité/paternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.

(2) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

(3) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.

(4) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément

► QUELLE EST LA DUREE MAXIMALE D'UN DETACHEMENT ? (SUITE)

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ/ PATERNITÉ ⁽¹⁾	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
CROATIE	3 ans * SE 21-01	-	PN : Choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
ETATS-UNIS ⁽²⁾	5 ans * SE 404-02 2 ans * SE 404-02 Non salariés	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
GABON	2 ans SE 328-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JETHOU	6 mois Pas de formulaire conventionnel	6 mois Pas de formulaire conventionnel	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
INDE ⁽²⁾	5 ans SE 223-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF
ISRAEL	1 an SE 207-01	Durée indéterminée SE 207-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
JAPON ⁽²⁾	5 ans SE 217-06	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF
JERSEY	1 an SE 132-J-01	A convenir SE 132-J-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
MACEDOINE	3 ans * SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
MADAGASCAR	2 ans SE 333-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
MALI	2 ans * SE 335-01	1 an renouvelable une fois SE 335-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
MAROC	3 ans SE 350-01	3 ans SE 350-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
MAURITANIE	3 ans * SE 336-01	-	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
MONACO ⁽²⁾	1 an SE 138-01	1 an SE 138-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	PF ⁽⁴⁾ sauf AL et allocations de garde d'enfant
MONTENEGRO	3 ans SE 21-01	-	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption

* : y compris la durée des congés

PN : prestations en nature

PE : prestations en espèces

AF : allocations familiales

AL : allocation logement

PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

(1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité/paternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.

(2) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

(3) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.

(4) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément



► QUELLE EST LA DUREE MAXIMALE D'UN DETACHEMENT ? (SUITE ET FIN)

PAYS	DURÉE MAXIMALE ET FORMULAIRE	PROLONGATION ET FORMULAIRE	MALADIE ET MATERNITÉ/ PATERNITÉ ⁽¹⁾	ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	PRESTATIONS FAMILIALES
NIGER	1 an SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail Utilisation du SE 337-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
PHILIPPINES ⁽²⁾	3 ans SE 220-01	3 ans SE 220-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance
QUEBEC ⁽²⁾	3 ans* salariés 1 an non salariés SE 401-Q-201	Durée indéterminée SE 401-Q-201	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
SAINT-MARIN	6 mois Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée Pas de formulaire conventionnel	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	-
SÉNÉGAL	3 ans* SE 341-01	Durée indéterminée SE 341-01	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN : Choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
SERBIE	3 ans SE 21-01	-	PN : choix PE : caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
TOGO	3 ans SE 345-01	Jusqu'à achèvement du travail SE 345-02	PN - PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
TUNISIE	3 ans* SE 351-01 6 mois non salariés	Salariés 3 ans SE 351-01	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
TURQUIE	3 ans* SE 208-01	Durée indéterminée SE 208-02	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN - PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
COLLECTIVITÉS D'OUTRE MER					
MAYOTTE	6 mois* salariés et non salariés	Formulaire à paraître	PN : du territoire de séjour par l'institution d'affiliation PE : Caisse d'affiliation	PN : du territoire de séjour par l'institution d'affiliation PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
NOUVELLE CALEDONIE ⁽²⁾	2 ans SE 988-01 1 an non salariés	2 ans SE 988-01 1 an non salariés	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption
POLYNESIE FRANCAISE ⁽²⁾	3 ans* 980-01 12 mois* non salariés	3 ans 980-01 12 mois* Non salariés	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PF du territoire de résidence de la famille
SAINT PIERRE ET MIQUELON	3 ans formulaire à paraître	3 ans formulaire à paraître	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	PN : choix PE : Caisse d'affiliation	AF + PAJE ⁽³⁾ naissance ou adoption

* : y compris la durée des congés
 PN : prestations en nature
 PE : prestations en espèces
 AF : allocations familiales
 AL : allocation logement
 PAJE : prestation d'accueil du jeune enfant

(1) La possibilité de choix offerte pour le service des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité/paternité par la caisse du lieu de séjour ou la caisse d'affiliation résulte des dispositions de l'accord lui-même ou de la législation française.
 (2) Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.
 (3) Seule la prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) sera versée sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies.
 (4) 3 composantes de la PAJE seront versées sous réserve que les conditions d'ouverture du droit soient réunies : la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base et le complément



SYNTHÈSE

► DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2012 (NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS)

TYPE D'ACCORD	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ	TOTAL
	FORMULAIRES ÉMIS		
Règlements Européens	136 318	8 510	144 828
Accords internationaux	73 073	-	73 073
Pays hors conventions	78 973	-	78 973
Total 2012	288 364	8 510	296 874
Total 2011	299 132	6 451	305 583
% d'évolution	-3,60	31,92	-2,85

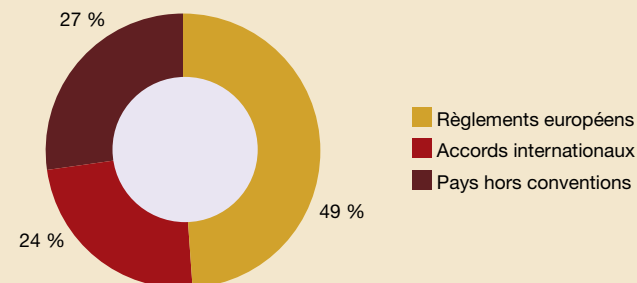


En 2012, les formulaires attestant la législation applicable ont atteint le nombre total de 296 874 soit un chiffre quasi identique à celui de l'année dernière (-2,85%).

► RÉPARTITION PAR TYPES D'ACCORDS



VERSION EXCEL



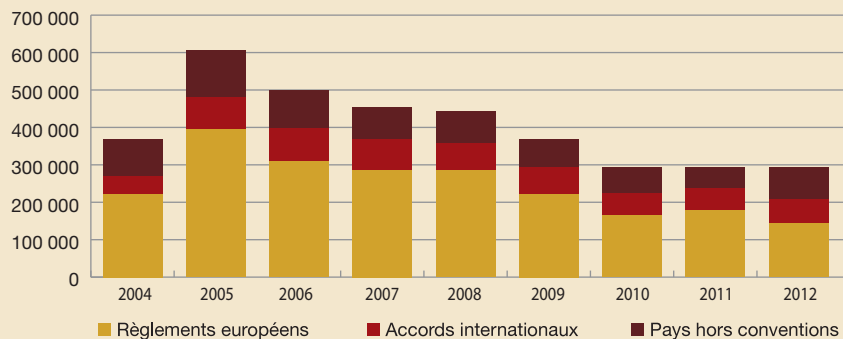
► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS

ANNÉE	RÈGLEMENTS EUROPÉENS		ACCORDS INTERNATIONAUX	PAYS HORS CONVENTIONS	TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	DÉTACHEMENT	PLURIACTIVITÉ	DÉTACHEMENT	DÉTACHEMENT		
2004	220 364	1 770	47 394	98 760	368 288	
2005	392 204	1 462	85 857	126 175	605 698	64,46
2006	307 039	1 824	89 335	101 340	499 538	-17,53
2007	285 269	664	81 530	87 837	455 300	-8,86
2008	284 137	567	74 622	84 714	444 040	-2,47
2009	221 342	624	72 409	73 723	368 098	-17,10
2010	162 718	1 014	59 755	71 639	295 126	-19,82
2011	171 910	6 451	60 737	66 485	305 583	3,54
2012	136 318	8 510	73 073	78 973	296 874	-2,85

(1) En 2004, première année de collecte des détachements et de la pluriactivité, seules les données du second semestre ont pu être recueillies.



► NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS DEPUIS 2004

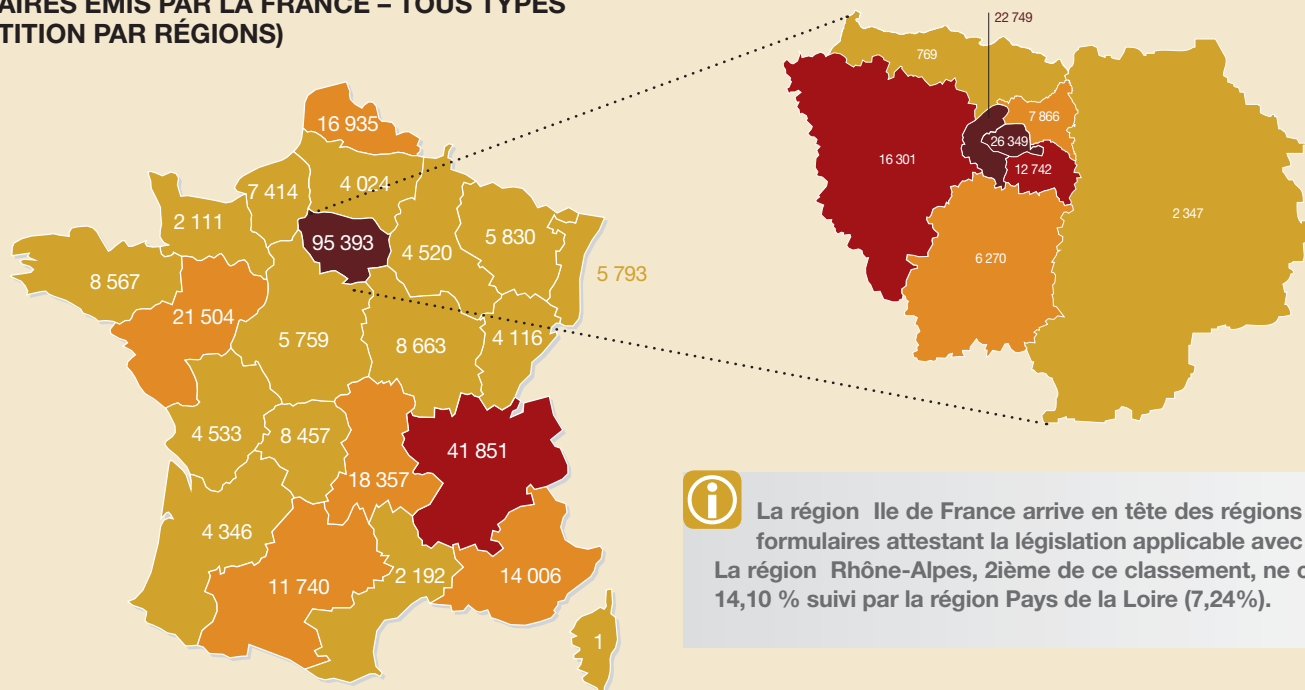


Depuis 2004, le nombre de formulaires délivrés par la France attestant la législation applicable a diminué en moyenne de 2,7% par an. Sur les 9 dernières années, en moyenne, 59,7% des formulaires émis l'ont été dans le cadre des règlements européens ; 18,2% dans le cadre des accords internationaux et enfin 22,1% dans le cadre des pays hors conventions.

► NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS PAR LA FRANCE – TOUS TYPES D'ACCORDS – (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)

- Guyane 0
- Guadeloupe 3
- La Réunion 759
- Martinique 0

- > 80 000
- de 40 000 à 80 000
- de 10 000 à 39 999
- < 10 000



La région Ile de France arrive en tête des régions françaises émettrices de formulaires attestant la législation applicable avec 32,13% du total. La région Rhône-Alpes, 2ième de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 14,10 % suivi par la région Pays de la Loire (7,24%).



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

VERSION EXCEL

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ

■ Qu'est que le détachement ?

Pour reprendre en substance la définition énoncée dans l'avant-propos, il s'agit du maintien au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi d'un travailleur, salarié ou non salarié, qui va exécuter un travail prévu à l'avance, pour le compte de son employeur habituel. Dans le cadre des règlements européens, ce travail se fera dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, avec une certaine continuité et durant un temps déterminé et limité à 24 mois maximum.

Les conditions nécessaires au maintien du salarié au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi sont les mêmes que celles indiquées dans l'avant-propos.

Toujours dans le cadre des règlements européens, le maintien du travailleur indépendant au régime de protection sociale du pays habituel d'exercice est de droit si la durée prévisible de l'activité ne dépasse pas 24 mois.

■ Qu'est que la pluriactivité ?

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) pour le compte d'un ou plusieurs employeur(s) dans deux ou plusieurs Etats membres.

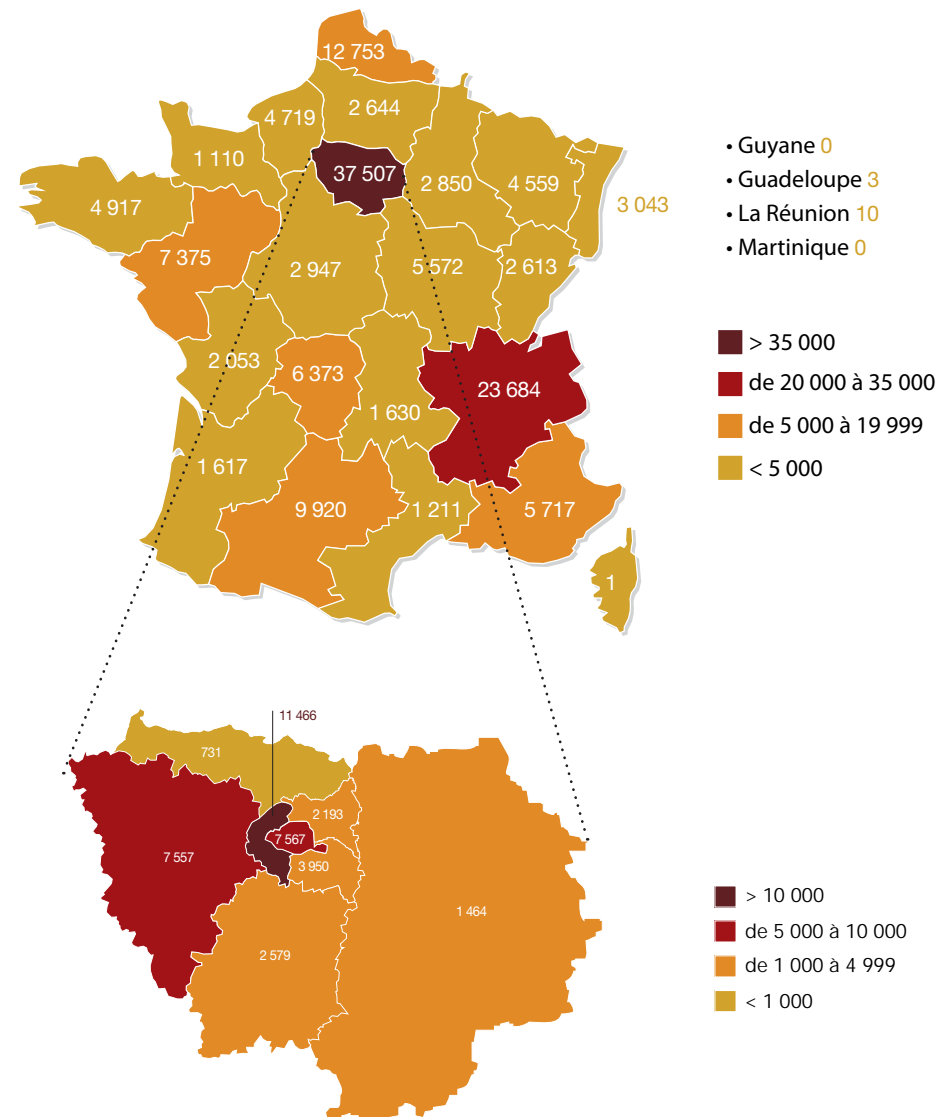
Afin de distinguer la notion de pluriactivité de celle de détachement, il est important de considérer le caractère permanent d'une activité (pluriactivité) du caractère temporaire ou ponctuel de celle-ci (détachement).

L'unicité de la législation applicable au salarié pluriactif est l'objectif fixé tant par le règlement 1408/71 que par le règlement 883/04 : unicité applicable à l'ensemble des activités en termes de cotisations sociales que de droits. De façon simplifiée, la législation retenue sera soit celle de l'Etat de la résidence de la personne, soit celle du siège du ou des employeur(s) ou des entreprises.

Depuis le 1er mai 2010, date de mise en oeuvre des nouveaux règlements européens, le document portable A1 attestant de la législation applicable remplace le formulaire E101 mais celui-ci peut continuer d'être utilisé par les organismes de sécurité sociale.

Dans les tableaux suivants, sont comptabilisés le nombre de formulaires E101 (ou A1) émis par les caisses de sécurité sociale, dans le cadre du détachement ou de la pluriactivité.

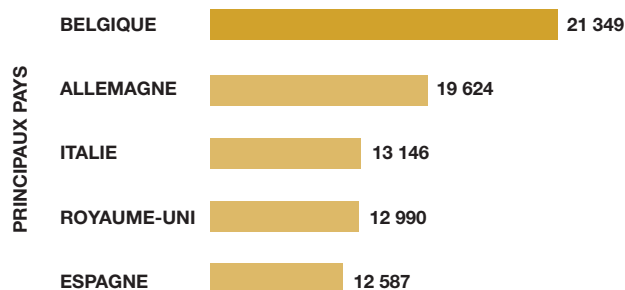
FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)





VERSION EXCEL

DÉTACHEMENTS ET PLURIACTIVITÉ EN 2012



PAYS	DÉTACHEMENTS	
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2012	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2011
ALLEMAGNE	19 624	21 881
AUTRICHE	1 749	1 880
BELGIQUE	21 349	35 295
BULGARIE	405	551
CHYPRE	152	137
DANEMARK	1 041	1 367
ESPAGNE	12 587	14 936
ESTONIE	134	159
FINLANDE	983	1 037
GRÈCE	1 328	1 805
HONGRIE	1 172	1 425
IRLANDE	866	1 598
ISLANDE	65	109
ITALIE	13 146	15 020
LETTONIE	142	120
LIECHTENSTEIN	3	10
LITUANIE	103	191
LUXEMBOURG	2 359	3 602

PAYS	DÉTACHEMENTS	
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2012	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2011
MALTE	372	364
NORVÈGE	863	1 080
PAYS-BAS	4 862	5 785
POLOGNE	2 784	3 032
PORTUGAL	2 651	3 303
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 412	1 998
ROUMANIE	2 050	2 156
ROYAUME-UNI	12 990	13 226
SLOVAQUIE	572	946
SLOVÉNIE	457	433
SUÈDE	2 107	2 677
SUISSE	8 041	8 133
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽¹⁾	19 949	27 654
TOTAL DÉTACHEMENT	136 318	171 910

PAYS	PLURIACTIVITÉ	
	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2012	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS EN 2011
DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES ⁽¹⁾	8 510	6 451
TOTAL PLURIACTIVITÉ	8 510	6 451

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

► ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101

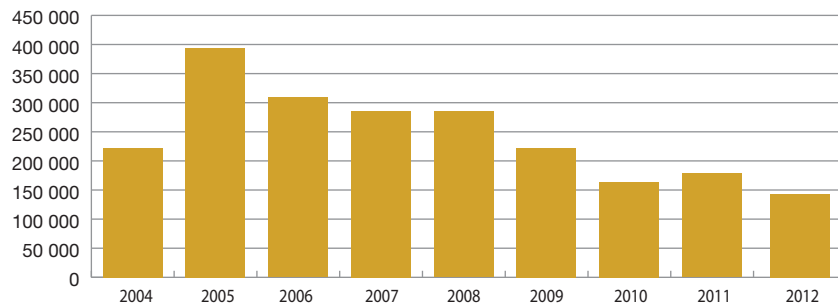


ANNÉE	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101		TOTAL GÉNÉRAL	% ÉVOLUTION
	DÉTACHEMENTS	PLURIACTIVITÉ		
2004	220 364	1 770	222 134	
2005	392 204	1 462	393 666	77,22
2006	307 039	1 824	308 863	-21,54
2007	285 269	664	285 933	-7,42
2008	284 137	567	284 704	-0,43
2009	221 342	624	221 966	-22,04
2010	162 718	1 014	163 732	-26,24
2011	171 910	6 451	178 361	8,93
2012	136 318	8 510	144 828	-11,55

(1)

(1) En 2004, première année de collecte de ce type d'information, seules les données du second semestre ont pu être recueillies.

► NOMBRE DE FORMULAIRES A1 ET E101 ÉMIS DEPUIS 2004





LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels sont prévus par l'article 16 du règlement 883/2004.

Les accords exceptionnels de l'article 16 sont utilisés pour :

- Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois ;
- La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois ;
- La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement) ;
- Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque les conditions du détachement ne sont pas remplies (ex : lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil).

Dans ces cas de figure, une demande d'application de l'article 16 du règlement 883/2004 : « maintien d'affiliation au régime français » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner, autoriser et transmettre à l'autorité ou institution compétente de l'autre Etat cette demande. Celle-ci, en retour, fait connaître son avis au Cleiss.

Les règlements 883/2004 et 987/2009 sont applicables en Suisse depuis le 1er avril 2012 et en Islande, au Liechtenstein et en Norvège depuis le 1er juin 2012. Avant ces dates, les règlements (CE) 1408/71 et 574/72 demeuraient en vigueur pour ces pays (article 17).

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT CONCERNÉ		PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ÉTAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
	FORMULAIRE E102	SELON LES ARTICLES 16 ET 17	
ALLEMAGNE	0	307	173
AUTRICHE	0	10	5
BELGIQUE	0	174	222
BULGARIE	0	0	10
CHYPRE	0	0	0
DANEMARK	0	14	2
ESPAGNE	0	160	77
ESTONIE	0	0	0
FINLANDE	0	12	10
GRÈCE	0	0	6
HONGRIE	0	6	12
IRLANDE	0	19	5
ISLANDE	0	0	0
ITALIE	0	118	139
LETTONIE	0	2	0
LIECHTENSTEIN	0	0	0
LITUANIE	0	0	0
LUXEMBOURG	0	15	6
MALTE	0	0	2
NORVÈGE	0	29	17
PAYS-BAS	0	56	23
POLOGNE	0	47	43
PORTUGAL	0	26	20
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0	2	11
ROUMANIE	0	7	70
ROYAUME-UNI	0	304	201
SLOVAQUIE	0	7	12
SLOVÉNIE	0	0	3
SUÈDE	0	18	10
SUISSE	1	188	109
TOTAL 2012	1	1 521	1 188
TOTAL 2011	28	2 009	1 575
<i>% d'évolution</i>	<i>-96,43</i>	<i>-24,29</i>	<i>-24,57</i>

✿ ACCORDS INTERNATIONAUX

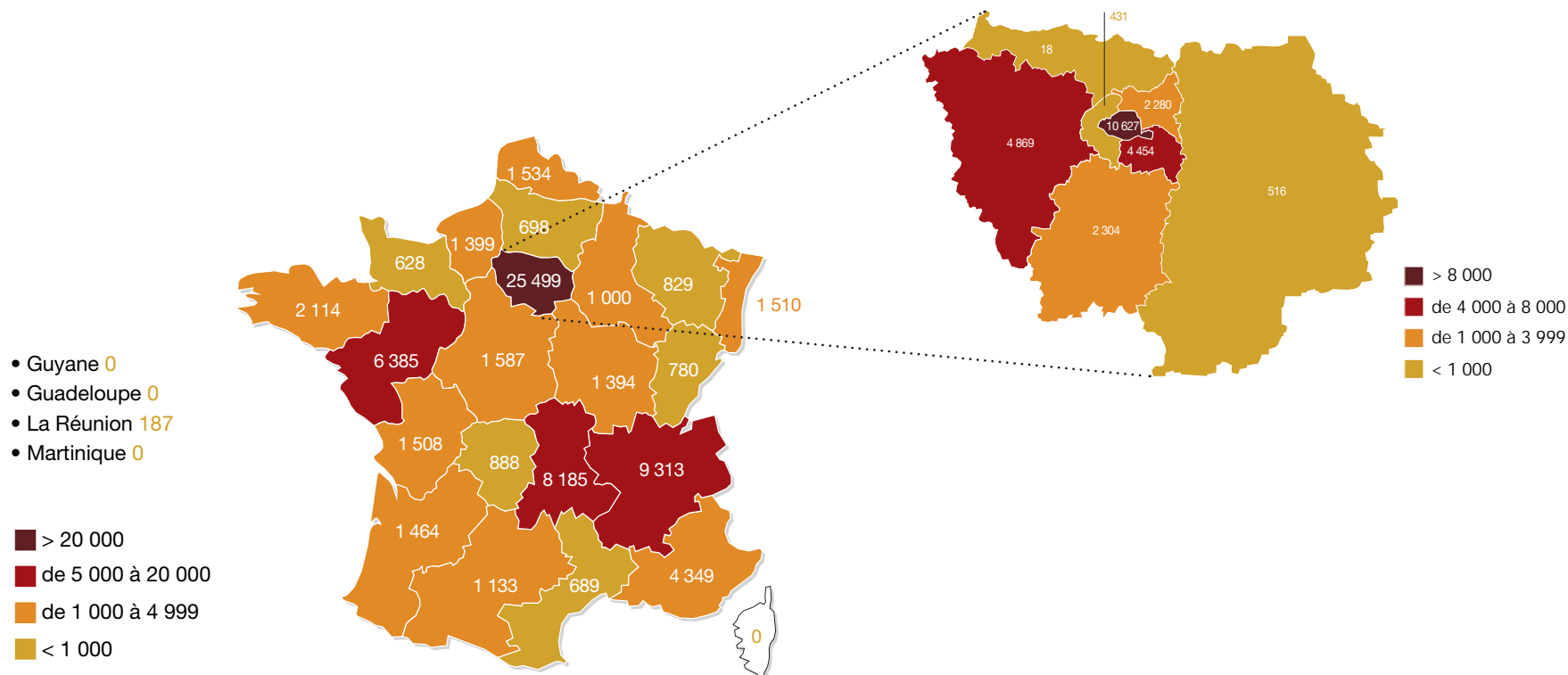
Actuellement, 35 Etats (ou Etats fédérés) et 4 territoires d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Il s'agit de : Algérie, Andorre, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, Croatie, Etats-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jethou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie, puis Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

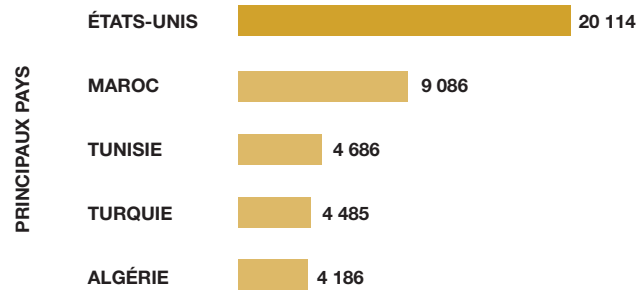
Les modalités de détachement dans un de ces Etats résultent des dispositions propres à chaque convention. Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 133 à 135).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'Etat co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Canada, Chili, Etats-Unis, Monaco et Philippines).

► FORMULAIRES DE DÉTACHEMENTS ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



D DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN EN 2012 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)



CONVENTIONS BILATÉRALES	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	ALGÉRIE	4 186
ANDORRE	460	
AURIGNY	0	
BÉNIN	448	
BOSNIE-HERZÉGOVINE	113	
CAMEROUN	1 076	
CANADA	3 399	
CAP VERT	150	
CHILI	739	
CONGO	1 208	
CORÉE	1 324	
CÔTE D'IVOIRE	1 247	
CROATIE	858	
ETATS-UNIS	20 114	
GABON	1 125	
GUERNESEY	12	
HERM	2	
INDE	3 609	
ISRAËL	1 062	
JAPON	2 668	
JERSEY	37	
JETHOU	8	

CONVENTIONS BILATÉRALES	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	MACÉDOINE	95
MADAGASCAR	835	
MALI	419	
MAROC	9 086	
MAURITANIE	406	
MONACO	1 506	
MONTÉNÉGRO	365	
NIGER	321	
PHILIPPINES	251	
QUÉBEC	802	
SAINT-MARIN	0	
SÉNÉGAL	1 336	
SERBIE	760	
TOGO	284	
TUNISIE	4 686	
TURQUIE	4 485	
SOUS-TOTAL 2012	69 482	
SOUS-TOTAL 2011	55 516	
<i>% évolution</i>	<i>25,16</i>	

DÉCRETS DE COORDINATION	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
	MAYOTTE	165
NOUVELLE CALÉDONIE	476	
POLYNÉSIE FRANÇAISE	223	
SAINT PIERRE ET MIQUELON	9	
SOUS-TOTAL 2012	873	
SOUS-TOTAL 2011	842	
<i>% évolution</i>	<i>3,68</i>	



► DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN EN 2012
(TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

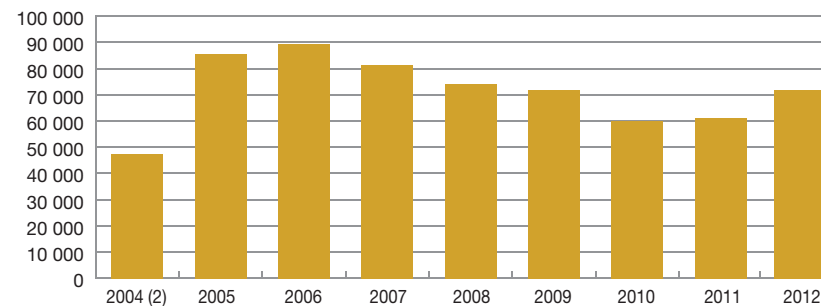


DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES (1)	2 718
SOUS-TOTAL 2012	2 718
SOUS-TOTAL 2011	4 379
% évolution	-37,93

TOTAL GÉNÉRAL 2012	73 073
TOTAL GÉNÉRAL 2011	60 737
% évolution	20,31

(1) : lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas possible

► EVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
(TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)



(2) En 2004, première année de collecte de données sur les situations de détachements, seules les données du second trimestre ont pu être recueillies



Entre 2006 et 2010, le nombre de formulaires de détachement émis a connu une baisse continue. L'année 2011 marque un léger regain qui se poursuit plus nettement en 2012 (+20,31%).



LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL



PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ETAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ETAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
ALGÉRIE	1	9
ANDORRE	0	2
BÉNIN	0	0
BOSNIE-HERZÉGOVINE	0	0
CAMEROUN	0	1
CANADA	6	0
CAP-VERT	0	0
CHILI	0	1
CONGO	0	0
CORÉE	17	0
CÔTE D'IVOIRE	0	3
CROATIE	0	1
ETATS-UNIS	0	0
GABON	0	0
GUERNESEY	0	0
AURIGNY	0	0
HERM	0	0
JETHOU	0	0
ISRAËL	1	1
JAPON	37	5
JERSEY	0	0
MACÉDOINE	0	0
MADAGASCAR	0	0
MALI	0	3
MAROC	0	46
MAURITANIE	0	0
MONACO	17	24
MONTENEGRO	0	0
NIGER	0	0

PAYS	PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION DE L'ETAT CONCERNÉ	PERSONNES TRAVAILLANT DANS L'ETAT CONCERNÉ ET MAINTENUES À LA LÉGISLATION FRANÇAISE
PHILIPPINES	0	4
QUÉBEC	65	3
SAINT-MARIN	0	0
SÉNÉGAL	0	0
SERBIE	0	0
SUISSE (1)	163	23
TOGO	0	0
TUNISIE	4	28
TURQUIE	3	1
MAYOTTE	0	0
NOUVELLE-CALÉDONIE	0	17
POLYNÉSIE FRANÇAISE	0	1
SAINT PIERRE ET MIQUELON	0	0
TOTAL 2012	314	173
TOTAL 2011	245	205
<i>% d'évolution</i>	<i>28,16</i>	<i>-15,61</i>

(1) Pour les ressortissants d'Etats-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 03/07/1975



PAYS HORS CONVENTIONS

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

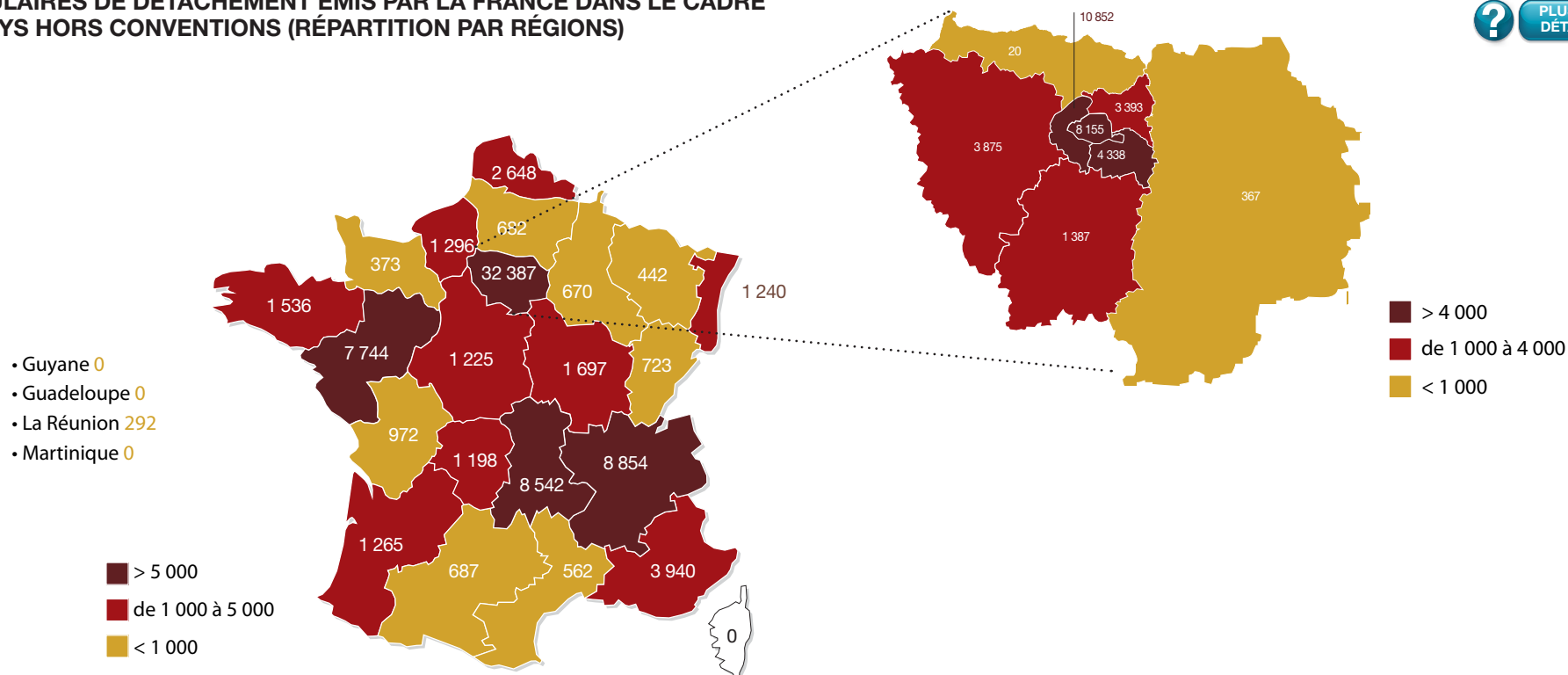
- dans un Etat hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre-mer autre que Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

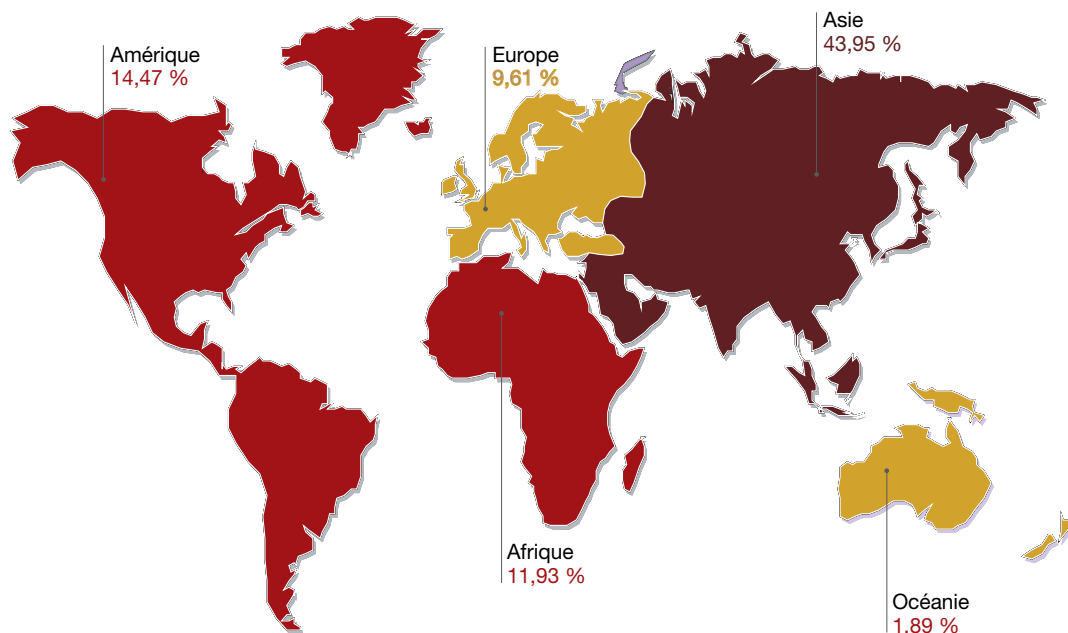
- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'Etat cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 142).
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.


Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale grâce à la législation française. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.





FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES PAYS HORS CONVENTIONS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



► DÉTACHEMENTS EFFECTUÉS EN 2012 DANS LE CADRE DES PAYS HORS CONVENTIONS

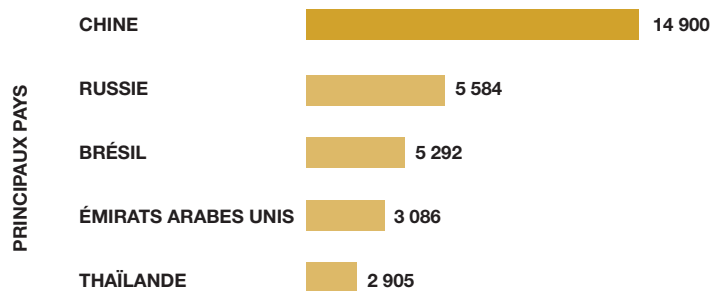


 Dans le cadre des pays hors conventions, 44 % des missions et détachements se font vers des pays d'Asie.

-  > 20%
-  de 10% à 20%
-  < 10%
-  Données géographiques non précisées 18,16 %



► DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN EN 2012 (TRAVAILLEURS SALARIÉS)



	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
EUROPE	ALBANIE	126
	BIÉLORUSSIE	171
	MOLDAVIE	50
	RUSSIE	5 584
	UKRAINE	851
	AUTRES PAYS D'EUROPE	808
	SOUS-TOTAL 2012	7 590
	SOUS-TOTAL 2011	6 728
	<i>% évolution</i>	<i>12,81</i>
ASIE	AFGHANISTAN	398
	ARABIE SAOUDITE	1 646
	CHINE	14 900
	EMIRATS ARABES UNIS	3 086
	INDONÉSIE	938
	IRAK	287
	IRAN	415
	JORDANIE	387
	KAZAKHSTAN	379
	KOWEIT	377

	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
ASIE	LIBAN	682
	MALAISIE	950
	QATAR	1 180
	SINGAPOUR	1 507
	SYRIE	42
	TAIWAN	622
	THAÏLANDE	2 905
	AUTRES PAYS D'ASIE	4 004
	SOUS-TOTAL 2012	34 705
	SOUS-TOTAL 2011	27 636
<i>% évolution</i>	<i>25,58</i>	
AFRIQUE	AFRIQUE DU SUD	1 788
	BURKINA	553
	BURUNDI	139
	DJIBOUTI	147
	EGYPTE	1 399
	ETHIOPIE	377
	KENYA	347
	LIBYE	359
	ILE MAURICE	968
	OUGANDA	126
	TCHAD	681
	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	2 538
	SOUS-TOTAL 2012	9 422
	SOUS-TOTAL 2011	7 708
<i>% évolution</i>	<i>22,24</i>	



► DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN EN 2012 (TRAVAILLEURS SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
AMÉRIQUE	ARGENTINE	883
	BOLIVIE	353
	BRÉSIL	5 292
	COLOMBIE	672
	COSTA RICA	269
	CUBA	239
	EQUATEUR	189
	HAITI	285
	HONDURAS	158
	MEXIQUE	1 685
	NICARAGUA	13
	PARAGUAY	17
	PÉROU	415
	URUGUAY	85
	VENEZUELA	123
	AUTRES PAYS D'AMÉRIQUE	747
	SOUS-TOTAL 2012	11 425
	SOUS-TOTAL 2011	8 775
	<i>% évolution</i>	<i>30,20</i>

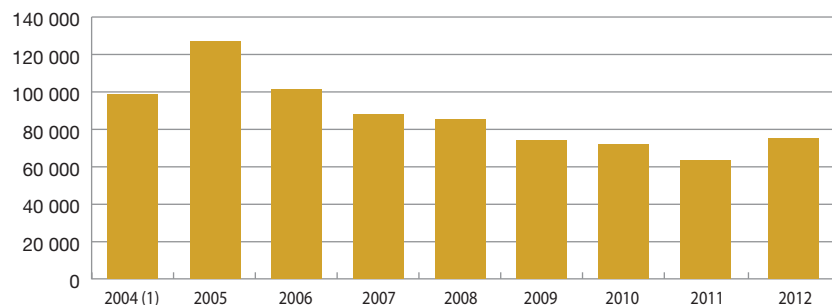
	PAYS	NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS
OCÉANIE	AUSTRALIE	1 136
	FIDJI	1
	NOUVELLE ZÉLANDE	156
	PAPOUASIE	18
	WALLIS ET FUTUNA	0
	AUTRES PAYS D'OCÉANIE	179
	SOUS-TOTAL 2012	1 490
	SOUS-TOTAL 2011	1 696
	<i>% évolution</i>	<i>-12,15</i>

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES NON PRÉCISÉES (1)	14 341
SOUS-TOTAL 2012	14 341
SOUS-TOTAL 2011	13 942
<i>% évolution</i>	<i>2,86</i>

TOTAL GÉNÉRAL 2012	78 973
TOTAL GÉNÉRAL 2011	66 485
<i>% évolution</i>	<i>18,78</i>

(1) : lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas possible.

► EVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS)



(1) En 2004, première année de collecte des détachements, seules les données du second trimestre ont pu être recueillies.



On observe une augmentation de 18% du nombre de formulaires émis entre 2011 et 2012, première année de hausse depuis 2005.





|||||
PARTIE 6

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER-FRANCE



FLUX FINANCIERS : ÉTRANGER – FRANCE

■ RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les pensions de vieillesse et réversion (ou de survivants) et les allocations de retraites complémentaires

→ versées entre les pays appliquant les règlements européens et la France 153 à 155

Les pensions d'invalidité :

→ versées entre les pays appliquant les règlements européens et la France 156 à 158



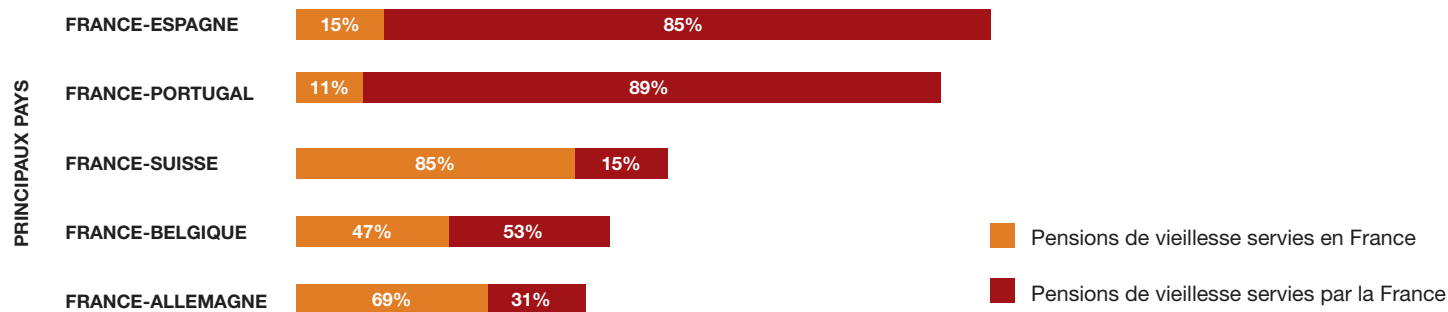
RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de la plupart de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse et d'invalidité versées à des personnes résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel elles ont cotisé pendant leur durée de travail.

Le tableau ci-dessous regroupe les pensions de vieillesse versées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France mais aussi les pensions de vieillesse et retraites complémentaires versées par les organismes français à des bénéficiaires résidant dans un autre pays européen (données que l'on retrouve de façon détaillée, au format excel, dans la 3^{ème} partie du rapport).

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

► PENSIONS DE VIEILLESSE ET ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRES VERSÉES ET REÇUES PAR LA FRANCE EN 2012



PAYS	ORGANISMES DE LIAISON	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE VIEILLESSE		ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRES	
		SERVIES EN FRANCE		SERVIES PAR LA FRANCE			
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	DRB - Deutsche Rentenversicherung Bund	69 022	242 710 000	62 553	109 727 607	24 526	39 943 891
AUTRICHE	Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger	2 043	6 490 835	2 461	4 755 789	1 130	3 221 456
BELGIQUE	ONP – Office National des Pensions	41 277	183 317 031	70 173	205 330 936	50 436	100 256 722
BULGARIE	NSSI – National Social Security Institute	nc	nc	168	574 764	146	323 709
CHYPRE	MLSI – Ministry of Labour and Social Insurance	nc	nc	62	299 591	87	582 965
DANEMARK	Udbetaling Danmark	2 291	18 415 958	542	1 182 906	483	1 145 318
ESPAGNE	Instituto Nacional de la Seguridad Social	38 960	135 453 409	350 678	746 803 722	160 239	202 604 706
ESTONIE	Sotsiaalkindlustusamet	11	27 974	9	85 143	10	12 669
FINLANDE	KELA - Kansaneläkelaitos /Folkpensionsanstalten	139	260 220	246	485 439	209	449 021
GRÈCE	IKA - Idruma Koinonikon Asphaliseon	nc	nc	2 272	7 043 456	1 885	4 560 020

► PENSIONS DE VIEILLESSE ET ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRES VERSÉES ET REÇUES PAR LA FRANCE EN 2012 (SUITE ET FIN)



PAYS	ORGANISMES DE LIAISON	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE VIEILLESSE		ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRES	
		SERVIES EN FRANCE		SERVIES PAR LA FRANCE			
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
HONGRIE	ONYF - Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság	nc	nc	506	2 216 542	431	1 020 314
IRLANDE	Department of Social Protection - Social Welfare Services	368	2 655 866	302	906 843	317	832 239
ISLANDE	TR - Tryggingastofnun Ríkisins	2	8 903	7	22 994	14	21 412
ITALIE	INPS - Istituto Nazionale della Previdenza Sociale	nc	nc	137 903	260 970 917	70 645	85 195 073
LETTONIE	VSAA - Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra	21	67 258	9	48 344	7	7 011
LIECHTENSTEIN	AHV-IV-FAK Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung	33	127 789	45	108 729	34	112 135
LITUANIE	SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba	17	35 764	15	55 377	9	29 274
LUXEMBOURG	CNAP - Caisse nationale d'assurance pension	14 248	169 551 386	4 525	14 443 308	3 011	9 207 082
MALTE	Divizjoni tas-Sigurta' Soċjali	19	67 078	44	231 822	70	577 522
NORVÈGE	NAV Pensjon	nc	nc	347	799 456	245	627 239
PAYS-BAS	Sociale Verzekeringsbank	11 459	75 661 236	3 808	6 914 390	2 850	6 225 631
POLOGNE	ZUS - Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków	3 794	7 474 381	8 185	16 040 923	5 101	3 794 823
PORTUGAL	IP - Instituto da Segurança Social	39 242	88 971 524	205 732	738 560 542	178 319	236 798 357
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	CSSZ - Česká Správa Sociálního Zabezpečení	683	1 252 198	482	1 288 930	379	956 837
ROUMANIE	CNPAS - Casa Națională de Pensii Publice	nc	nc	277	1 203 323	261	966 649
ROYAUME-UNI	DWP - Department for Work and Pensions	59 110	324 691 387	8 626	19 430 058	7 471	25 758 362
SLOVAQUIE	Sociálna poisť ovňa	179	204 868	327	537 180	233	309 119
SLOVÉNIE	ZPIZ - Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije	407	450 549	913	2 284 986	515	720 867
SUÈDE	Pensionsmyndigheten	1 687	11 957 901	1 420	2 925 027	1 182	2 750 239
SUISSE	CDC - Schweizerische Ausgleichskasse	57 736	375 842 086	22 562	66 544 250	17 503	71 321 046
TOTAL 2012		342 748	1 645 695 601	885 199	2 211 823 296	527 748	800 331 708

nc : non communiqué

i En 2012, la Suisse arrive en tête des pays de l'E.E.E-Suisse en matière de pensions de vieillesse versées en France. Cela se traduit par un montant de 375,84 millions d'euros soit près de 23 % du montant total transféré vers la France. Le Royaume-Uni et l'Allemagne arrivent derrière avec 19,7 % et 14,7 %.

Réciproquement, les principaux pays auxquels la France a versé des pensions de vieillesse et allocations de retraite complémentaire en 2012 sont le Portugal, l'Espagne et l'Italie avec respectivement 32,4 %, 31,5 % et 11,5% du montant total transféré.



► PENSIONS DE VIEILLESSE UE-EEE-SUISSE SERVIES EN FRANCE DEPUIS 2004

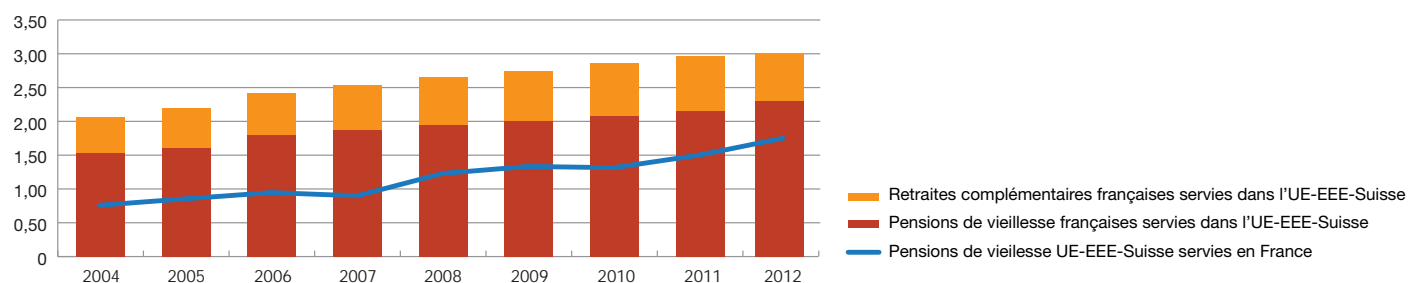

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE SURVIVANTS		TOTAL		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION
2004	172 556	634 197 942	40 739	130 063 111	213 295	764 261 053	
2005	190 985	712 155 665	43 322	145 295 746	234 307	857 451 411	12,19
2006	201 794	796 356 754	44 589	152 450 839	246 383	948 807 594	10,65
2007	205 612	701 814 917	65 722	201 176 585	271 334	902 991 502	-4,83
2008	262 592	1 022 721 476	66 754	210 324 688	329 346	1 233 046 164	36,55
2009	274 774	1 112 106 448	67 015	223 767 527	341 789	1 335 873 975	8,34
2010	285 445	1 195 284 868	68 180	234 836 718	353 625	1 430 121 586	7,06
2011	308 309	1 341 087 915	71 607	253 258 356	379 916	1 594 346 272	11,48
2012	288 541	1 417 143 580	54 207	228 552 021	342 748	1 645 695 601	3,22

► PENSIONS DE VIEILLESSE ET ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE SERVIES DANS L'UE-EEE-SUISSE DEPUIS 2004

ANNÉES	PENSIONS DE VIEILLESSE		PENSIONS DE RÉVERSION		ALLOCATIONS DE RETRAITE		ALLOCATIONS DE RÉVERSION		TOTAL	
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION
2004	594 220	1 442 426 400	186 713	95 699 155	321 556	430 147 144	113 386	101 537 528	2 069 810 226	
2005	608 673	1 513 381 775	189 809	98 036 786	329 850	474 331 510	118 110	110 026 437	2 195 776 508	6,09
2006	624 785	1 570 456 469	194 827	229 897 893	347 103	505 048 528	122 404	116 345 627	2 421 748 517	10,29
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	356 255	551 149 194	125 615	123 682 034	2 540 090 898	4,89
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	358 222	571 980 005	125 276	127 833 100	2 651 715 177	4,39
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	374 717	608 749 834	128 518	132 771 305	2 741 973 273	3,40
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	383 015	644 885 084	129 406	138 440 543	2 856 809 741	4,19
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	391 362	666 067 803	131 183	141 611 679	2 964 953 557	3,79
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	395 436	659 440 844	132 312	140 890 864	3 012 155 004	1,59

Toutes ces données statistiques, collectées par le Cleiss, sont détaillées par régimes dans "Rentés, pensions et allocations - Règlements européens" (Partie 3 du rapport 2012 - fichier au format excel)

Milliards d'euros



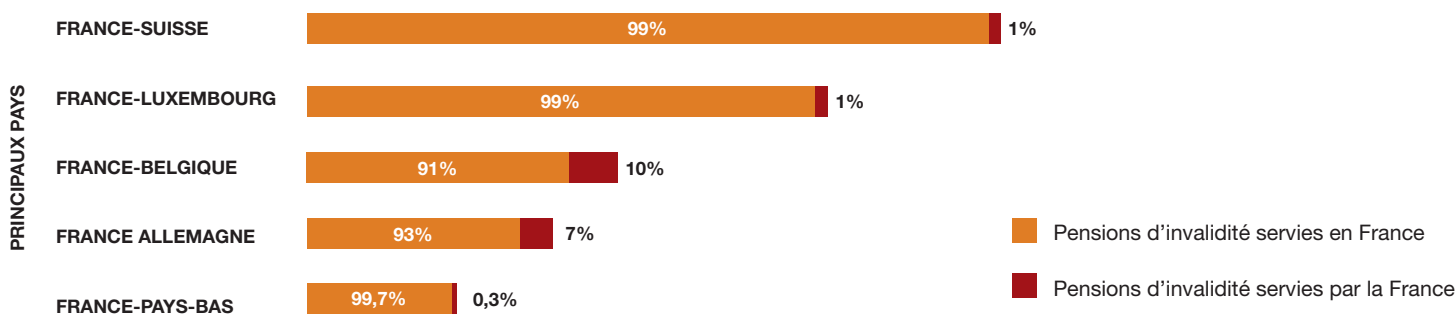
Le tableau ci-dessous regroupe les pensions d'invalidité versées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France mais aussi celles versées par les organismes français à des bénéficiaires résidant dans un autre pays européen (données que l'on retrouve de façon détaillée, au format excel, dans la 3^{ème} partie du rapport).

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif .



PRINCIPAUX PAYS

► PENSIONS D'INVALIDITÉ VERSÉES ET REÇUES PAR LA FRANCE EN 2012



PAYS	ORGANISMES DE LIAISON	PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE		PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES PAR LA FRANCE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ALLEMAGNE	DRB - Deutsche Rentenversicherung Bund	3 468	17 864 000	670	1 397 449
AUTRICHE	Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger	23	139 835	36	68 440
BELGIQUE	INAMI - Institut National d'Assurance Maladie Invalidité	2 472	24 346 241	352	2 408 734
BULGARIE	NSSI - National Social Security Institute	nc	nc	1	11 933
CHYPRE	MLSI - Ministry of Labour and Social Insurance	nc	nc	0	0
DANEMARK	Udbetaling Danmark	127	2 359 649	9	19 618
ESPAGNE	Instituto Nacional de la Seguridad Social	287	2 680 665	417	2 605 344
ESTONIE	Sotsiaalkindlustusamet	2	3 460	0	0
FINLANDE	KELA - Kansaneläkelaitos /Folkpensionsanstalten	3	12 989	13	30 737
GRÈCE	IKA - Idruma Koinonikon Asphaliseon	nc	nc	10	53 536
HONGRIE	ONYF - Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság	nc	nc	1	1 528
IRLANDE	Department of Social Protection - Social Welfare Services	10	133 912	5	46 385
ISLANDE	TR - Tryggingastofnun Ríkisins	3	17 977	1	9 596

nc : non communiqué



► PENSIONS D'INVALIDITÉ VERSÉES ET REÇUES PAR LA FRANCE EN 2012 (SUITE ET FIN)

PAYS	ORGANISMES DE LIAISON	PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE		PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES PAR LA FRANCE	
		NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)
ITALIE	INPS - Istituto Nazionale della Previdenza Sociale	nc	nc	224	1 138 552
LETTONIE	VSAA - Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra	1	1 171	0	0
LIECHTENSTEIN	AHV-IV-FAK Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung	1	1 743	4	4 978
LITUANIE	SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba	2	3 703	0	0
LUXEMBOURG	CNAP - Caisse nationale d'assurance pension	3 984	49 505 978	147	462 912
MALTE	Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali	0	0	1	16 241
NORVÈGE	NAV Pensjon	nc	nc	9	21 700
PAYS-BAS	UWV - Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen	862	14 137 567	8	42 308
POLOGNE	ZUS - Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków	29	70 064	31	187 655
PORTUGAL	IP - Instituto da Segurança Social	1 428	3 779 206	1 682	7 852 666
RÉPUBLIQUE-TCHÈQUE	CSSZ - Česká Správa Sociálního Zabezpečení	7	17 753	4	10 303
ROUMANIE	CNPAS - Casa Națională de Pensii Publice	nc	nc	0	0
ROYAUME-UNI	DWP - Department for Work and Pensions	nc	nc	32	223 073
SLOVAQUIE	Sociálna poisťovňa	4	9 459	3	6 156
SLOVÉNIE	ZPIZ - Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije	2	nc	3	4 863
SUÈDE	Försäkringskassan	42	451 840	30	65 149
SUISSE	CDC - Schweizerische Ausgleichskasse	5 081	67 043 972	262	956 979
TOTAL 2012		17 838	182 581 185	3 955	17 646 833

nc : non communiqué



En 2012, la Suisse arrive en tête des pays de l'E.E.E-Suisse en matière de pensions d'invalidité versées en France. Cela se traduit par un montant de 67,04 millions d'euros soit près de 37% du montant total transféré vers la France. Le Luxembourg et la Belgique arrivent derrière avec 27,1 % et 13,3 %.

Réciproquement, les principaux pays auxquels la France a versé des pensions d'invalidité en 2012 sont le Portugal, l'Espagne et la Belgique avec respectivement 44,5%, 14,8% et 3,7% du montant total transféré.

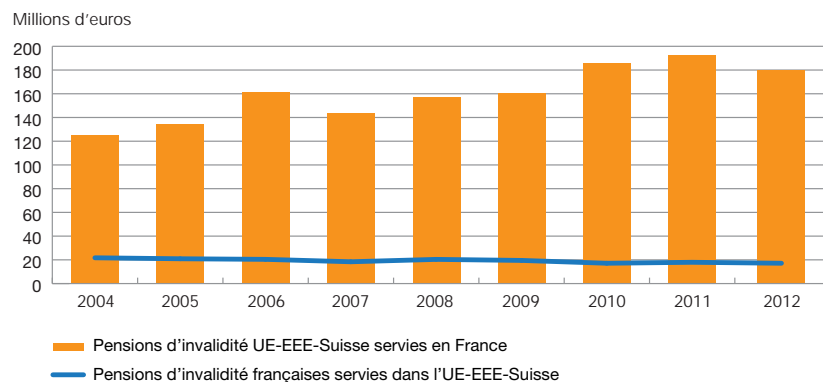


► ÉVOLUTION DES PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES ET REÇUES PAR LA FRANCE DEPUIS 2004



ANNEES	PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE			PENSIONS D'INVALIDITÉ SERVIES PAR LA FRANCE		
	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (EUROS)	% EVOLUTION
2004	15 027	125 865 655		5 523	21 806 154	
2005	16 363	134 301 970	6,70	5 097	20 989 070	-3,75
2006	18 547	162 457 988	20,96	4 929	20 485 886	-2,40
2007	18 075	145 066 410	-10,71	4 620	18 461 323	-9,88
2008	19 042	156 665 040	8,00	4 927	20 458 362	10,82
2009	18 967	160 619 806	2,52	4 892	19 584 931	-4,27
2010	19 960	182 980 818	13,92	4 356	17 207 714	-12,14
2011	20 519	189 060 491	3,32	4 147	17 883 218	3,93
2012	17 838	182 581 185	-3,43	3 955	17 646 833	-1,32

Toutes ces données statistiques, collectées par le Cleiss, sont détaillées par régimes dans "Rentés, pensions et allocations - Règlements européens" (Partie 3 du rapport 2012 - fichier au format excel)





PARTIE 7

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

■ LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE	161 à 166
■ L'IMMIGRATION FAMILIALE	167 à 170
■ LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER (IMMATRICULATION DANS LES CONSULATS)	171 à 177



★ LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE

► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2012



CONTINENT / PAYS	SALARIÉS								TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL
	PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS	TOTAL SALARIÉS		
AFRIQUE DU NORD	4 812	226	581	217	18	41	5 975	11 870	468	12 338
ALGÉRIE	1 208	5	103	71	12	16	0	1 415	190	1 605
LIBYE	1	7	1	0	0	0	0	9	1	10
MAROC	2 277	128	119	31	1	14	4 926	7 496	74	7 570
TUNISIE	1 326	86	358	115	5	11	1 049	2 950	203	3 153
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	3 461	121	289	87	2	50	100	4 110	183	4 293
DONT										
BÉNIN	140	0	10	4	0	0	0	154	7	161
CAMEROUN	466	13	35	16	0	5	0	535	16	551
CAP-VERT	16	0	1	0	0	0	0	17	0	17
CONGO	103	8	6	0	0	2	0	119	5	124
CONGO (RÉP. DÉM)	69	0	8	0	0	8	0	85	26	111
CÔTE D'IVOIRE	247	4	13	7	0	3	0	274	11	285
ÉGYPTE	66	19	15	13	1	1	0	115	17	132
GABON	106	6	5	2	0	1	0	120	3	123
GUINÉE (RÉP. DE)	105	1	13	0	0	1	0	120	4	124
MADAGASCAR	174	3	21	4	0	0	0	202	6	208
MALI	641	2	12	2	0	2	1	660	13	673
MAURICE (ÎLE)	103	5	16	3	0	1	90	218	4	222
MAURITANIE	106	0	2	3	0	2	0	113	5	118
NIGER	22	2	5	1	0	2	0	32	1	33
SÉNÉGAL	757	2	68	12	0	12	7	858	19	877
TOGO	79	2	10	2	0	0	0	93	4	97
AUTRES PAYS	261	54	49	18	1	14	2	399	42	441
AMÉRIQUE DU NORD	433	603	1 487	118	30	15	4	2 690	255	2 945
CANADA	150	161	262	37	9	5	1	625	99	724
ÉTATS-UNIS	283	442	1 225	81	21	10	3	2 065	156	2 221

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2012 (SUITE)



CONTINENT / PAYS		SALARIÉS							TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL	
		PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS			TOTAL SALARIÉS
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		716	215	622	161	48	22	106	1 890	266	2 156
DONT	ARGENTINE	39	17	77	14	1	3	4	155	19	174
	BRÉSIL	133	129	64	52	18	10	9	415	157	572
	CHILI	19	6	16	12	1	2	4	60	13	73
	COLOMBIE	156	14	77	34	6	1	0	288	20	308
	HAÏTI	78	0	4	0	0	0	35	117	2	119
	MEXIQUE	81	35	150	23	3	1	11	304	35	339
	PÉROU	76	1	11	6	0	0	0	94	7	101
	VENEZUELA	41	8	36	6	0	0	1	92	5	97
AUTRES PAYS		93	5	187	14	19	5	42	365	8	373
ASIE		1 816	1 426	364	469	23	23	11	4 132	655	4 787
DONT	CHINE (RPC)	847	274	84	159	5	5	0	1 374	242	1 616
	CORÉE DU SUD	49	72	16	15	6	3	0	161	48	209
	INDE	210	680	123	154	0	5	0	1 172	106	1 278
	JAPON	113	294	51	46	7	1	0	512	178	690
	PHILIPPINES	169	15	3	1	0	0	0	188	1	189
	THAÏLANDE	34	18	1	8	0	0	0	61	9	70
	VIETNAM	192	4	9	58	1	0	0	264	41	305
	AUTRES PAYS		202	69	77	28	4	9	11	400	30
PROCHE ET MOYEN ORIENT		592	54	107	138	1	12	1	905	111	1 016
DONT	IRAN	68	7	5	22	0	0	0	102	24	126
	ISRAËL	15	4	9	10	1	0	0	39	6	45
	LIBAN	357	17	42	75	0	0	0	491	57	548
	PAKISTAN	37	4	1	14	0	2	0	58	9	67
	AUTRES PAYS		115	22	50	17	0	10	1	215	15

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.



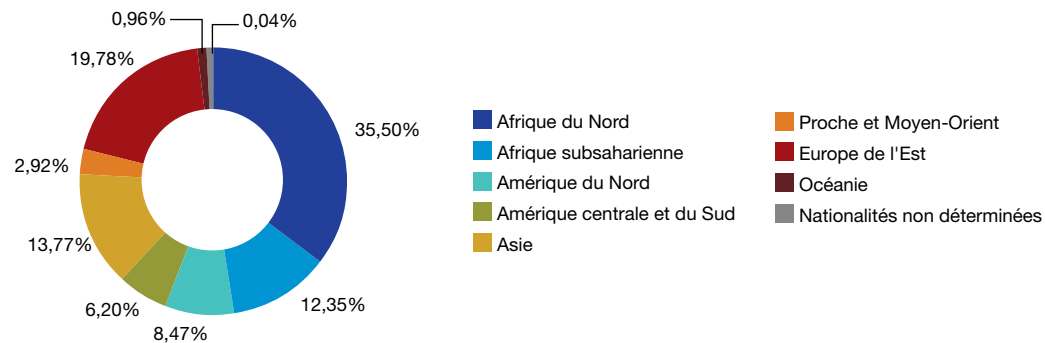
► RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2012 (SUITE ET FIN)

CONTINENT / PAYS		SALARIÉS							TOTAL NON SALARIÉS	TOTAL GÉNÉRAL	
		PERMANENTS	EN MISSION	TEMPORAIRES	SCIENTIFIQUES	PROFESSIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	AUTORISATIONS PROVISOIRES DE TRAVAIL	SAISONNIERS			TOTAL SALARIÉS
EUROPE DE L'EST		3 483	183	1 097	175	80	342	1 332	6 692	182	6 874
DONT	BOSNIE-HERZÉGOVINE	11	0	16	0	0	0	7	34	1	35
	BULGARIE*	392	3	87	1	7	35	363	888	0	888
	CROATIE	21	14	25	7	0	2	0	69	6	75
	MACÉDOINE	14	0	5	1	0	1	1	22	1	23
	MOLDAVIE	63	1	22	4	4	3	0	97	4	101
	ROUMANIE*	2 245	28	555	4	2	288	782	3 904	1	3 905
	RUSSIE	262	67	224	79	16	5	0	653	85	738
	SERBIE	7	2	7	1	0	0	1	18	3	21
	TURQUIE	120	43	25	24	0	0	152	364	24	388
	UKRAINE	105	14	29	34	34	1	3	220	28	248
AUTRES PAYS	201	12	41	14	17	4	1	290	21	211	
OCÉANIE		108	62	97	24	6	8	2	307	28	335
DONT	AUSTRALIE	56	60	56	21	6	5	1	205	21	226
	NOUVELLE-ZÉLANDE	27	2	33	3	0	1	1	67	7	74
	AUTRES PAYS	25	0	8	0	0	2	0	35	0	35
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		2	0	0	0	0	0	0	4	9	13
TOTAL GÉNÉRAL		15 423	2 890	4 646	1 389	208	513	7 531	32 600	2 157	34 757

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

* La Roumanie et la Bulgarie figurent dans ce tableau malgré leur appartenance à l'UE depuis 2007. Ces pays sont en phase transitoire en ce qui concerne leur migration au sein de l'espace Schengen.

► RÉPARTITION PAR CONTINENT DES TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE EN 2012



▷ RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS



		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
AFRIQUE DU NORD	TOTAL	10 763	10 599	10 538	11 251	13 124	11 910	12 024	12 685	12 338
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	1 582	1 938	2 594	3 878	5 227	4 436	4 567	5 337	4 920
	Total autorisations provisoires et autres catégories	1 142	1 038	1 060	1 065	1 169	778	1 127	1 025	975
	Saisonniers	8 039	7 623	6 884	6 308	6 728	6 696	5 890	5 939	5 975
	Total salariés	10 763	10 599	10 538	11 251	13 124	11 910	11 584	12 301	11 870
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	440	384	468
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	TOTAL	1 069	1 504	1 919	2 544	4 498	5 785	5 486	5 837	4 185
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	692	890	1 221	1 850	3 796	5 322	4 713	5 199	3 502
	Total autorisations provisoires et autres catégories	377	614	690	693	690	463	552	436	427
	Saisonniers	0	0	8	1	12	0	36	54	100
	Total salariés	1 069	1 504	1 919	2 544	4 498	5 785	5 301	5 689	4 029
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	185	148	156
AMÉRIQUE DU NORD	TOTAL	2 845	3 022	3 285	2 985	3 171	1 947	3 023	3 271	2 945
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	498	645	739	776	1 073	655	895	903	969
	Total autorisations provisoires et autres catégories	2 347	2 377	2 541	2 193	2 093	1 292	1 874	2 138	1 717
	Saisonniers	0	0	5	16	5	0	7	4	4
	Total salariés	2 845	3 022	3 285	2 985	3 171	1 947	2 776	3 045	2 690
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	247	226	255
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	TOTAL	393	1 935	2 101	2 073	2 306	1 454	2 351	2 394	2 156
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	286	571	583	983	1 025	874	1 005	1 000	905
	Total autorisations provisoires et autres catégories	107	1 364	1 445	1 025	1 213	580	1 044	1 101	879
	Saisonniers	0	0	73	65	68	0	46	32	106
	Total salariés	393	1 935	2 101	2 073	2 306	1 454	2 095	2 133	1 890
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	256	261	266

NC = non communiqué



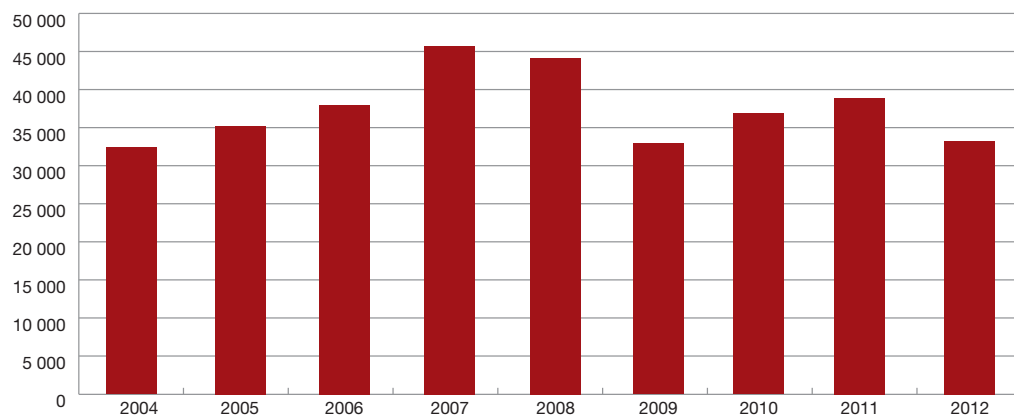
▷ RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS (SUITE ET FIN)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
ASIE	TOTAL	950	3 079	3 404	4 011	4 891	3 663	5 097	5 051	4 787
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	936	1 375	1 552	2 307	3 112	2 765	3 174	3 121	2 958
	Total autorisations provisoires et autres catégories	14	1 704	1 849	1 695	1 771	898	1 329	1 261	1 163
	Saisonniers	0	0	3	9	8	0	18	22	11
	Total salariés	950	3 079	3 404	4 011	4 891	3 663	4 521	4 404	4 132
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	576	647	655
PROCHE ET MOYEN-ORIENT	TOTAL	346	821	863	1 190	1 164	794	960	998	1 016
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	296	455	519	769	765	627	562	634	639
	Total autorisations provisoires et autres catégories	50	366	344	420	398	167	273	248	265
	Saisonniers	0	0	0	1	1	0	0	0	1
	Total salariés	346	821	863	1 190	1 164	794	835	882	905
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	125	116	111
EUROPE DE L'EST	TOTAL	10 249	13 124	15 412	20 810	14 425	6 405	7 446	8 289	6 707
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	1 406	2 524	2 688	5 901	7 449	4 463	4 299	4 293	3 601
	Total autorisations provisoires et autres catégories	1 487	2 408	2 495	2 386	2 237	1 103	1 576	1 951	1 626
	Saisonniers	7 356	8 192	10 229	12 523	4 739	839	1 428	1 909	1 309
	Total salariés	10 249	13 124	15 412	20 810	14 425	6 405	7 303	8 153	6 536
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	143	136	171
OCÉANIE	TOTAL	54	282	322	311	346	180	298	333	334
	Total salariés permanents et en mission + 12 mois	54	88	95	102	131	86	124	150	163
	Total autorisations provisoires et autres catégories	0	194	225	208	211	94	149	157	141
	Saisonniers	0	0	2	1	4	0	3	2	2
	Total salariés	54	282	322	311	346	180	276	309	306
	Total non salariés	NC	NC	NC	NC	NC	NC	22	24	28
NATIONALITÉS NON DÉTERMINÉES		5 764	840	34	562	306	746	2	13	289
TOTAL GÉNÉRAL		32 433	35 206	37 878	45 737	44 231	32 884	36 687	38 871	34 757

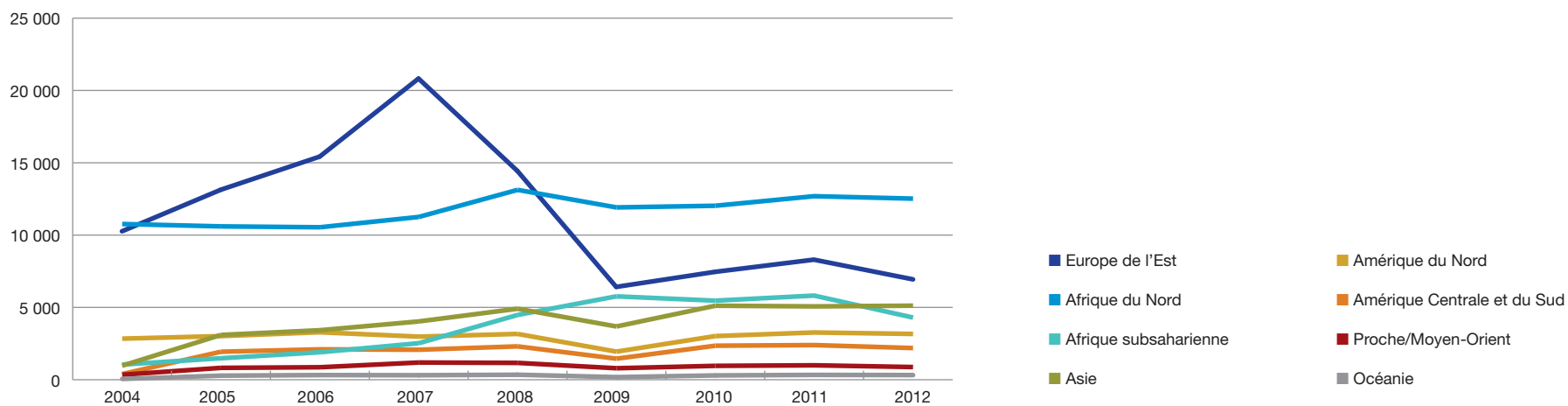
NC = non communiqué



► ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL DE TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE CES 9 DERNIÈRES ANNÉES



► IMMIGRATION DES TRAVAILLEURS - HISTORIQUE PAR CONTINENT



IMMIGRATION FAMILIALE

► FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2012 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL



CONTINENT / PAYS		2003		2011		2012		% ÉVOLUTION 2012/2003	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
AFRIQUE DU NORD		16 210	9 557	6 333	8 306	6 843	8 839	-57,79%	-7,51%
	ALGÉRIE	5 367	3 636	2 684	3 363	2 884	3 483	-46,26%	-4,21%
	LYBIE					1	1	-	-
	MAROC	7 775	4 423	2 286	2 996	2 525	3 373	-67,52%	-23,74%
	TUNISIE	3 068	1 498	1 363	1 947	1 433	1 982	-53,29%	32,31%
AFRIQUE		2 804	1 700	1 676	2 471	1 549	2 298	-44,76%	35,18%
DONT	BÉNIN	35	25	27	34	38	66	8,57%	164,00%
	CAMEROUN	370	228	313	450	388	606	4,86%	165,79%
	CAP-VERT	104	59	27	34	37	50	-64,42%	-15,25%
	CONGO	261	161	70	109	74	129	-71,65%	-19,88%
	CONGO (RÉP. DÉM)	115	61	39	66	56	71	-51,30%	16,39%
	CÔTE D'IVOIRE	269	184	241	337	160	209	-40,52%	13,59%
	ÉGYPTE	140	77	44	74	39	75	-72,14%	-2,60%
	GABON	43	23	36	51	36	47	-16,28%	104,35%
	GUINÉE (RÉP. DE)	26	17	73	112	28	42	7,69%	147,06%
	MADAGASCAR	148	98	108	149	117	155	-20,95%	58,16%
	MALI	279	158	142	214	51	62	-81,72%	-60,76%
	MAURICE (ÎLE)	73	58	28	35	27	30	-63,01%	-48,28%
	MAURITANIE	36	25	22	33	26	38	-27,78%	52,00%
	NIGER	7	3	13	19	18	22	157,14%	633,33%
	SÉNÉGAL	474	286	297	459	253	391	-46,62%	36,71%
	TOGO	55	39	50	70	63	100	14,55%	156,41%
	AUTRES PAYS	369	198	146	225	138	205	-62,60%	3,54%
AMÉRIQUE DU NORD		866	407	13	15	12	17	-98,61%	-95,82%
	CANADA	191	90	8	8	7	9	-96,34%	-90,00%
	ÉTATS-UNIS	675	317	5	7	5	8	-99,26%	-97,48%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

► FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2012 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE)



CONTINENT / PAYS		2003		2011		2012		% ÉVOLUTION 2012/2003	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		1 014	596	398	738	330	510	-67,46%	-14,43%
DONT	ARGENTINE	73	29	3	3	7	11	-90,41%	-62,07%
	BRÉSIL	188	110	66	90	47	63	-75,00%	-42,73%
	CHILI	19	12	4	8	12	22	-36,84%	83,33%
	COLOMBIE	30	23	22	26	16	22	-46,67%	-4,35%
	HAÏTI	434	267	208	480	185	307	-57,37%	14,98%
	MEXIQUE	55	25	7	12	3	4	-94,55%	-84,00%
	PÉROU	23	18	22	26	15	16	-34,78%	-11,11%
	VÉNÉZUELA	22	12	3	5	1	1	-95,45%	-91,67%
AUTRES PAYS	170	100	63	88	44	64	-74,12%	-36,00%	
ASIE		1 409	884	697	877	739	917	-47,55%	3,73%
DONT	CHINE (RPC)	339	261	254	302	300	336	-11,50%	28,74%
	CORÉE DU SUD	75	36	12	12	15	18	-80,00%	-50,00%
	INDE	159	88	47	69	72	98	-54,72%	11,36%
	JAPON	450	220	20	23	16	21	-96,44%	-90,45%
	PHILIPPINES	41	36	71	92	42	60	2,44%	66,67%
	THAÏLANDE	55	41	48	60	50	61	-9,09%	48,78%
	VIETNAM	58	39	71	89	72	102	24,14%	161,54%
	AUTRES PAYS	232	163	174	230	172	221	-25,86%	35,58%
PROCHE ET MOYEN ORIENT		595	291	178	286	151	257	-74,62%	-11,68%
DONT	IRAN	52	34	22	26	16	16	-69,23%	-52,94%
	ISRAËL	32	16	0	0	2	2	-93,75%	-87,50%
	LIBAN	157	85	59	84	41	58	-73,89%	-31,76%
	PAKISTAN	291	117	59	114	69	149	-76,29%	27,35%
	AUTRES PAYS	63	39	38	62	23	32	-63,49%	-17,95%

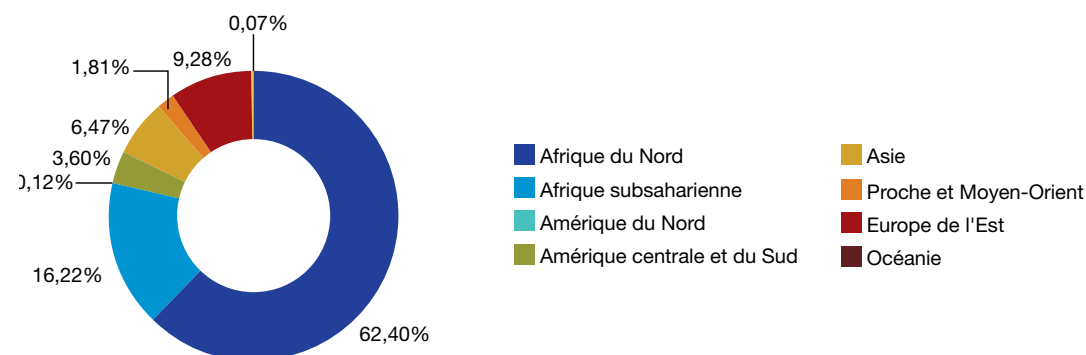
Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.



FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2012 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE ET FIN)

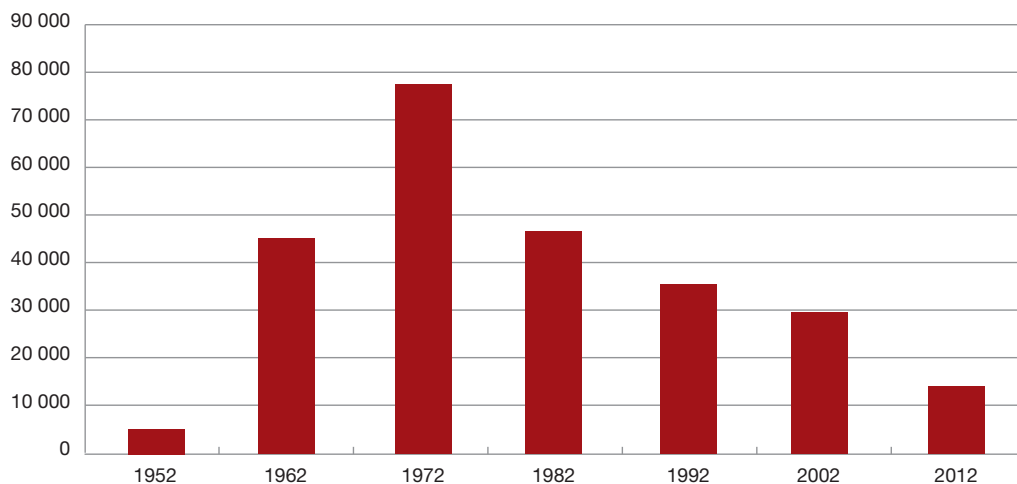
CONTINENT / PAYS		2003		2011		2012		% ÉVOLUTION 2012/2003	
		FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES	FAMILLES	PERSONNES
EUROPE DE L'EST		3 762	2 380	895	1 439	874	1 315	-76,77%	-44,75%
DONT	BOSNIE-HERZÉGOVINE	22	18	22	29	14	15	-36,36%	-16,67%
	BULGARIE	50	34	0	0			-100,00%	-100,00%
	CROATIE	8	7	1	2	2	4	-75,00%	-42,86%
	MACÉDOINE	13	11	7	10	10	12	-23,08%	9,09%
	MOLDAVIE	15	11	24	32	17	23	13,33%	109,09%
	ROUMANIE	172	118	0	0			-100,00%	-100,00%
	RUSSIE	120	91	46	60	38	43	-68,33%	-52,75%
	SERBIE	250	171	60	89	41	51	-83,60%	-70,18%
	TURQUIE	2 768	1 692	604	1 020	597	958	-78,43%	-43,38%
	UKRAINE	77	55	33	47	28	33	-63,64%	-40,00%
	AUTRES PAYS	267	172	98	150	127	176	-52,43%	2,33%
OCÉANIE		68	38	2	7	3	10	-95,59%	-73,68%
DONT	AUSTRALIE	56	32	0	0	1	3	-98,21%	-90,63%
	NOUVELLE-ZÉLANDE	12	6	1	2	1	5	-91,67%	-16,67%
	AUTRES PAYS	0	0	1	5	1	2	-	-
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		2	2	0	0	2	2	0,00%	0,00%
TOTAL GÉNÉRAL		26 730	15 855	10 192	14 139	10 503	14 165	-60,71%	-10,66%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

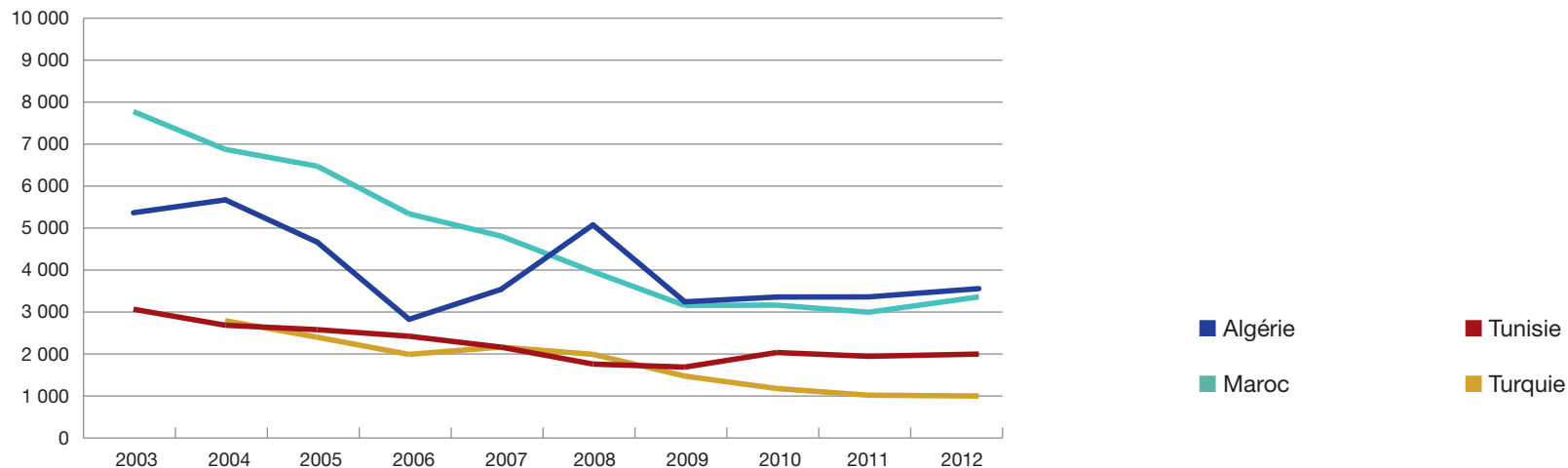
RÉPARTITION PAR CONTINENT DE L'IMMIGRATION FAMILIALE EN FRANCE EN 2012


**IMMIGRATION FAMILIALE DEPUIS 60 ANS
(NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)**

[? PLUS DE DÉTAILS](#)



**PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DE L'IMMIGRATION FAMILIALE
(NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)**



LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

(REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE)

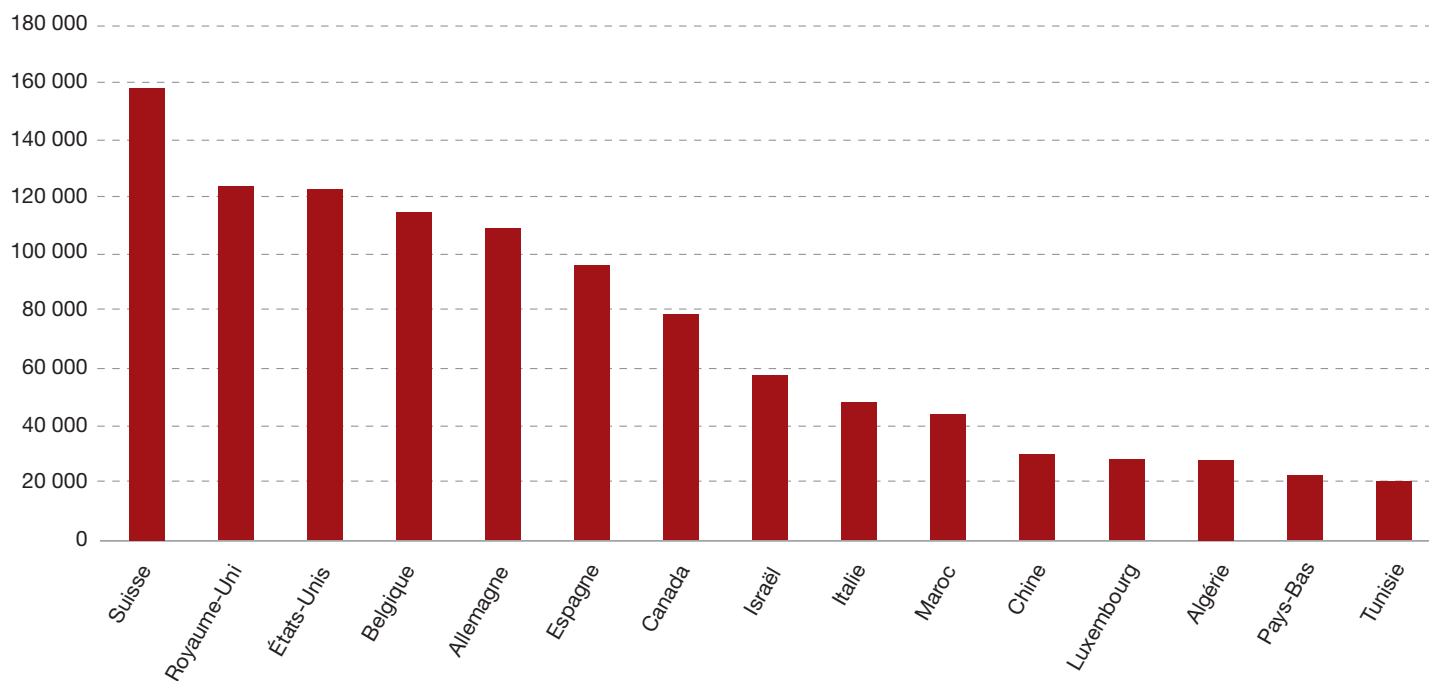
La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2012 a augmenté de 16 751 personnes et s'élève à 1 611 054, soit une augmentation de 1,05 % par rapport à 2011.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 32,09 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 3,14 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 2,6 millions de personnes.

► LES 15 PAYS OÙ LA PRÉSENCE FRANÇAISE EST LA PLUS IMPORTANTE EN 2012



En 2012, ces 15 pays représentent 66,42 % de la population française à l'étranger. La Belgique et l'Algérie ont gagné un échelon dans ce classement depuis l'année dernière.

► REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS



CONTINENTS/PAYS	2003	2011		2012		VARIATION EN NOMBRE 2012/2011	TAUX D'ÉVOLUTION		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2012/2011	ANNUEL MOYEN 2012/2003	SUR 10 ANS
EUROPE OCCIDENTALE	624 614	780 645	48,46	789 138	48,98	+ 8 493	1,09	2,63	26,34
DONT									
ALLEMAGNE	107 774	114 372	7,10	110 881	6,88	- 3 491	-3,05	0,32	2,88
ANDORRE	3 783	3 288	0,20	3 309	0,21	+ 21	0,64	-1,48	-12,53
AUTRICHE	5 727	8 024	0,50	8 291	0,51	+ 267	3,33	4,20	44,77
BELGIQUE	85 587	109 426	6,79	113 563	7,05	+ 4 137	3,78	3,19	32,69
CHYPRE	946	1 339	0,08	1 372	0,09	+ 33	2,46	4,22	45,03
DANEMARK	3 744	5 214	0,32	5 260	0,33	+ 46	0,88	3,85	40,49
ESPAGNE	65 669	94 056	5,84	95 052	5,90	+ 996	1,06	4,19	44,74
FINLANDE	1 618	2 569	0,16	2 573	0,16	+ 4	0,16	5,29	59,02
GRÈCE	8 701	11 226	0,70	10 916	0,68	- 310	-2,76	2,55	25,46
IRLANDE	5 664	8 881	0,55	8 980	0,56	+ 99	1,11	5,25	58,55
ISLANDE	200	341	0,02	348	0,02	+ 7	2,05	6,35	74,00
ITALIE	41 133	48 352	3,00	46 987	2,92	- 1 365	-2,82	1,49	14,23
LUXEMBOURG	19 673	28 720	1,78	30 352	1,88	+ 1 632	5,68	4,94	54,28
MALTE	219	497	0,03	542	0,03	+ 45	9,05	10,59	147,49
MONACO	9 639	7 792	0,48	7 683	0,48	- 109	-1,40	-2,49	-20,29
NORVÈGE	3 227	5 034	0,31	5 097	0,32	+ 63	1,25	5,21	57,95
PAYS-BAS	19 552	23 934	1,49	23 149	1,44	- 785	-3,28	1,89	18,40
PORTUGAL	11 789	15 572	0,97	15 707	0,97	+ 135	0,87	3,24	33,23
ROYAUME-UNI	91 630	123 306	7,65	126 049	7,82	+ 2 743	2,22	3,61	37,56
SUÈDE	4 983	6 329	0,39	6 798	0,42	+ 469	7,41	3,51	36,42
SUISSE	129 506	155 743	9,67	158 862	9,86	+ 3 119	2,00	2,30	22,67
TURQUIE	3 808	6 630	0,41	7 367	0,46	+ 737	11,12	7,61	93,46
AUTRES PAYS	42	0	0,00	0	0,00	0	-	-100,00	-100,00

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2012.



▸ REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)

CONTINENTS/PAYS	2003	2011		2012		VARIATION EN NOMBRE 2012/2011	TAUX D'ÉVOLUTION		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2012/2011	ANNUEL MOYEN 2012/2003	SUR 10 ANS
EUROPE DE L'EST	18 787	29 847	1,87	29 988	1,86	+ 141	0,47	5,33	59,62
DONT									
BOSNIE-HERZÉGOVINE	252	318	0,02	346	0,02	+ 28	8,81	3,59	37,30
BULGARIE	562	1 004	0,06	1 063	0,07	+ 59	5,88	7,34	89,15
CROATIE	636	925	0,06	984	0,06	+ 59	6,38	4,97	54,72
ESTONIE	70	182	0,01	192	0,01	+ 10	5,49	11,86	174,29
HONGRIE	1 679	2 413	0,15	2 396	0,15	- 17	-0,70	4,03	42,70
LETTONIE	112	193	0,01	198	0,01	+ 5	2,59	6,54	76,79
LITUANIE	196	379	0,02	387	0,02	+ 8	2,11	7,85	97,45
MACÉDOINE	189	201	0,01	182	0,01	- 19	-9,45	-0,42	-3,70
POLOGNE	5 393	5 757	0,36	5 876	0,36	+ 119	2,07	0,96	8,96
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 859	2 983	0,19	3 115	0,19	+ 132	4,43	5,90	67,56
ROUMANIE	1 745	2 979	0,19	2 973	0,18	- 6	-0,20	6,10	70,37
RUSSIE	3 082	5 752	0,36	5 764	0,36	+ 12	0,21	7,20	87,02
SERBIE	826	1 591	0,10	1 425	0,09	- 166	-10,43	6,25	72,52
SLOVAQUIE	317	895	0,06	848	0,05	- 47	-5,25	11,55	167,51
SLOVÉNIE	430	682	0,04	702	0,04	+ 20	2,93	5,60	63,26
UKRAINE	353	1 016	0,06	953	0,06	- 63	-6,20	11,67	169,97
AUTRES PAYS	1 086	2 577	0,16	2 584	0,16	+ 7	0,27	10,11	137,94
AMÉRIQUE DU NORD	162 920	202 014	12,67	203 818	12,65	+ 1 804	0,89	2,52	25,10
CANADA	60 047	79 328	4,98	78 647	4,88	- 681	-0,86	3,04	30,98
ÉTATS-UNIS	102 873	122 686	7,70	125 171	7,77	+ 2 485	2,03	2,20	21,68

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2012



► REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)



CONTINENTS/PAYS		2003	2011		2012		VARIATION EN NOMBRE 2012/2011	TAUX D'ÉVOLUTION		
			EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2012/2011	ANNUEL MOYEN 2012/2003	SUR 10 ANS
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		75 255	97 117	6,09	97 425	6,05	+ 308	0,32	2,91	29,46
DONT	ARGENTINE	14 092	14 390	0,90	14 444	0,90	+ 54	0,38	0,27	2,50
	BRÉSIL	15 384	19 858	1,25	19 754	1,23	- 104	-0,52	2,82	28,41
	CHILI	7 363	11 046	0,69	10 577	0,66	- 469	-4,25	4,11	43,65
	COLOMBIE	3 424	4 545	0,29	4 799	0,30	+ 254	5,59	3,82	40,16
	MEXIQUE	13 087	17 315	1,09	17 556	1,09	+ 241	1,39	3,32	34,15
	PÉROU	2 687	3 713	0,23	3 597	0,22	- 116	-3,12	3,29	33,87
	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1 962	3 818	0,24	3 967	0,25	+ 149	3,90	8,14	102,19
	URUGUAY	2 305	2 824	0,18	2 862	0,18	+ 38	1,35	2,43	24,16
	VÉNÉZUELA	4 832	4 970	0,31	4 917	0,31	- 53	-1,07	0,19	1,76
	AUTRES PAYS	10 119	14 638	0,92	14 952	0,93	+ 314	2,15	4,43	47,76
AFRIQUE DU NORD		69 031	94 789	5,95	98 090	6,09	+ 3 301	3,48	3,98	42,10
DONT	ALGÉRIE	22 202	28 830	1,81	30 344	1,88	+ 1 514	5,25	3,53	36,67
	MAROC	30 208	44 000	2,76	45 269	2,81	+ 1 269	2,88	4,60	49,86
	TUNISIE	16 210	21 552	1,35	22 221	1,38	+ 669	3,10	3,57	37,08
	AUTRES PAYS	411	407	0,03	256	0,02	- 151	-37,10	-5,12	-37,71
AFRIQUE FRANCOPHONE		104 523	116 862	7,33	117 378	7,29	+ 516	0,44	1,30	12,30
DONT	BÉNIN	3 535	3 694	0,23	3 574	0,22	- 120	-3,25	0,12	1,10
	CAMEROUN	6 155	6 183	0,39	6 146	0,38	- 37	-0,60	-0,02	-0,15
	CONGO	3 070	5 083	0,32	5 065	0,31	- 18	-0,35	5,72	64,98
	CÔTE D'IVOIRE	16 475	13 221	0,83	13 778	0,86	+ 557	4,21	-1,97	-16,37
	DJIBOUTI	4 508	5 142	0,32	4 875	0,30	- 267	-5,19	0,87	8,14
	GABON	8 938	11 217	0,70	11 153	0,69	- 64	-0,57	2,49	24,78
	ÎLE MAURICE	6 983	9 780	0,61	10 175	0,63	+ 395	4,04	4,27	45,71
	MADAGASCAR	18 711	19 864	1,25	18 814	1,17	- 1 050	-5,29	0,06	0,55
	MALI	4 475	4 815	0,30	4 774	0,30	- 41	-0,85	0,72	6,68
	MAURITANIE	1 680	2 127	0,13	2 120	0,13	- 7	-0,33	2,62	26,19
	NIGER	1 490	1 558	0,10	1 639	0,10	+ 81	5,20	1,06	10,00
	SÉNÉGAL	15 079	17 729	1,11	18 332	1,14	+ 603	3,40	2,19	21,57
	TOGO	2 956	3 007	0,19	2 971	0,18	- 36	-1,20	0,06	0,51
	AUTRES PAYS	10 468	13 442	0,84	13 962	0,87	+ 520	3,87	3,25	33,38

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2012



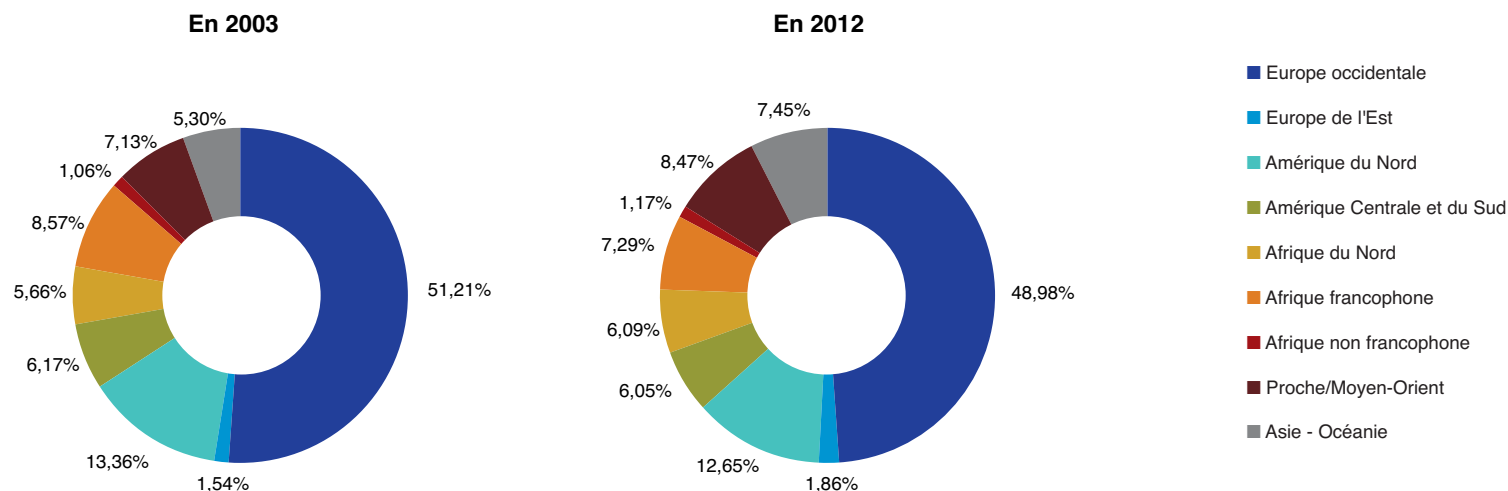
▸ REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE ET FIN)

CONTINENTS/PAYS	2003	2011		2012		VARIATION EN NOMBRE 2012/2011	TAUX D'ÉVOLUTION		
		EFFECTIFS	STRUCTURE	EFFECTIFS	STRUCTURE		2012/2011	ANNUEL MOYEN 2012/2003	SUR 10 ANS
AFRIQUE NON FRANCOPHONE	12 871	18 621	1,17	18 796	1,17	+ 175	0,94	4,30	46,03
DONT									
AFRIQUE DU SUD	5 958	7 108	0,45	7 209	0,45	+ 101	1,42	2,14	21,00
ANGOLA	1 190	2 070	0,13	2 067	0,13	- 3	-0,14	6,33	73,70
CAP-VERT	195	389	0,02	390	0,02	+ 1	0,26	8,01	100,00
KENYA	823	1 366	0,09	1 440	0,09	+ 74	5,42	6,41	74,97
NIGÉRIA	1 299	1 826	0,11	1 851	0,11	+ 25	1,37	4,01	42,49
AUTRES PAYS	3 406	5 862	0,37	5 839	0,36	- 23	-0,39	6,17	71,43
PROCHE/MOYEN-ORIENT	87 011	137 679	8,64	136 394	8,47	- 1 285	-0,93	5,12	56,75
DONT									
ARABIE SAOUDITE	4 066	5 306	0,33	5 387	0,33	+ 81	1,53	3,18	32,49
ÉGYPTE	3 662	6 483	0,41	6 284	0,39	- 199	-3,07	6,18	71,60
ÉMIRATS ARABES UNIS	2 282	14 352	0,90	15 536	0,96	+ 1 184	8,25	23,75	580,81
ISRAËL	42 533	58 840	3,69	54 886	3,41	- 3 954	-6,72	2,87	29,04
JÉRUSALEM	11 058	19 708	1,24	21 848	1,36	+ 2 140	10,86	7,86	97,58
LIBAN	16 853	21 428	1,34	21 589	1,34	+ 161	0,75	2,79	28,10
AUTRES PAYS	6 557	11 562	0,73	10 864	0,67	- 698	-6,04	5,77	65,69
ASIE - OCÉANIE	64 678	116 729	7,32	120 027	7,45	+ 3 298	2,83	7,11	85,58
DONT									
AUSTRALIE	13 921	18 323	1,15	19 104	1,19	+ 781	4,26	3,58	37,23
CAMBODGE	2 224	3 897	0,24	4 181	0,26	+ 284	7,29	7,27	87,99
CHINE	10 202	30 305	1,90	30 787	1,91	+ 482	1,59	13,06	201,77
CORÉE DU SUD	1 560	1 993	0,13	2 054	0,13	+ 61	3,06	3,10	31,67
INDE	8 284	9 595	0,60	9 687	0,60	+ 92	0,96	1,75	16,94
INDONÉSIE	1 871	3 564	0,22	3 906	0,24	+ 342	9,60	8,52	108,77
JAPON	6 436	7 480	0,47	7 305	0,45	- 175	-2,34	1,42	13,50
NOUVELLE ZÉLANDE	1 619	3 512	0,22	3 491	0,22	- 21	-0,60	8,91	115,63
PHILIPPINES	1 335	2 272	0,14	2 371	0,15	+ 99	4,36	6,59	77,60
SINGAPOUR	3 512	9 197	0,58	9 940	0,62	+ 743	8,08	12,25	183,03
THAÏLANDE	4 506	9 788	0,61	9 905	0,61	+ 117	1,20	9,15	119,82
VIET-NAM	3 047	6 164	0,39	6 304	0,39	+ 140	2,27	8,41	106,89
AUTRES PAYS	6 161	10 639	0,67	10 992	0,68	+ 353	3,32	6,64	78,41
POPULATION INSCRITE TOTALE	1 219 690	1 594 303	100,00	1 611 054	100,00	+ 16 751	1,05	3,14	32,09

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2012



► RÉPARTITION DES FRANÇAIS SELON LES RÉGIONS



Le volume de la population française établie à l'étranger s'est accru en 2012 de près de 17 000 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les régions géographiques :

1/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES LA POPULATION EXPATRIÉE EST EN PLEINE EXPANSION :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 5 % :

- Proche et Moyen-Orient** : + 5,12 %
- Taux le + élevé : +23,75% (Emirats Arabes Unis)
 - Taux le + faible : + 2,79 % (Liban)

- Asie - Océanie** : + 7,11 %
- Taux le + élevé : + 13,06 % (Chine)
 - Taux le + faible : + 1,42 % (Japon)

- Europe de l'Est** : + 5,33 %
- Taux le + élevé : + 11,86 % (Estonie)
 - Taux le + faible : - 0,42 % (Macédoine)

2/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES LA PROGRES-SION EST RÉGULIÈRE MAIS MODÉRÉE :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 3 et 5%:

- Afrique non francophone** : + 4,30 %
- Taux le + élevé : + 8,01 % (Cap Vert)
 - Taux le + faible : + 2,14 % (Afrique du Sud)

- Afrique du Nord** : + 3,98 %
- Taux le + élevé : + 4,60 % (Maroc)
 - Taux le + faible : + 3,53 % (Algérie)

3/ LES RÉGIONS DANS LESQUELLES L'EXPANSION DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE RALENTIT

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 3 % :

- Europe occidentale** : + 2,63 %
- Taux le + élevé : + 10,59 % (Malte)
 - Taux le + faible : - 2,49 % (Monaco)

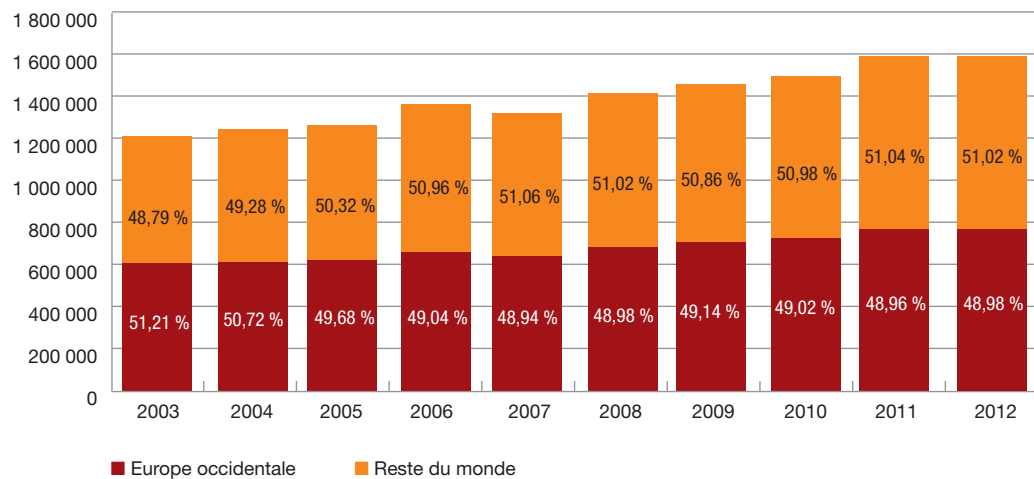
- Afrique Francophone** : + 1,30 %
- Taux le + élevé : + 5,72 % (Congo)
 - Taux le + faible : - 1,97 % (Côte d'ivoire)

- Amérique du Nord** : + 2,52 %
- Taux le + élevé : + 3,04 % (Canada)
 - Taux le + faible : + 2,20 % (Etats Unis)

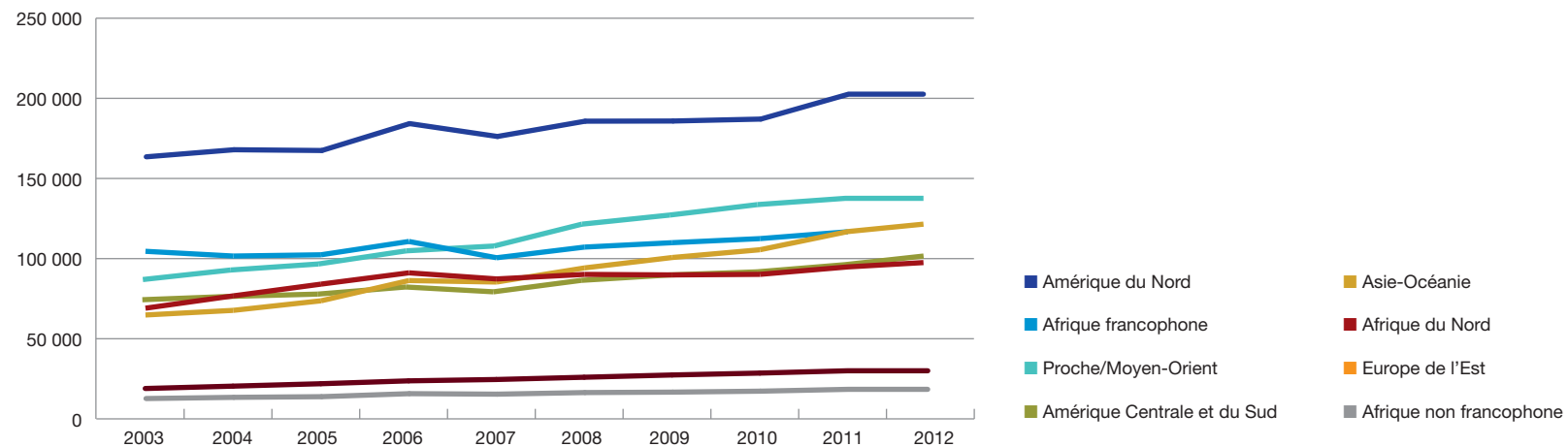
- Amérique Centrale et du Sud** : + 2,91 %
- Taux le + élevé : +8,14 % (République Dominicaine)
 - Taux le + faible : + 0,19 % (Vénézuéla)



► ÉVOLUTION DEPUIS 2003 DU NOMBRE DE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



► ÉVOLUTION DEPUIS 2003 DU NOMBRE DE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER (HORS EUROPE OCCIDENTALE)



► ARRÊT VANBRAEKEL :

Complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

► CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LA FRANCE :

dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des Etats avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux Etats concernés.

► CONVENTIONS TRANSFRONTALIÈRES :

accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

► DÉTACHEMENT DE PLEIN DROIT :

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre Etat.

► DETTES PRÉSENTÉES À LA FRANCE :

remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

► FACTURES (DÉPENSES RÉELLES) :

montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) telles qu'elles ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursées par l'institution compétente à l'institution qui les a servies.

► FORFAITS :

prestations en nature remboursées par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont inscrit les assurés, sur la base d'un forfait. Ce

forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

► PENSION D'INVALIDITÉ :

Prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

► PENSION DE SURVIVANT INVALIDE :

Pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

► PENSION DE VIEILLESSE :

Revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré et du type de pension.



► PENSION DE RÉVERSION :

Après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

► PLURIACTIVITÉ (RÈGLEMENTS EUROPÉENS UNIQUEMENT) :

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activités salariées ou non salariées sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres de l'UE-EEE-Suisse.

► PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE :

Elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

► PRESTATIONS FAMILIALES EXPORTABLES (RÈGLEMENTS EUROPÉENS) :

les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources,

aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

► RENTE AT-MP (ACCIDENT DU TRAVAIL/ MALADIE PROFESSIONNELLE) :

Revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants

► RÉSIDENCE HORS DE L'ETAT COMPÉTENT :

personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un État autre que l'État compétent et bénéficie(nt) dans l'État de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

► SÉJOUR TEMPORAIRE :

cf. soins médicalement nécessaires.

► SOINS AUX RÉSIDENTS :

prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un Etat autre que l'Etat d'emploi ou que l'Etat débiteur de la pension.

► SOINS MÉDICALEMENT NÉCESSAIRES :

prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

► SOINS PROGRAMMÉS :

prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

► SOINS URGENTS :

prestations servies aux assurés (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire en dehors de la zone UE-EEE-Suisse ou aux assurés des régimes hors UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.





**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11 rue de la Tour des Dames

75436 PARIS cedex 09

Tél. : 33 (0)1 45 26 33 41

Fax : 33 (0)1 49 95 06 50

Directeur de la publication : Jean-Yves Hocquet

Direction des Études Financières et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

www.cleiss.fr

